

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
DONATIONS DE FRUITS
ET REVENUS

DE LA NOTION DE FRUITS OU REVENUS DANS LES DONATIONS DE FRUITS ET REVENUS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 1^{er} mars 1929, à 2 heures

PAR

Pierre-Adolphe CHÉVRIER

Avocat stagiaire à la Cour d'appel de Paris

Président : M. RIPERT, professeur.

*Suffragants : { MM. PILON, professeur.
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
DONATIONS DE FRUITS
ET REVENUS

DE LA NOTION DE FRUITS OU REVENUS DANS LES DONATIONS DE FRUITS ET REVENUS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 1^{er} mars 1929, à 2 heures

PAR

Pierre-Adolphe CHÉVRIER

Avocat stagiaire à la Cour d'appel de Paris

Président : M. RIPERT, professeur.

*Suffragants : { MM. PILON, professeur.
JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^o. ÉDITEURS

15, RUE RACINE 15

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES DONATIONS DE FRUITS ET REVENUS

DE LA NOTION DE FRUITS OU REVENUS DANS LES DONATIONS
DE FRUITS ET REVENUS

INTRODUCTION

La distinction entre capital d'une part, et fruits et revenus d'autre part, assez simple au premier abord, a cependant donné naissance à des problèmes complexes. Ils ont entraîné jurisprudence et auteurs à préciser la nature juridique des produits d'une mine ou d'une carrière, des produits des taillis, des futaies, des pins maritimes, des dividendes fictifs et des clauses d'intérêts fixes, des réserves des sociétés, de la prime d'émission d'actions, du droit de souscription par préférence, de l'amortissement des actions, des lots et primes de remboursement dans les emprunts à lots, de la plus-value des fonds de commerce.

Classer ces différentes espèces, reconnaître en chacune d'elles ce qui est capital ou fruits, arriver à une synthèse générale et à un critérium auquel on puisse reconnaître les fruits et revenus des capitaux. Tel est l'objet du livre de M. Croizat (1). « La notion des fruits en droit privé et la notion de revenus en droit fiscal. »

1. Ch. Croizat, *La notion de fruits en droit privé et la notion de revenus en droit fiscal*. Paris, Librairie Dalloz, 1936.

Dans ce remarquable ouvrage, l'auteur a montré que la définition classique : — « Les fruits sont proprement les « produits qu'une chose peut fournir à des intervalles « réguliers, sans diminution de sa propre substance (1) » et qui exige pour qu'il y ait fruits et l'intégrité de la substance génératrice et la périodicité des produits — ne suffisait plus. A la suite d'une évolution juridique parallèle au développement économique de notre époque, la notion de fruits s'est modifiée, on a tenu compte de l'aménagement du propriétaire qui pouvait tirer de son bien des produits périodiques, malgré l'altération de la substance génératrice ; c'est ainsi que le Code civil a classé comme fruits les arrérages de la rente viagère, les coupes de futaies et les extraits de mines et carrières quand, par l'aménagement du propriétaire, elles donnaient un revenu périodique. Ainsi cette idée d'aménagement montre la place prépondérante de la volonté de l'homme pour transformer un capital en fruits. De même, en antithèse, l'auteur a montré que des produits périodiques d'un capital originaire pouvaient être transformés en capital en passant ou même sans passer par le stade de fruits, lorsque par l'effet d'une volonté préexistante de l'homme, ils étaient destinés à être agrégés au fonds producteur et à devenir substance génératrice, tels par exemple : les réserves des sociétés, les primes d'émission d'actions, les lots et primes de remboursement, les plus-values de fonds de commerce.

Au cours de son travail M. Croizat s'est attaché surtout à distinguer le capital des revenus ou fruits dans l'attribution qui devait en revenir aux différents ayants droit. (Usufruitier, nu propriétaire, communauté, époux). Ce travail s'applique presque uniquement aux liquidations.

Notre étude est un peu différente. Elle a trait aux

1. Planiol, T. I, n° 2779, V. égal, n° 2296.

donations de fruits et revenus, et au régime juridique que doivent suivre ces sortes de donations quand elles viennent à s'éteindre ou à être révoquées : dissolution de la communauté conjugale ; exercice de l'action paulienne ; actions en révocation pour ingratitude, survenance d'enfants ; inexécution des charges ; perte des avantages matrimoniaux en cas de divorce ou de séparation de corps prononcée contre l'époux donataire ; révocation des donations entre époux prévus par l'article 1096 du C. civ. sans oublier les actions en rapport et en réduction. Dans tous ces cas, quand on est en présence de donation de biens frugifères, les fruits ne suivent *pas toujours* le sort du capital. Or, la question qui se pose est de savoir, lorsque les fruits sont soumis à un régime différent du capital et que la donation porte directement sur les fruits, si ces derniers doivent être traités comme des fruits ou des capitaux.

La question ainsi posée mérite d'être élucidée, car il faut l'indiquer tout de suite, les donations de fruits et revenus, titre de ce travail, groupent dans leur généralité des opérations extrêmement diverses. En effet, une même somme peut être capital pour un individu et revenu pour un autre. Telle est la remarque qu'a notée M. Allix dans son ouvrage *L'impôt sur le revenu* (1). La même somme que le prodigue dépense, dit-il, peut être capital à son égard et revenu pour le domestique dont il rémunère les services. Il en est de même pour les donations. Aussi les donations que nous étudions se présentent-elles de la manière suivante. Tantôt le donateur aura prélevé sur ses revenus une somme déterminée, la donation de fruits sera constituée sous la forme d'une prestation unique. Tantôt il aura prélevé une série de prestations périodiques pour la remettre à son donataire, et nous en trouvons

1. Allix, *Impôt sur le revenu*, p. 166, éd. 1926.

des exemples dans la rente viagère, l'usufruit, la renonciation à un usufruit dont le donataire ou un tiers se trouve le nu propriétaire, le bail à vil prix, la délégation d'une série de loyers, l'avantage que fournit au donataire la vie commune partagée avec le donateur qui le défraye des dépenses journalières de l'existence ; ou bien encore le donateur aura détruit une partie de son capital pour constituer des revenus à son donataire, telles les rentes viagères constituées après aliénation de capital. Tantôt, au contraire, il aura économisé ses revenus avant de les donner ou bien il les aura remis à son donataire à fin de capitalisation, de telle sorte que sous la dénomination générale de donations de fruits et revenus se groupent des opérations très diverses d'une application fréquente dans la vie pratique, et où, au premier abord, les sommes données pour être fruits à l'égard du donateur ainsi qu'à l'égard du donataire ; capital à l'égard du premier et fruits et revenus à l'égard du second ; ou bien en sens inverse, fruits à l'égard du premier et capital à l'égard du second.

Si, comme nous l'avons dit à l'instant, il y a une différence de régime juridique entre fruits et capitaux, nous aurons à rechercher dans quels cas ces donations auront le caractère de fruits ou de capital et plus précisément à l'égard de quel patrimoine, il faudra les envisager. Le problème ainsi considéré touche à une autre question : le donateur peut-il opérer de sa propre volonté une transformation de fruits en capitaux et de capitaux en fruits et dans quelle mesure le peut-il ? Autrement dit, dans ce domaine limité des donations, à quel critérium le juriste doit-il recourir pour reconnaître un fruit ou un capital. Tel sera l'objet de cette étude qui, dans une certaine mesure, complète et vérifie les conclusions auxquelles est arrivé M. Croizat dans son ouvrage précité.

Le plan sera très simple.

Ayant remarqué que les fruits et les capitaux ne suivent pas toujours le même régime juridique, nous passerons d'abord en revue ces cas où il est nécessaire de distinguer les fruits des capitaux. C'est ainsi que dans le rapport, la réduction, la résolution, la loi établissant un régime juridique différent entre les fruits et les capitaux, leur distinction se pose. A ce propos nous examinerons comment la jurisprudence a traité les donations de fruits et revenus, ses variations et les raisons qui ont été données pour trancher les litiges. Puis, nous exposerons les idées fondamentales sur lesquelles les auteurs se sont appuyés pour ériger leurs constructions doctrinales. Enfin nous proposerons notre système. Essayant de reconnaître dans les donations de fruits et revenus telles qu'elles se présentent, celles qui ont le caractère de capital et celles qui ont le caractère de fruits, nous essaierons par là de dégager un critérium qui permette de distinguer le capital du fruit dans cette matière des donations.

Dans d'autres circonstances au contraire nous verrons que les fruits et les capitaux devant suivre le même régime juridique, la distinction entre fruits et capitaux ne doit pas être prise en considération. Tel sera l'objet du chapitre consacré à la communauté conjugale et à l'action paulienne.

Enfin après avoir jeté un rapide examen sur le sort des donations de fruits et revenus après la mort du donateur, nous conclurons en montrant l'unité des solutions admises, malgré leur apparente contradiction.

CHAPITRE PREMIER

POSITION DE LA QUESTION

Dans le rapport, la réduction et la résolution il est nécessaire de distinguer entre les fruits et les capitaux. Et tout le problème se présente de la manière suivante : La loi ou la jurisprudence ayant réglé le sort des fruits dans le cas seulement où les fruits ont été donnés en même temps que le bien qui les produit, qu'advient-il lorsque les fruits ont été l'objet direct de la donation à l'exclusion du capital, lorsqu'ils ont été donnés suivant l'expression de Pothier « principaliter et per se » ?

Rappelons tout d'abord les dispositions de loi relatives aux donations de biens frugifères. Les fruits intérimaires, c'est-à-dire ceux qui sont échus entre la donation et sa révocation suivent un sort différent de celui des capitaux en matière de rapport, de réserve, de causes de révocation (ingratitude, survenance d'enfant, inexécution des charges, révocation des donations entre époux, perte des avantages matrimoniaux, autrement dit en matière de résolution). Code civil, jurisprudence, doctrine sont unanimes en ce sens.

En effet, le Code civil, dans son article 958, n'ordonne la restitution des fruits au donataire ingrat que du jour de la demande en révocation.

L'article 962 prévoit la même dispense en ce qui con-

cerne la révocation pour survenance d'enfant. Le donataire n'est « tenu de respecter les fruits que du jour où la naissance ou la légitimation de l'enfant lui aura été notifiée « par exploit ou autre acte en bonne forme ». Par conséquent, le donataire conserve les fruits intérimaires jusqu'à la date de la révocation (1).

Le principe posé par les articles 958 et 962 du Code civil a été étendu par assimilation par la jurisprudence en cas de résolution de la donation pour inexécution des charges (2) et par la doctrine en cas de retour conventionnel prévu par l'article 952 du Code civil (3).

En matière de rapport et de réduction, les articles 856 et 928 posent la même règle. Le premier de ces textes porte : « Les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne « sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession » et l'article 928 dispose : « Le donataire restituer les fruits de ce qui excèdera la quotité disponible « à compter du jour du décès du donateur si la demande « en réduction a été faite dans l'année, sinon du jour de « la demande ».

Par conséquent, dans les cas qui viennent d'être passés en revue, seuls les fruits échus après le décès du *de cujus*

1. Confér. Bordeaux, 22 mars 1899. D. P. 00 2.72.

2. Paris, 3 juillet 1890. S. 91.2.74 ; Amiens, 16 nov. 1893. S. 94.2.190, note Saleilles ; Bourges, 6 juin 1898. S. 98.2.192. Cependant quelques arrêts déclarent que le donataire doit les fruits du jour où il a cessé d'exécuter les charges et non du jour de la demande. Montpellier, 2 février 1891. S. 91.1.191, et Aubry et Rau, t. XI, 5^e édit., § 707 bis, texte et note 11, p. 354 et 355 bis ; 21 juin 1897. S. 98.1.173. Mais peu important ces différences, il n'en reste pas moins que la jurisprudence a décidé d'une manière unanime que les fruits intérimaires sont conservés par le donataire.

3. Planiol, t. III, n° 2624 ; Aubry et Rau, t. II, 5^e éd., p. 302 § 700, texte et note 19 ; Delvincourt sur 952 ; Toullier, v. 294, 339 et 340 ; Duranton, VIII, 492 ; Demolombe, XX, 524 ; Zachariae, § 700, texte et note 10 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, *Donations et testaments*, t. I, n° 1528 et suiv. ; Laurent, t. XII, n° 471 ; Colin et Capitant, t. III, p. 792, éd. 1925 ; Baudry-Lacantinerie, *Précis*, III, n° 967.

ou après l'événement résolutoire sont restitués par le donataire ; au contraire les fruits intérimaires sont conservés par lui.

En sera-t-il de même lorsque la donation porte directement sur les fruits ? ou bien cette dernière donation doit-elle être traitée comme une donation de capital ? Et le problème se complique lorsqu'une transformation a été opérée par le donateur. Il a pu détruire une partie de son capital et le donner en prestations périodiques, de telle sorte que la donation est une donation en capital par rapport à son patrimoine et une donation en fruits par rapport au patrimoine du donataire. L'opération inverse est également possible, le donateur a accumulé et économisé ses revenus : la donation est une donation de fruits par rapport à son patrimoine et une donation de capital par rapport au patrimoine du donateur.

Le problème ainsi posé, malgré son caractère complexe, aurait peut-être reçu une solution assez simple sans la présence de l'article 852 qu'il a fallu concilier avec les titres 856 et 928.

On connaît les articles 856 et 928. Ils dispensent les fruits intérimaires de toute restitution, dans les donations de biens frugifères. Expriment-ils une règle générale applicable aux fruits donnés directement. On peut le croire ou en douter en présence de l'article 852 qui déclare : « Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces ou de présents d'usage ne doivent pas être rapportés. »

Car ces textes sont susceptibles d'une double interprétation : on peut soutenir d'abord que les fruits et revenus ne sont pas rapportables. L'article 856 doit exempter d'une manière générale les fruits du rapport, et cela est si vrai que l'article 852 exonère du rapport les donations qui sont généralement prises sur les revenus ; l'article 852

n'est donc que l'application à quelques exemples précis d'un principe général, à savoir le non rapport des fruits et revenus.

En sens inverse, on peut interpréter strictement ces textes. Les articles 856 et 928 ne peuvent s'appliquer qu'à l'hypothèse spéciale qu'ils visent, c'est-à-dire aux fruits accessoires de la chose donnée. Comme les biens ordinaires, ces derniers sont par essence rapportables, et l'article 852 vient confirmer cette manière de voir, puisqu'un texte spécial a été nécessaire pour dispenser les fruits du rapport dans des cas déterminés. Au surplus, on ajoute que l'article 852 vise d'autant moins les fruits, en tant que fruits, qu'il s'applique lorsque ces sortes de donations ont été prises sur le capital du donataire, par conséquent cette dispense de rapport inscrite dans l'article 852 est fondée, moins sur le caractère de fruits que sur la nature et la cause de la donation. Par eux-mêmes, les fruits sont donc rapportables.

Ce sont ces deux textes que doctrine et jurisprudence ont essayé de concilier, sans arriver, il faut le reconnaître, à un système très net. Nous verrons d'abord la jurisprudence et ses variations, c'est-à-dire les solutions qu'elle a adoptées tour à tour.

Ensuite, nous étudierons les auteurs, en essayant de dégager chez chacun l'idée sur laquelle ils ont essayé de construire une théorie générale, et nous proposerons en fin de compte la nôtre.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE

A lire en bloc et dans leur ordre chronologique, les décisions nombreuses qui ont trait aux donations de fruits et revenus, on éprouve un instant de déception. Les arrêts et jugements semblent contradictoires sans lien entre eux. Et l'hésitation des tribunaux se marque encore par le soin qu'ils ont pris de donner plusieurs motifs à chacune de leurs sentences, comme si un seul motif n'avait pas suffi à déterminer la conviction des juges, fussent-ils les magistrats de la Cour suprême (1). Cependant, malgré cette hésitation, on peut dès maintenant classer ces décisions en plusieurs catégories. Sur un certain nombre de points, la jurisprudence est à peu près unanime. Nous passerons d'abord en revue ces solutions qui n'ont pas prêté à discussion pour examiner dans la suite seulement les points qui ont fait l'objet de revirement.

§ 1. — LES PENSIONS ALIMENTAIRES.

Quand les donations de fruits et revenus ont présenté le caractère de pensions alimentaires, elles ont toujours été dispensées de rapport. En réalité les pensions alimentaires ne constituent pas des donations : on a bien soutenu

1. V. note Labbé, sous Limoges, 12 février 1884. S. 86.2.147.

que les donations de fruits et revenus ne constituaient pas non plus des donations, parce qu'elles n'appauvriraient pas le donateur, ni enrichiraient le donataire, autrement dit, parce qu'elles n'apporteraient aucune modification au capital des parties. Nous verrons plus tard ce qu'il faut penser d'une pareille théorie.

Mais si la pension alimentaire, qui ressemble sur ce point étonnamment aux donations de fruits et revenus, n'offre pas le caractère d'une libéralité, c'est pour une autre raison ; un élément essentiel lui manque ; l'intention libérale, *l'animus donandi*. Les pensions alimentaires prévues par le Code civil constituent une obligation naturelle à la charge des parents qui doivent subvenir aux besoins de leurs enfants ou à la charge des enfants qui doivent aider leurs parents dans la détresse (1). Et de ce caractère obligatoire découle le principe que la pension se mesure à la situation sociale et l'état de fortune du bénéficiaire et du débiteur et varie suivant les modifications survenues dans l'état de fortune des parties pendant que la pension alimentaire est servie (2). Par conséquent, ces pensions alimentaires sont une dette ; or, celui qui se libère d'une dette ne fait pas un acte à titre gratuit d'où s'ensuit l'impossibilité de soumettre au rapport l'acte qui ne constitue pas une donation (3).

Cette dispense de rapport a été étendue par la jurisprudence aux pensions destinées à payer les soins médicaux d'un enfant aliéné et interné dans une maison de santé. Car aux termes de l'article 27 de la loi du 30 juin 1838 « les dépenses énoncées en l'article précédent (entretien

1. Ray. Thèse, 2^e partie, chap. II, *La gratuité de l'acte*, section I, § 2.

2. Cass., 29 nov. 1893. D. 94.1.465, note Wahl, art. 208.209.
210 C. c.

3. Cass., 12 mars 1889. D. 90.1.30, pour un usufruit perçu à titre de pension alimentaire.

« de malade dans l'établissement hospitalier, etc.) seront
« à la charge des personnes placées ; à défaut, à la charge
« de ceux auxquels il peut être demandé des aliments
« aux termes des articles 205 et suiv. du Code civil ». Les sommes versées pour soigner des aliénés rentrent donc, en vertu de la loi, dans le cadre des pensions alimentaires. Etant une dette, une charge légale, il n'y a pas donation, ni par conséquent rapport (1).

Sur cette question s'en est greffée une autre ; on sait que d'une manière générale, la renonciation à un droit peut constituer une donation. Eh bien, est-ce que la renonciation de la part d'un père ou d'une mère à la pension alimentaire que lui servait un de ses enfants constitue une libéralité ? — et par là même cet avantage est-il rapportable ? La réponse négative ne doit pas faire de doute. Le taux de la pension alimentaire est essentiellement variable suivant la fortune du créancier et du débiteur ; elle doit même s'éteindre complètement lorsque le créancier revient à meilleure fortune ou que le débiteur se trouve dans l'impossibilité de la verser. Dès lors, la diminution du taux de cette pension proposée par le créancier lui-même ou sa renonciation prouve que cette pension n'avait plus besoin d'être servie ; il y a eu extinction partielle ou complète de la dette. Il n'y a donc pas libéralité (2).

Cependant un arrêt de la Cour de Paris du 23 juin 1818 (3) a adopté la solution contraire. Il a décidé que les débiteurs de la pension alimentaire ont le droit d'exiger que les sommes versées par eux à titre d'aliments leur soient remboursées par leurs frères et sœurs. Mais cette

1. Lyon, 10 déc. 1880. S. 81.2.109 ; Lyon, 27 nov. 1880. *Mon. Lyon*, 9 janv. 1890.

2. Nancy, 14 juill. 1875. S. 76.2.232 ; Req., 6 mars 1895. S. 96.1.232 ; *Gaz. Pal.*, 96.1.450 ; Req., 11 janv. 1897. D. 97.1.473 note Louis Guénée.

3. Paris, 23 juin 1818. S. 1815-1818.11.396.

décision s'explique par les circonstances de la cause. Les débiteurs de la pension alimentaire n'avaient rien reçu dans la succession, tandis que les co-héritiers avaient conservé intégralement la dot qui leur avait été constituée; en outre les premiers n'avaient payé la pension alimentaire qu' « à titre d'avance ». Il était donc nécessaire de rétablir l'équilibre dans la charge de la pension alimentaire qui doit peser sur tous les enfants proportionnellement à leur fortune personnelle.

En résumé, les pensions alimentaires, quelles que soient les diverses formes sous lesquelles elles se présentent et que nous venons d'énumérer, doivent être écartées du débat en raison du fait qu'elles ne constituent pas des donations.

§ 2. — DONATIONS RÉMUNÉRATOIRES.

Quand les tribunaux se sont trouvés en présence de donations rémunératoires, ils n'ont pas hésité à les dispenser du rapport et de la réduction. On sait, en effet, qu'une donation rémunératoire perd le caractère de libéralité : 1^o quand le service rémunéré est appréciable en argent ; 2^o quand la remise des choses données est inspirée par le désir de se libérer d'une dette et non par un simple sentiment de reconnaissance. « En pareil cas, ajoute M. Planiol, il y a paiement (1) », et les auteurs en concluent que la donation rémunératoire ne présente un caractère de libéralité que lorsqu'elle est consentie *en l'absence de toute obligation préexistante* (2).

Mais parfois la valeur de la donation rémunératoire dépassera le prix du service rendu. Aussi décomposera-t-

1. Planiol, t. III, n^o 2506 qui cite Cass., 7 janvier 1862. D. 62.1.188 ; Riom, 12 déc. 1883. D. 85.2.101 ; Cass., 3 févr., 1846. D. 46.1.159.

2. Cass., 12 déc. 1851. D. 52.1.80.

on l'acte en deux parties ; on considérera l'excédent net de la valeur des biens donnés au-dessus du prix du service rémunéré comme ayant seul le caractère de libéralité. C'est à ce seul excédent qu'on appliquera les règles du rapport et de la réserve. Le reste n'y sera pas soumis, car il ne constitue pas une donation (1).

Ces règles sont applicables aux donations de fruits et revenus. Quand celles-ci constitueront la contre-partie d'une obligation préexistante, elles ne seront pas soumises au rapport ni à la réduction, car elles ne présenteront pas le caractère de donation. Au contraire, quand elles seront simplement l'expression d'un sentiment de reconnaissance, elles devront être considérées comme de véritables libéralités auxquelles il faudra appliquer *les règles propres aux donations de revenus et qui seront dégagées dans la suite de cette étude*.

Cependant l'attention doit être attirée sur un point. C'est la facilité avec laquelle les tribunaux ont reconnu le caractère rémunératoire aux donations de fruits et revenus pour fonder leur décision. Ainsi, ils évitaient de se prononcer sur le caractère propre de la donation de fruits et revenus et de prendre position au milieu de doctrines diverses dont les conséquences logiques pouvaient ne pas toujours donner des résultats satisfaisants. Un indice, sinon une preuve de ce que nous avançons, se trouve dans le fait que le caractère rémunératoire a été très souvent invoqué à titre subsidiaire. Et ce motif subsidiaire paraît bien être celui qui a emporté la conviction des magistrats pour dispenser du rapport, car encore une fois, ils hésitaient à admettre purement et simplement la

1. Planiol, III, n° 2248; Aubry et Rau, t. VII, n° 418 et 428, 4^e édit. et t. X, p. 377, 391, 5^e édit. — V. Laporte, *Les donations rémunératoires*, thèse Paris, 1912. r. 56, ch. IV; Le Sellyer, t. 3, n° 1415 et les auteurs cités.

dispense du rapport des donations de fruits et revenus (1).

§ 3. — TRANSFORMATION DE REVENUS EN CAPITAUX

Un point précis a été également dégagé par la jurisprudence. Quand les sommes données par le père de famille, tout en étant prises sur les revenus, ont été données après avoir été économisées, c'est-à-dire capitalisées par le donateur ou bien lorsqu'elles ont été capitalisées par l'héritier, ces sommes ont été soumises au rapport et à la réduction (2).

En cette matière, les tribunaux, pour justifier leurs décisions, se bornent à assimiler la capitalisation faite par l'héritier à la capitalisation faite par le défunt.

Une manière d'opérer cette transformation est de confier ses revenus à une tierce personne qui remettra le

1. A. *Rapport* : a) Décisions où le caractère rémunératoire apparaît comme le seul motif ou le motif principal : Bruxelles, 18 févr. 1813. S. 1812-1814.11.261; Req., 1^{er} juill. 1828. D. 1828. 2.308; Chatellerault, et sur appel C. de Poitiers, 14 déc. 1854. D. 54.5.628; Req., 16 janv. 1912. D. 1912.1.501.

b) Décisions où le caractère rémunératoire apparaît comme le motif subsidiaire : Bordeaux, 8 août 1838. D. 1839.2.160; Troyes, 28 mai 1851 et Paris, 15 janv. 1853. D. 1853.5.391; Montpellier, 4 juillet 1865. S. 1866.2.186; Bourges, 10 décembre 1879. S. 1881.2.110; Req., 27 juil. 1881. S. 82.1.249.

B. En matière de *réduction* : l'avantage résultant d'un bail à vil prix, n'avait pas été soumis à la réduction parce que le prix du bail avait été grossi de toutes les dépenses nécessitées par l'entretien du *de cujus* sa vie durant. Req., 30 juillet 1900. S.02.1.177.

2. Toulouse, 22 janv. 1840. P.40.1.607; Montpellier, 11 juin 1846. S. 48.2.115 ss Req., 12 nov. 1879. D. P.80.1.50; Lyon, 26 juin 1859. S. 1860.2.17, au D. P. ss Req., 12 nov. 1879. 1880.1.50; voir Paris, 23 août 1878, ss. req., 12 nov. 1879. D.80.1.50; Toulouse, 20 nov. 1863. S.64.2.7, note La Thaillède; Nîmes, 20 juillet 1866. S.67.2.133; Bourges, 10 décembre 1879. S.81.2.110; Toulouse, 21 juin 1882. *Gaz. Pal.*, 1882. 3.2^e part., p. 125; 3 mars 1902. S.02.2.241, note Ambroise Colin.

capital ainsi formé soit au stipulant, soit à un tiers. Telle est la pratique aujourd'hui constante des assurances-vie. L'opération sera dans les rapports entre stipulant et tiers bénéficiaire une donation, qui, dès lors, sera soumise aux règles de fond des donations. Elle sera rapportable, réductible, révocable dans les cas prévus par la loi (299 1096, 952, 953 et 954 du C. civ.).

Mais il est nécessaire de rappeler avec quelques détails, les règles qui régissent l'assurance-vie, pour mieux saisir le mécanisme de cette institution dans les causes de révocation.

Le capital d'assurances, quand le tiers bénéficiaire a été désigné dans la police ou dans un avenant (1) ne fait pas partie du patrimoine du stipulant, il fait partie du patrimoine du tiers bénéficiaire. Néanmoins, tant que le tiers bénéficiaire n'a pas déclaré accepter le bénéfice de l'opération, le stipulant a le droit de révocation, en vertu des règles qui régissent la stipulation pour autrui (art. 1121). Il résulte que la révocation de la part du stipulant n'est plus possible à partir du moment où le tiers bénéficiaire a déclaré accepter le bénéfice de l'opération. A partir de cette date, le droit de ce dernier est irrévocable, le capital lui appartient en vertu d'un droit propre, *jure proprio* et non en vertu d'un droit héréditaire, *jure hereditario* (2). De même le droit de révocation du stipulant ne peut plus être exercé par ses héritiers après sa mort, en raison du caractère personnel de ce droit. Tout dépendra, pour savoir s'il y a rapport ou réduction, de l'attitude du tiers bénéficiaire.

1. Civ. 10 nov. 1907. D. P. 1908.1.129, note Dupuich.

2. Tels sont les principes posés par les arrêts de la Cour suprême du 15 déc. 1873. D. 74.1.113 ; S. 74.1.199 ; 16 janv. 1888. D. P. 88.1.77 ; Civ., 6, 8 et 22 févr., 27 mars 1888. D. P. 88.1.193 ; S. 88.1.121 et 7 août 1888. D. P. 89.1.118 ; S. 89.1.97, note Labbé.

Cette acceptation du bénéficiaire joue un grand rôle dans le cas de révocation, car suivant que cette acceptation est intervenue avant ou après la cause de révocation propre aux donations, on se trouve en présence de deux situations qui doivent recevoir des solutions différentes (1).

Si la cause de révocation intervient avant l'acceptation du tiers bénéficiaire, elle aura pour effet de priver ce dernier du bénéfice de l'opération, comme si le stipulant avait lui-même usé du droit qu'il tient de l'article 1121 du Code civil. Le capital tombera dans le patrimoine du donateur (2).

Cela se comprend. Les causes de révocation des donations sont fondées sur une interprétation de la volonté du donateur. S'il n'exprime pas une manifestation de volonté contraire à l'effet de la cause révocatoire, il est censé vouloir les effets de cette révocation. Par conséquent, les causes de révocation propres aux donations (956 etc.) mettent en jeu d'elles-mêmes l'application de l'article 1121 qui donne au stipulant le droit de révoquer la donation tant que le tiers bénéficiaire n'a pas accepté. La cause de révocation propre aux donations survenant après l'acceptation du tiers bénéficiaire l'empêche désormais d'accepter l'opération et c'est pourquoi le capital d'assurance tombera dans le patrimoine du stipulant donateur.

Si la cause de révocation intervient après l'acceptation du tiers bénéficiaire, les effets de cette révocation seront différents. Ils seront commandés comme en matière de rapport et de réduction, non plus par le droit de révocation que tient le stipulant de l'article 1121 (dans ces trois cas : rapport, réduction, résolution, le stipulant ne peut plus

1. Cette distinction a été particulièrement mise en lumière par Balleydier et Capitant, *Assurances vie*, Extrait livre du centenaire du Code civil, p. 33.

2. Cass., 22 févr. 1893. S. 94.1.65, note Labbé. D. P. 93.1.401, note Planiol ; Pont, *rente viagère*.

l'exercer en raison de sa mort ou de l'acceptation du tiers bénéficiaire), mais par le seul fait de l'acceptation du tiers bénéficiaire, tout en tenant compte également de ce que l'opération accomplie offre un caractère aléatoire.

Puisqu'en vertu des principes admis, le tiers bénéficiaire possède un droit direct au capital, il n'en est pas donataire. La révocation portera sur les primes dont s'est appauvri le stipulant et qui constituent dès lors l'objet de la donation. Elles seront révocables (1) rapportables et réductibles.

Ainsi les primes sont restituables, réductibles, rapportables. Mais dans quelle mesure le seront-elles ? Si elles sont inférieures au capital stipulé, aucune difficulté ne se présentera. La restitution équivaudra à leur montant. Mais si elles dépassent le capital touché par le tiers bénéficiaire, celui-ci devra-t-il les verser intégralement ? Certes,

1. C'est ce qui a été jugé avec raison par le tribunal de Toulouse le 21 févr. 1902. D. 1902.2.329. V.égal. Balleydier et Capitant, *op. cit.*, p. 33 et 34. Et la Cour suprême par un arrêt de la Chamb. des req. du 7 mai 1914 (*Rec. per. ass.*, 1919, p. 363) a consacré cette solution. Nous ne critiquerons nullement cette décision qui a fait porter l'action en réduction sur les primes, objet de la donation et non sur le capital, mais nous ferons remarquer à ce propos que la chamb. des req. n'a pas paru se fonder sur les mêmes constatations de fait que les juges du fond. En effet, le tribunal civil de la Seine, le 28 février 1917 et la Cour de Paris le 3 janvier 1918 ont décidé qu'il n'y avait pas à examiner si les donations avaient pour objet les primes ou le capital et cela pour les raisons de circonstances suivantes : l'attribution du bénéfice de l'assurance était subordonnée au prédécès d'un sieur Boussez ; or, la survenance d'un enfant, cause de révocation, est intervenue avant ce décès et comme le tiers bénéficiaire n'avait pas encore accepté l'opération conformément à l'art. 1121, il allait de soi que le bénéfice de l'opération revint tout entier au stipulant. C'est d'ailleurs l'application de la doctrine que nous avons soutenue au texte. Mais pour rejeter le pourvoi formé contre cet arrêt, la cour suprême a paru indiquer que le tiers bénéficiaire avait accepté l'opération et c'est dans l'état de ces constatations, qu'elle a décidé que dans un contrat d'assurances-vie les primes devaient être restituées parce qu'elles constituaient la donation. C'est encore l'opinion soutenue au texte.

les primes sont l'objet de la donation, le donateur s'est appauvri des primes. Cependant une donation ne se mesure pas seulement à l'appauvrissement du donateur, mais aussi à l'enrichissement du donataire ; dès lors, si l'appauvrissement du donateur dépasse l'enrichissement du donataire, celui-ci ne sera tenu de restituer que son enrichissement.

Telle est la solution de la Chambre civile dans son arrêt du 4 août 1908. « Le rapport, dit-elle, ne saurait excéder l'importance de l'avantage procuré au gratifié, c'est-à-dire être supérieur au montant du capital à lui payé par la Compagnie d'assurances (1). »

La lecture des arrêts précités semble montrer que pour décider du rapport réel ou fictif des primes, la Cour de cassation ne s'est pas fondée sur la considération que ces sommes étaient prises sur le revenu ou sur le capital. Ce sont au contraire les auteurs qui ont soutenu que les primes devaient être exemptes de rapport lorsqu'elles étaient prises sur les revenus (2).

Peut-être, est-il vrai, est-ce la Cour de cassation elle-même qui les a confirmés dans cette théorie en déclarant que rapport est dû « suivant ces circonstances ». Cette formule un peu évasive, que nous rencontrerons dans l'étude de l'action paulienne (3), ne pouvait-elle pas signifier que

1. Cass., 29 juin 1896. S. 96.1.361 ; D. 97.1.73 et les arrêts de la Chambre civile qui marquent le dernier état de la jurisprudence et consacrent d'une manière définitive la doctrine rappelée au texte ci-dessus. Civ., 4 août 1908, S. 1906.1.5. V. note Lyon-Caen. D. P. 09.1.185, note Dupuich, et Civ., 2 août 1909. D. P. 1910.1.328 ; Req., 30 mai 1911 ; *Rec. pér. Ass.*, 1911, p. 380. D. 1912.1.172, rendu sur pourvoi contre Cour de Rennes, ch. réunies, 6 avril 1910. D. 1910.2.329, note Dupuich.

2. De Cacqueray, *Revue pratique*, t. XVI, p. 203. — Notes : Dupuich, D. 1910.2.329 et les auteurs cités ; Naquet, note au S. 89.2.18, col. 3 ; Lyon-Caen, *Exposé des motifs* du projet de loi relatif aux contrats d'assurances, art 58 et 61, publié par le *Journal des Assurances*, 1905, p. 247-248.

3. Voir *infra*, p. 142.

lorsque les primes ont été prises sur les revenus, rapport n'est pas dû et qu'au contraire rapport est dû lorsqu'elles sont prises sur le capital.

Cette interprétation paraît d'autant plus plausible que l'arrêt de la Chambre civile du 4 août 1908 (1), après avoir rappelé la formule que nous étudions, a déclaré « que les bénéficiaires étaient tenus d'un rapport relativement aux primes que le défunt avait versées en les prenant sur son capital ».

Mais il est bien difficile de tirer de cet arrêt une conclusion pareille. Il n'y avait dans l'espèce aucun doute quant à la solution. Prises sur les capitaux et destinées à constituer un capital, les primes devaient être soumises au rapport. En réalité, la question du rapport des primes revenus n'était pas franchement posée.

Or, sur ce point, l'arrêt de la Ch. des requêtes du 30 mai 1911 semble condamner l'explication donnée par les auteurs. Elle a soumis au rapport les primes prises sur les revenus et elle a donné comme raison que le stipulant avait traité les primes comme étant des éléments de son patrimoine destinés à la capitalisation.

La formule que le rapport est dû « suivant les circonstances » que cet arrêt de 1911 rappelle au début de sa rédaction, voudrait dire dès lors que les libéralités résultant d'un contrat d'assurance-vie, doivent être traitées comme toutes les autres libéralités prises sur les capitaux ; par conséquent de leur nature elles sont rapportables, sauf dispense de rapport expresse ou tacite de la part du donateur ; le juge doit donc interpréter la volonté du donateur et pour le faire, il doit tenir compte des cir-

1. La reproduction de cet arrêt du 4 août 1908 est différente au recueil Sirey (09.1.5) et au recueil Dalloz (09.1.185). La vérification au greffe de la Cour suprême a montré que c'est le texte publié au recueil Dalloz qui est conforme à la minute.

constances. Selon nous, le terrain sur lequel s'est placé la Cour de cassation, en employant l'expression « suivant les circonstances » serait celui de la volonté du *de cujus* dispensant ou non son successible du rapport et non celui de la nature de la donation qui pourrait, par essence, être dispensée du rapport quand les primes sont prises sur les revenus.

C'est pourquoi nous croyons que les deux décisions ci-dessous citées (1) qui ont adopté franchement la théorie suivant laquelle rapport ou dispense de rapport des primes doit avoir lieu, selon qu'elles ont été prélevées sur le capital ou sur les revenus, sont directement en opposition avec la jurisprudence de la Cour suprême.

En résumé : dans ce domaine des donations prises sur revenus, destinées à former un capital dans le patrimoine du donataire, la jurisprudence traite ces donations comme des donations de capitaux qui sont, de ce fait, rapportables, réductibles et restituables. La jurisprudence ne considère donc pas l'origine des sommes mais leur destination, pour leur reconnaître le caractère de fruits ou de capital.

§ 4. — TRANSFORMATION DE CAPITAUX EN REVENUS.

Quand un donateur a converti ses capitaux ou jouissances et a ainsi distribué à ses héritiers, sous forme de revenus périodiques une partie de son capital, une jurisprudence très nette décide que les sommes ainsi données soient soumises au rapport, quand elles ne constituent pas les dépenses visées à l'article 852 du C. civ. (2).

1. Nancy, 15 mars 1913. *Mon. jud. Lyon*, 21 août 1913 ; Le Mans, 13 avr. 1920. *Rec. pér. Ass.*, 1920, p. 194 et *Gaz. Pal.*, 1920.2.56.

2. Caen, 13 déc. 1872 S. 73 2.251 ; Nancy, 7 juill. 1873, sous req., 28 juill. 1874. S. 75.1.299 ; Orléans, 2 août 1890. D. 91.2.209 et Angers, 23 juin 1897 sous req. 2 mai 1899. S. 00.1.219.

Le fondement de ces décisions se trouve dans l'idée que le père de famille est libre de disposer de ses revenus, mais n'aurait pas le droit de disposer du fond producteur de son patrimoine (1). Ce motif se retrouve sous des expressions différentes : la Cour d'Orléans du 2 août 1890, par exemple, décide que les donations « ne sont pas rapportables quand elles sont prises sur les revenus » et qu'il « n'y a lieu comme dans l'espèce à aucune capitalisation », faisant par là supposer que si les sommes données à titre de fruits avaient été prises sur les capitaux, rapport serait dû. De même les décisions précitées déclarent, pour soumettre les sommes données au rapport que le capital du défunt a été diminué ou plus simplement que la donation a été prise sur les capitaux du défunt, sans approfondir davantage la question qui leur est soumise.

Ainsi, dans les deux arrêts de la Cour de Nancy du 7 juillet 1873 et de la Cour d'Orléans du 2 août 1890, il s'agissait de frais d'éducation, beaucoup trop élevés, en égard à la condition sociale et l'état de fortune du donateur, ainsi qu'au genre d'études du donataire... Ces frais avaient été acquittés sur les capitaux du défunt, et comme ils ne constituaient pas par ailleurs ces dépenses prévues par l'article 852 du C. civ., ils ont été soumis au rapport.

De même le rapport a été exigé dans l'espèce déférée à la Cour d'Angers le 23 juin 1897. Il s'agissait de successibles qui avaient vécu auprès de leur auteur commun, et ce dernier pour les nourrir avait été obligé de « procéder à des coupes blanches sur le capital de son avoir ».

Cependant, dans une hypothèse absolument identique — successible hébergé et nourri par le *de cujus* — il est arrivé que les juges ont dispensé le donataire du rapport. Pour

1. Voir note de Latailhède sous Toulouse, 20 nov. 1868 précité. S. 64.2.7.

le décider, la Cour de Douai (1) a déclaré que la dame M... est restée « maîtresse de sa fortune, tout en chargeant « sa fille de la direction du ménage ; que celle-ci ne pouvait à son gré diminuer le nombre des domestiques, le « luxe de la table et les habitudes de dépenses de sa mère « et se constituer sa tutrice ».

Ainsi, nous voyons que lorsque la donation de fruits résulte d'une altération du capital du donateur pour constituer une jouissance à son héritier, les tribunaux ont tendance, malgré une exception, à considérer la donation comme une donation de capital et à lui faire suivre le régime juridique des capitaux. Contrairement aux solutions rappelées dans le paragraphe précédent, les tribunaux tiennent compte avant tout ici de l'origine de la somme donnée ainsi que du capital du donateur, sans rechercher s'il pouvait transformer une partie de son patrimoine en fruits. Les tribunaux adoptent donc un critérium objectif pour distinguer dans cette hypothèse les fruits des capitaux.

§ 5. — DONATIONS DE FRUITS (FRUITS DANS LE PATRIMOINE DU DONATEUR, ET FRUITS DANS LE PATRIMOINE DU DONATAIRE) CONSTITUÉS SOUS FORME DE PRESTATIONS PÉRIODIQUES.

a) *Rapport et réduction.*

La jurisprudence relative au rapport et à la réduction (2) des donations de fruits et revenus, constitués sous la forme de prestations périodiques et ayant le caractère de fruits dans les patrimoines du donateur et du donataire,

1. Douai, 26 janvier 1861. S. 61.2.372 ; D. P. 61.2.235.

2. Nous verrons un peu plus loin la résolution.

est passée, comme l'a remarqué M. Bertheaut (1) par trois phases successives.

Dans une première période qui embrasse les deux tiers du 19^e s. elle a admis, sauf quelques exceptions, que ces donations n'étaient ni rapportables ni réductibles (2).

Tantôt les arrêts ne donnent aucun motif spécial et se contentent d'indiquer que les arrérages (3) ou les fruits (4) ne sont pas rapportables. Tantôt ils se fondent purement et simplement sur l'article 856 (5) ou 852 (6) du code

1. Bertheaut, *Du rapport et de la réduction des donations de fruits et revenus*. Thèse Dijon, 1924, p. 66 s.

2. *Arrérages de rentes perpétuelles* : Civ., 3 mars 1818. S. 1815-1818.1.455 ; *de rentes viagères* : Gand, 12 juil. 1852, *Pas.* 1853.2.125. — Toullier, t. IV, liv. III. S. I, ch. 6, section II, n^o 485, p. 493 et s. ; *le donataire a vécu aux frais du père commun* : Trib. de Joigny, 10 juil. 1819 et C. de Paris, 17 févr. 1821. S. 1819-1821.2.363, avec en note C. d'Agen, 28 juin 1808 qui vise une hypothèse un peu différente, Bordeaux, 10 févr. 1831. S. 1831.2.137 ; Bordeaux, 17 juin 1846. S. 46.2.644. — V. égal. Bordeaux, 18 août 1818. *Jur. gen.*, v^o *Succession*, n^o 1163 ; Req., 13 août 1823. *Jur. gen. eod. verbo*, n^o 1167 ; Paris, 14 janv. 1853. D. 53.5.391 ; *constitution d'usufruit au profit du successeur* : Bastia, 21 nov. 1832. S. 1833.2.5 ; D. 1833.2.57 ; Trib. civ. de Libourne, 25 mai 1853 et Bordeaux, 17 janv. 1854, arrêt confirmatif. S. 54.2.513 et D. P. 55.2.212 et 213 ; *avantages provenant de baux à vil prix* : Montpellier, 31 déc. 1863, 2^e espèce, 4 juillet 1865. S. 66.2.186 ; Amiens, 21 juin 1859, dont la teneur a été rappelée par un arrêt de la chambre civile du 29 juillet 1863. S. 64.1.29. Cette décision dispense du rapport fictif l'avantage constitué par un bail à vil prix pendant la vie du *de cujus* mais exige le rapport à la masse de l'avantage annuel qui en résulte, à compter seulement du décès du bailleur. — Cep. en sens contraire : *Droit d'habitation de pêche et de chasse*, Paris, 6 juillet 1826. D. P. 1827.2.60 qui ne donne aucun motif. *Enfant vivant aux frais du père commun* : Nancy, 20 janvier 1830. S. 1830.2.225 ; S. 1828-30.11.382. S. 1830.2.249, même solution pour rapport et réduction ; *renonciation à usufruit* : Amiens, 24 janvier 1856. S. 56.2.519 ; D. P. 57.2.24 ; Angers, 29 janvier 1840. S. 40.2.112 ; *bail à vil prix* résolu rétroactivement pour la période antérieure à la mort du *de cujus*, c'est-à-dire Rapport fictif de l'avantage procuré pendant la durée du bail à vil prix, pendant les deux ans qu'il avait cours pendant la vie du donateur ; Toulon, 25 juillet 1828. S. 30.2.118, Lapanouze.

3. Ch. civ, 3 mars 1818, précité.

4. Bastia, 21 nov. 1832, précité.

5. Bordeaux, 10 février 1831, précité.

6. Bordeaux, 17 juil. 1852, précité.

civil ou bien ils se fondent sur un argument de sentiment : « Il serait cruel à un père de ne pas pouvoir recevoir, comme il le désirerait, à sa table ses enfants » (1), ou bien sur le souci de respecter son autorité et son influence (2).

L'idée de non appauvrissement du donateur ou de non enrichissement du donataire, grâce au maintien intégral du fond producteur du patrimoine, si elle n'est pas toujours formulée avec cette netteté, se fait jour néanmoins à travers des expressions comme celle-ci : « Le successible n'a « rien conservé pour lui-même » (3) ; — « Les réservataires « ne sont pas lésés par une disposition de cette nature « quand le patrimoine de leur auteur n'en est pas amoindri » (4).

Enfin, l'idée de jouissances non rapportables se trouve nettement formulée (5). N'est-ce pas, à cette idée, que la Cour de Bastia (6) s'est référée en décidant « qu'il impliquerait contradiction que le donataire du simple usufruit « fut obligé de rapporter ce dont il serait dispensé s'il avait « reçu un plus grand avantage, c'est-à-dire la propriété et « les fruits » ?

Quant aux arrêts qui ont décidé que rapport était dû, l'un (7) n'a pas donné de motifs. Un autre (8) a déclaré que les donations qui étaient soumises à la Cour, ne rentrant pas dans le cadre de l'article 852, dépassaient la quotité disponible. Enfin, la Cour d'Amiens (9), le 24 janvier 1856, a déclaré qu'une jouissance usufruituaire équi-

1. Joigny, 10 juillet 1819, et Paris, 17 février 1821, précités.

2. Montpellier, 4 juillet 1865, 2^e espèce, précité.

3. Douai, 15 janvier 1861, précité.

4. Montpellier, 31 décembre 1863, précité.

5. Nîmes, 15 mars 1819 et Bordeaux, 17 janvier 1854, précités.

6. Bastia, 21 nov. 1832, précité.

7. Paris, 6 juillet 1826, précité.

8. Nancy, 20 janvier 1830, précité.

9. Amiens, 24 janvier 1856, précité.

valait à la donation d'une partie du capital, motif que nous retrouverons tout à l'heure.

Il est assez intéressant de noter à la suite de quelles circonstances la jurisprudence de la Cour suprême a été amenée à décider que les donations de fruits, prestations périodiques, sans altération du capital du donateur et sans constitution de capital chez le donataire devaient être soumises au rapport. Une question qui, au milieu du 19^e s. a été vivement débattue, a été de savoir si, d'une manière générale, la renonciation à un droit constituait une donation. La Cour de cassation lui a donné une réponse affirmative et par un arrêt du 8 mars 1858 (1), la Chambre civile a décidé que la renonciation à un droit constituant « une véritable libéralité », n'était pas, de ce fait, affranchie du rapport.

C'est alors que s'est posée devant les tribunaux la question plus spéciale de savoir si la renonciation à un usufruit constituait une donation de la part du renonçant. Une mère avait renoncé en faveur de l'un de ses enfants à l'usufruit dont son mari l'avait gratifiée. Or, la Cour de Toulouse a décidé, dans un arrêt du 3 décembre 1863 (2), par une méprise absolue, que l'auteur de la libéralité n'était pas la mère, mais le père, que par conséquent le rapport était dû à la succession du père et non à celle de la mère renonçante. La Cour suprême (3), à qui cette décision a été déférée, n'a pas pu s'empêcher de la censurer.

En effet, aucun doute ne peut exister sur ce point. La donation résultant de la renonciation à un usufruit, n'a pas été faite par le père, mais elle a été consentie par la mère, puisque l'usufruit faisait partie du patrimoine de

1. Civ., 8 mars 1858. S. 58.1.545.

2. Toulouse, 3 déc. 1863. S. 64.2.173.

3. Cass. civ., 15 mai 1866. S. 66.1.250; S. 66.1.276.

cette dernière qui en avait la jouissance et dont elle s'est privée. Cette solution s'imposait. Elle était la seule juridique, disons plus simplement la seule logique.

Ayant déclaré que la renonciation à un usufruit était une donation, la Cour suprême a décidé par voie de conséquence, que cette donation était rapportable. Et c'est ainsi que la question de savoir si les fruits étaient en eux-mêmes sujets au rapport ne s'est pas posée directement devant la Cour suprême. Celle-ci a admis le rapport d'une manière indirecte, sans étudier le problème en lui-même, en l'abordant de biais, si on peut s'exprimer ainsi, en poursuivant logiquement son raisonnement, fondé sur la prémisse que la renonciation à un usufruit constituait une donation de la part du renonçant. Cette décision a eu une grande influence. C'est elle qui a commandé le revirement de jurisprudence et l'a fait entrer dans la seconde phase que nous étudions.

Comme il fallait s'y attendre, la cour d'Agen (1), qui a connu de cette affaire comme cour de renvoi, a appliqué fidèlement le principe posé par la Cour suprême. Elle a décidé que la jouissance de l'usufruit ayant duré deux ans depuis la renonciation de la mère, à la mort de cette dernière devait être évalué à 2.000 francs et elle a ordonné le rapport de cette somme.

Cette jurisprudence inaugurée par la Cour de cassation a été confirmée par de nombreux arrêts (2) et jusqu'en 1913

1. Agen, 12 mai 1868. S. 68.2.105.

2. a) Rapport. Civ., 12 mai 1875. S. 75.1.349 ; Req. 1^{er} mai 1876., S. 76.1.292 ; D. P. 76.1.433, confirmant Toulouse, 10 mars 1875. D. P. 76.1.434 ; Civ., 29 janvier 1877. S. 77.1.199 ; Limoges, 19 févr. 1884. S. 86.2.145, note Labbé, et sur pourvoi Civ. 27 oct. 1886. S. 87.1.193, note Labbé ; Ch. civ. du 12 mars 1889, D. 90.1.30 ; S. 92.1.379 ; Req. 25 nov. 1901. S. 02.1.259. V. égal. arrêts cités page suivante.

b) Réduction, *usufruit*. Agen, 12 déc. 1866. S. 67.2.17 ; *Bail à vil prix*. Caen, 26.1.1880. S. 80.2.105, note Duvergier et sur pourvoi. Civ., 19 déc. 1882. S. 83.1.260 ; *Usufruit*. Paris, 13 août 1894 ; Texte

la Cour suprême est restée fidèle à cette conception ; cependant on a contesté l'unanimité de cette jurisprudence pendant cette période ; on a prétendu en particulier (1) que l'arrêt de la Ch. Civ. du 12 mars 1889 (2), dérogeait à la règle nouvellement admise sous le prétexte qu'il dispense du rapport un usufruit. Mais M. Colin (3), a eu raison de déclarer que cette interprétation est inexacte. La Cour suprême a pris soin de rappeler que cet usufruit avait été donné à titre alimentaire : en raison de ce caractère la dispense de rapport était forcée.

La raison qui a incliné la Cour suprême à soumettre au rapport et à la réduction ces donations de fruits prestations périodiques, abstraction faite de toute renonciation, mérite d'être signalée. Qu'on le remarque : presque toutes les affaires qui lui furent soumises avaient trait à des donations d'usufruit. Or, les usufruits, on le sait, plus que tous les autres droits, tels les abandons de jouissance ou baux à vil prix, sont l'objet d'un commerce juridique. Ils se vendent, ils se rachètent. D'où est venue l'habitude de les considérer non plus seulement comme une suite de revenus, mais comme une portion du patrimoine producteur. Comme ils se transforment plus facilement en capital, on a été amené à les considérer comme une fraction du patrimoine qui, jointe aux autres fractions en une propriété, reconstitue l'unité patrimoniale. S'est par conséquent affaiblie dans l'esprit la considération que l'usufruit est appelé à disparaître et représente seulement une jouissance sans altération de la substance génératrice (4) (5).

non publié. Table *Gaz. Pal.*, 1892-1897, V^e Quotité disponible, nos 9, 10, 11 et s.

1. Planiol, t. III, n^o 2260.

2. D. P. 90.1.30.

3. Note au D. 1902.2.241.

4. V. sur ce point : Ch. des req., 1^{er} mai 1876. S. 76.1 292 ; D. P. 76.1.433 qui indique que la renonciation à un usufruit « il est résulté pour le successible » un avantage indirect dont il doit rapporter

Engagée dans cette voie, la jurisprudence s'est trouvée en face d'un nouveau problème à résoudre. L'usufruit étant rapportable, quelle somme exacte doit être rapportée.

Un premier système s'en rapporte aux règles établies par les lois de l'enregistrement des 17 nivose et 22 ventose an II, et 22 frimaire an VII. La valeur de l'usufruit serait égale à la moitié de la valeur de la propriété (1).

Mais ce système n'a pas été adopté par les arrêts des Cours de Toulouse du 17 juin 1867 et d'Agen 12 mai 1868 (2). Ces décisions, en effet, ont évalué l'usufruit à l'époque où le droit de l'usufruit s'est ouvert en tenant compte des probabilités résultant quant à la durée de l'usufruit, de la santé et de l'âge auquel le titulaire était alors parvenu. Un arrêt de la Cour d'Amiens, du 24 janvier 1856 (3), a

l'émolument » et qu'a confirmé Toulouse, 10 mars 1875. D. 76.2.434. V. encore plus nettement dans le célèbre arrêt de la Ch. civ. du 27 oct. 1886. S. 87.1.143 note Labbé et D. P. 87.1.129, note Flurer où il est écrit que « le droit d'usufruit devenait ainsi susceptible d'être aliéné et converti en capital par Lauly fils ». Cette idée se retrouve de même dans l'arrêt de la Cour de Caen, du 28 décembre 1899, précité. *Recueil Rouen* 1899.2.260. Quant à l'arrêt de la Cour d'Amiens, du 24 janvier 1856, précité, il le déclare d'une manière formelle.

5. La Cour de cassation, dans un arrêt, a même étendu cette obligation du rapport dans le cas d'une donation résultant d'un bail à vil prix. V. Civ., 19 déc. 1882. S. 83.1.260. Dans l'espace, un bail à vil prix entamait la jouissance de la réserve héréditaire et avait pour objet presque tous les immeubles de la succession, avait été limité dans son étendue de manière à laisser intacte la jouissance de cette réserve. Mais la Cour suprême a cassé cette décision, en décidant que la Cour d'appel « devait... rechercher *de quelle valeur la quotité disponible avait été excédée* par la donation dont il s'agit, la réduire à cette quotité et attribuer la réserve à l'héritier réservataire... attendu que sans dire de quelle valeur la quotité disponible était dépassée par la donation faite, etc... »

L'expression de la cour suprême : valeur dont la quotité disponible est dépassée, employée à deux reprises montre bien que celle-ci voulut que la cour d'appel eut évalué en capital la valeur du bail à vil prix.

1. Amiens, 5 mars 1840. D. P. 42.2.12 (héritiers Moët).

2. Toulouse, 17 juin 1867, et Agen, 12 mai 1868, S. 68.2.105.

3. Amiens, 24 janvier 1856. S. 56.2.519; D. P. 57.2.24.

précisé qu'il fallait apprécier cette valeur dans le patrimoine du donataire. Et c'est ainsi qu'il a décidé que « le rapport ne devait pas avoir pour effet de faire rentrer dans la succession la valeur même des droits de la renonçante à l'usufruit ; mais que cette base ne saurait être autre que la valeur du bénéfice directement reçu et recueilli par le donataire ».

Tous ces arrêts ne font aucune distinction entre le cas où la donation de fruits s'éteint à la mort du donateur et celui où elle doit s'étendre au-delà de celle-ci. On pourrait même dire que par ce système uniforme ils ont limité les effets très durs du rapport des fruits en laissant au donataire, par application de l'article 856 du Code civil, la différence entre la totalisation des revenus et la valeur en capital de la donation qui est moindre que cette totalisation.

Mais l'arrêt de la cour de Limoges du 19 février 1884 (1) adopte un 3^e système qui est encore plus sévère. Se trouvant justement en présence d'une espèce où l'avantage résultant d'une renonciation à usufruit s'éteignait avec l'ouverture de la succession, il a déclaré que, « ce n'était « évidemment pas le droit de l'usufruit lui-même qui était « rapportable (il est éteint par l'événement qui donne lieu au « rapport) mais les avantages qu'il a procurés au bénéficiaire ; que ces avantages sont la perception » depuis la renonciation à la mort du renonçant « durant 18 ans de « tous les fruits et revenus des biens soumis à l'usufruit », et il a ajouté « qu'en présence de la perception des fruits, « dont l'importance matérielle comme la durée *peuvent être* « *facilement établis*, il est inutile de se livrer à des calculs « hypothétiques comme l'a fait le jugement dont est appel, « du droit d'usufruit qui n'est pas rapportable en nature « et, pour lequel la renonciation n'est qu'une extinction

1. S. 86.2.145, note Labbé.

« prématurée ; qu'il y a donc lieu de déterminer la valeur « des fruits perçus qui seuls doivent être rapportés ». Aussi l'arrêt a décidé que le montant du rapport des fruits devait équivaloir à leur valeur, déduction faite cependant des charges auxquelles le donataire était tenu en raison de la gestion de cet usufruit. Par application de ces principes, l'arrêt ayant évalué à 5.000 francs les revenus nets perçus par le successible pendant 18 ans, il lui a ordonné de rapporter la somme de 90.000 francs.

Une dernière remarque doit attirer l'attention. Si la Cour de cassation exige, depuis 1868, que l'avantage résultant d'un usufruit ou d'un bail à vil prix, doit être évalué et rapporté, elle laisse aux juges du fond le soin d'apprécier souverainement la méthode à suivre, pour calculer cet avantage. Pendant toute cette période, en effet, presque tous les arrêts de la Cour de cassation, sont des arrêts de rejet, et elle n'a jamais censuré, lorsqu'elle lui a été soumise, la partie de la décision des juges du fait qui avait pour objet la méthode qu'ils avaient adoptée pour procéder à cette évaluation (1).

Une autre conséquence devait découler de la doctrine qui exigeait le rapport des fruits. En effet, la Cour de cassation se heurtait à l'article 852 du C. civ. qui déclare que « les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, etc., ne doivent pas être rapportés ». En présence de termes aussi formels, elle a été obligée d'exonérer d'usufruit les donations de fruits et revenus, prestations périodiques qui rentraient dans le cadre de ce texte. Et c'est en raison, croyons-nous, de l'attitude prise à la suite du revirement de jurisprudence, que l'article 852 est apparu comme un texte exceptionnel devant recevoir une interprétation

1. V. en particulier Civ., 27 oct. 1886. S. 87.1.195.

stricte, seules ces sortes de donations pouvaient donc bénéficier de l'exemption de rapport.

Cette nouvelle jurisprudence, inaugurée par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 28 juillet 1874 (1), rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Nancy du 7 juillet 1873, a été suivie invariablement depuis lors (2) et s'est trouvée résumée un peu plus tard dans une de ces formules lapidaires dont la Cour suprême a le secret : « Attendu, a-t-elle décidé, que c'est la cause et la nature de la dépense, et non l'origine des fonds qui y sont employés, qu'il faut considérer pour savoir si elle est rapportable (3). »

Cependant, malgré la jurisprudence absolument ferme de la Cour suprême, les cours d'appel furent loin de s'y ranger ; à part quelques exceptions (4), elles résistèrent (5).

1. Req., 28 juillet 1874. S. 75.1.299.

2. Req., 12 nov. 1879. S. 81.1.65, confirmant Paris, 28 août 1878 ; Req., 27 juillet 1881. S. 82.1.157 ; Limoges, 19 févr. 1884. S. 86.2.145, note Labbé D.P. 84.2.209, confirmé par Civ., 27 oct. 1886. S. 87.1.193, note Labbé. D.P. 87.1.129, note Flurer ; Tribunal de la Seine, 12 décembre 1885, *Journal La Loi* du 3 janvier 1886, Lyon, 30 décembre 1881, *Gaz. Pal.*, 1881-1882, 1^{er} sem., 509.

3. Req., 13 avril 1899. S. 02.1.185 ; D. 01.1.233, note Boistel ; Cass. belge, 27 févr. 1902 D.P. 04.2.445 ; Civ. rej., 27 janv. 1904. D.P. 04.1.523 ; Trib. de Confolens, *Gaz. des trib.* du 11 nov. 1906.

4. En dehors des arrêts précédemment cités, favorables au rapport on pourrait en joindre d'autres ; deux arrêts de la Cour de Toulouse du 17 juin 1867. S. 1868.2.105 et 31 déc. 1883 (S. 84.2.113) et encore un arrêt de la Cour de Caen du 28 déc. 1899, *Rec. Rouen*, 1899.2.260. L'attitude de la Cour de Toulouse s'explique, car il est probable que le souvenir d'une cassation antérieure n'a pas été sans influence sur sa jurisprudence.

5. Sauf les exceptions énumérées à la note 4 ci-dessus une partie imposante des cours d'appel persistèrent dans l'ancienne interprétation, dispensant du rapport les donations de fruits ; Caen, 13 déc. 1872. S. 73.2.251 ; Bourges, 10 décembre 1879. S. 81.1.110 ; Orléans, 2 août 1890. D. 91.2.209 ; Trib. de Nice, 18 février 1895, sous Req., 13 juill. 1897. D. 98.1.354 ; Trib. Saumur, 2 janvier 1896, sous Req., 2 mai 1899. D. 00.1.217, note Planiol. (Dans ces deux dernières affaires, la partie de la décision relative aux donations de fruits n'avait pas été déférée à la Cour suprême.) Trib. de Caen du 7 mars 1899,

Le soin avec lequel les arrêts ont été rédigés, les motifs donnés, l'insistance prouvent que les juges du fait avaient, non seulement un sentiment très net, mais des raisons précises et impérieuses de considérer que la doctrine de la Cour suprême dans sa rigueur ne permettait pas de donner aux conflits, qui leur étaient soumis, la solution la plus satisfaisante. Il leur fallait un principe plus général, par conséquent plus souple, qualité essentielle pour qu'il pût être appliqué avec sûreté aux circonstances infiniment variées qui se présentaient devant eux.

Et ils se sont fondés tantôt sur le droit le plus large, et le plus absolu qu'ont les parents de disposer de leurs revenus et qu'il est nécessaire de ne pas amoindrir pour maintenir leur autorité (1) ; tantôt ils ont déclaré que les donations prises sur les revenus ne sont pas par elles-mêmes rapportables sans donner d'autre explication (2) ; c'est sur cette seule affirmation que s'est fondée la Cour de Caen (3) pour décider que les frais d'équipement de deux fils et les sommes d'argent qui leur avaient été remises par leur père pendant leur volontariat devaient être exemptées de rapport. Mais d'autres arrêts, consacrant les mêmes principes, ont cherché à leur donner un fondement rationnel. Cette dispense est fondée, disent-ils, sur la destination des revenus qui est d'être dépensés. Ce motif a été particulièrement mis en relief par un arrêt de la Cour de Caen du 13 décembre 1872 (4) et par un jugement du tribunal civil de Caen du 7 mars 1899 (5). La Cour d'Agen,

réformé par un arrêt de la Cour de Caen du 28 décembre 1899, ci-dessus cité *Rec. Rouen*, 1899.2.260 ; Palerme, 24 août 1901. S. 1903.4.3 ; Agen, 3 mars 1902. D. P. 02.2.241).

1. Bourges, 10 déc. 1879. S. 81.2.110 ; Caen, 18 déc. 1872.

2. Nice, 18 févr. 1895 sous Req., 13 janv. 1897. D. 98.1.353.

3. Caen, 18 déc. 1872 précité.

4. Caen, 13 déc. 1872. S. 73.2.251.

5. Trib. civ. de Caen, 7 mars 1899. *Rec. Rouen*, 99.2.260.

dans son arrêt du 3 mars 1902 (1), se relie aux décisions que nous venons de citer, mais formule ses motifs différemment. Elle se fonde sur le fait que la libéralité n'a pas eu pour effet d'amoindrir le patrimoine du défunt en enrichissant celui de son héritier et complète l'idée ainsi émise, en déclarant que le défunt aurait vécu plus largement s'il n'avait pas renoncé à son usufruit, car il n'aurait pas capitalisé ses revenus.

Cette attitude des cours d'appel n'a peut-être pas été sans influence sur la Cour suprême ; car, lorsqu'au début du xx^e siècle, et c'est la troisième période de la jurisprudence, la question du rapport des donations de fruits s'est posée de nouveau à la Cour de cassation, celle-ci a modifié sa jurisprudence.

Par un arrêt du 28 juillet 1913 (2), la Chambre civile, se fondant sur l'article 856 du C. civ., a décidé que « cette « disposition est applicable aux bénéfices que le successible « a retirés pendant la vie du défunt, d'un bail à prix « réduit que ce dernier lui avait consenti » (3). Par un second arrêt du 27 novembre 1917 (4), la Chambre civile a donné la même solution pour des abandons de fruits que le défunt avait laissé percevoir à son successible. Le second arrêt est plus longuement motivé que le précédent. La Cour suprême déclare que l'article 856 est fondé, en premier lieu, sur l'idée de son enrichissement du donataire et de son appauvrissement du donateur, en second lieu, sur la volonté présumée du donateur dont la libéralité tournerait évidemment au détriment du donataire si ce

1. Agén, 3 mars 1902. D.02.2.242.

2. Civ., 28 juillet 1913 D.P. 1917.1.58 ; S. 1914.1.197.

3. Le trib. civ. de Chambéry, le 3 févr. 1914. D. P. 1912.2.53 avait de même décidé que l'avantage résultant d'un bail à vil prix n'est pas soumis à la réduction pour la période qui s'était écoulée de la date du bail à la mort du *de cujus*.

4. Civ., 27 nov. 1917.D.P.21.1.21.

dernier était obligé de rapporter à la succession non seulement les choses données, mais les fruits qu'elle a produits. Et l'arrêt de la Chambre civile ajoute que ces raisons valent pour les abandons de fruits consentis sans l'aliénation du capital producteur.

Ainsi le revirement de jurisprudence paraît complet. La Cour suprême a subi l'influence des cours d'appel et de la doctrine dont une grande partie réclamait la dispense de rapport des donations de fruits, et elle a bien voulu consacrer l'idée de non enrichissement du donataire ou de non appauvrissement du donateur.

Cependant le dernier arrêt de la Cour suprême se réserve. Il ne proclame pas une règle générale ; il exprime même une réticence. Ces raisons valent, dit-il, « pour les abandons de fruits à percevoir pendant la vie « du donateur, consentis en dehors de tout établissement « d'usufruit ». Par conséquent les raisons précitées ne vaudraient que pour les baux à vil prix, abandons de fruits, formes sous lesquelles se sont présentées à la Cour de cassation ces donations de fruits et revenus, prestations périodiques pendant cette troisième période. Implicitement la Cour suprême a déclaré que l'usufruit était rapportable. Il n'y aurait donc pas, comme on l'a dit, revirement de jurisprudence, mais deux solutions consacrées par la Cour suprême, qui distingueraient les donations de fruits et revenus, prestations périodiques sous forme d'usufruit et assujetties par cela même au rapport, et les autres qui en seraient dispensées.

Mais il est encore un arrêt de la Cour de cassation (1) le dernier en date à notre connaissance propre à faire naître l'hésitation sur la pensée de la Cour de cassation. Cet arrêt rendu le 27 juin 1921 rappelle que l'article 852,

1. Même sens Nîmes, 31 oct. 1921. D. P. 22.2.181.

tout en dispensant de rapport les frais de nourriture, etc., fléchit devant la volonté contraire du défunt. En conséquence, la cour a rejeté le pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Paris qui lui a été déféré, parce que d'une part, cet arrêt constatait la volonté du défunt de ne pas dispenser son fils du rapport et d'autre part, parce que « les sommes avancées par le défunt étaient des sommes importantes n'ayant pas le caractère de frais de nourriture, d'entretien, d'éducation non rapportables que vise l'article 852 du Code civil. » (1)

Cet arrêt consacre-t-il un revirement de jurisprudence ? Nous ne le croyons pas. Dans cette affaire, les juges du fond s'étaient d'abord fondés sur la volonté exprimée du défunt qui est de leur interprétation souveraine. En outre, en vertu de la prudence qui la caractérise, la Cour suprême cherche toujours à donner des solutions certaines à des problèmes déterminés et à s'abriter derrière les textes lorsque les circonstances rentrent facilement dans leur cadre. C'est ce qui a dû se passer ici. La Cour suprême a appliqué strictement l'article 852 parce qu'il est probable — nous n'avons pas de renseignements particuliers sur l'espèce — que l'instance engagée devant elle ne posait pas la question du rapport des fruits, mais seulement l'application de l'article 852.

Telle est donc l'attitude de la jurisprudence devant les donations de fruits et revenus prestations périodiques, qui sont fruits et dans le patrimoine du donataire et dans celui du donateur. Dans une première période comme dans la troisième, elle a admis qu'il y avait dispense de rapport, alors que pendant une période intermédiaire, elle les a soumis au rapport. Il est vrai que dans presque tous les cas où dispense de rapport était énoncé en règle géné-

rale, il s'agissait de baux à vil prix, abandon de loyer. Au contraire, quand elle les a soumis au rapport, il s'agissait d'usufruit ; et en présence de l'arrêt du 27 novembre 1917, qui réserve cette question d'usufruit, il semble que la jurisprudence admet d'une manière générale que les donations de fruits, que nous étudions sont dispensées de rapport pour les mêmes raisons que l'article 856 dispense de rapport les fruits d'un bien frugifère, et au contraire soumet au rapport l'usufruit. Comme nous l'avons indiqué, il est très probable qu'elle considère l'usufruit comme un capital. Cette attitude de la jurisprudence fait qu'elle pose une distinction très nette entre fruits échus pendant la vie du donateur et ceux qui sont échus après la mort du *de cujus*. Au contraire, elle ne fait pas cette distinction quand il s'agit d'usufruit. Enfin, il est difficile de dégager nettement l'idée sur laquelle la jurisprudence se fonde pour dispenser certaines donations du rapport. Est-ce l'idée de non appauvrissement du donateur et de non enrichissement du donataire ? Est-ce l'origine des sommes ? Ou bien est-ce encore leur affectation ? Elle paraît avoir consacré tour à tour ces trois systèmes.

b) *Résolution.*

En matière de résolution, la jurisprudence s'est toujours prononcée pour la non restitution des fruits. Mais elle a invoqué des idées très différentes de celles qui ont servi de base en matière de rapport et de réduction.

Pour dispenser de la restitution les arrérages intérimaires d'une rente viagère, un jugement du tribunal civil de Pointe à Pitre du 24 mai 1823, s'est fondé sur le caractère de fruits desdits arrérages. « Il n'y a pas lieu à restitution, dit-il, parce que ces arrérages ne peuvent être considérés comme des portions de capitaux ; qu'ils ne sont en

réalité que des fruits civils ; ainsi que cela résulte de l'article 588 du C. civ. qui les attribue à l'usufruitier et de l'article 1568 du même code, qui dispense le mari, à la dissolution du mariage, de restituer ce qu'il aurait pu percevoir sur un usufruit apporté en dot par sa femme. » La Cour de la Guadeloupe a confirmé ce jugement le 5 juin 1824 et la Chambre des requêtes a rejeté le 2 avril 1829, le pourvoi formé contre cet arrêt (1).

On a fait valoir également un autre motif. Dans les rentes viagères, les conditions résolutoires agiraient comme un terme résolutoire.

Ce motif apparaît en termes voilés dans un jugement du tribunal civil de Lyon confirmé par adoption de motifs par la Cour de Lyon le 18 novembre 1813 (2). Cette décision a déclaré que la condition de ne pas se marier à laquelle son mari avait soumis sa femme, pour qu'elle put profiter d'un legs de jouissance, n'ayant rien d'absolu dans l'espèce, était valable. Cette condition ne devait donc pas être réputée non écrite en vertu de l'article 900, et la femme s'étant remariée devait perdre le bénéfice de ce legs. Mais les jouissances intérimaires devaient-elles être restituées ? Le tribunal ne prend pas position d'une manière nette sur ce point : (le testateur) « veut seulement, dit le tribunal, que « dans le cas (dans le cas où elle se marie) elle (la légataire) « perde le fruit des avantages qui lui sont faits, ce qui est « la même chose que si le mari eût dit : je lègue à ma « femme la jouissance de mes biens tant qu'elle restera « en viduité ou seulement jusqu'à ce qu'elle contracte un « nouveau mariage ».

Ainsi de ces mots, il résulte que les arrérages furent dans l'espèce conservés par le légataire ; cette décision a assimilé, mais sans le dire d'une manière expresse, la con-

1. Req., 2 avril 1829. D. P. 1829. 1. 207.

2. V. D. Jur. gen., v^o Dispos. entre vifs, n. 151, note 3.

dition de ne pas se marier à l'expression : jusqu'à ce qu'elle contracte un nouveau mariage, qui est un terme. Elle assimile donc une condition à un terme. Mais on ne peut pas dire que la question des fruits intérimaires était franchement posée au tribunal dans cette espèce. Aussi ne l'a-t-il pas résolue d'une manière explicite.

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 6 mai 1910 (1) est plus net. Il décide que la rente viagère consentie sous la condition licite que le légataire ne se marierait pas, cesse d'être due si celui-ci contracte mariage. Par là, l'arrêt décide nettement que les fruits intérimaires sont conservés par le légataire, et pour arriver à ce résultat la Cour de Toulouse assimile franchement la condition résolutoire à un terme incertain. Après avoir constaté, en effet, que la formule employée par le testateur s'il ne se marie pas, est non un terme mais une condition, il déclare qu'il n'y a aucune différence à établir entre le terme incertain « jusqu'à ce qu'il se marie » et la condition résolutoire « s'il ne se marie point ».

M. Ripert, dans sa note au Dalloz (4) critique cette décision. Cette assimilation entre le terme extinctif et la condition résolutoire (2) lui paraît d'une affirmation trop absolue, car, dit-il, « l'article 900 ne s'applique qu'aux libéralités conditionnelles ». Mais au lieu de se placer comme M. Ripert sur le terrain de l'article 900, on peut envisager la question au seul point de vue de la résolution et dire :

1. Toulouse, 6 mai 1910, sous req., 11 novembre 1912. D. P. 1913. 1. 107, note de M. Ripert.

2. Voir sur différence entre terme et condition : Bartin, *Cours sur dispositions interprétatives de volonté et les dispositions impératives*, p. 354-355 ; Bufnoir, *Théorie de la condition en droit romain*, p. 14 et 15 (et tout le chapitre) le *dies incertus* équivalent à une véritable condition, lorsque non seulement la date, mais l'événement lui-même est incertain (*Quium Titias consul erit*). Demolombe, t. XXV, t. 2, *Des contrats*, no 465, quand la clause résolutoire a pour but non d'affecter l'obligation dans son existence, ni dans le présent ni dans l'avenir, mais d'en limiter seulement la durée.

le jugement a eu tort d'assimiler une condition résolutoire à un terme incertain et de décider en quelque sorte qu'une condition équivalait à un terme.

D'après l'ouvrage de M. Bufnoir (1) il est vrai, le terme incertain ou indéterminé dans les legs était assimilé à Rome à une condition résolutoire. Les jurisconsultes antiques disaient que bien souvent il faut lire une véritable condition à travers une formule employée par le testateur ou par le contractant et qui est rédigée dans la forme d'un terme résolutoire. La formule employée « jusqu'à ce qu'il se marie », n'a-t-elle pas dans sa présentation extérieure l'apparence d'un terme, alors qu'elle équivaut en réalité à une condition « s'il se marie ».

En effet, le terme se distingue de la condition par le caractère de l'événement. Dans le premier cas (terme) l'événement doit être certain. Par là on entend que l'événement doit arriver nécessairement. Parfois, sa date exacte sera connue, le terme sera alors déterminé, parfois, elle sera inconnue, le terme sera alors indéterminé. Mais quelle que soit sa date, connue ou inconnue, l'événement doit arriver avec un caractère de nécessité inéluctable auquel aucun ordre, aucun pouvoir ne peuvent déroger.

Au contraire, dans le deuxième cas (résolution) l'événement est toujours incertain, c'est-à-dire qu'il peut arriver ou ne pas arriver ; c'est l'incertitude de l'événement qui constitue le propre d'une condition. Aussi, quand on considère un événement, comme la mort de l'homme, il constitue un terme, car la mort est un événement certain, mais ce terme est indéterminé parce qu'on en ignore la date. Au contraire quand on considère le mariage, cet événement ne peut constituer qu'une condition, car non seulement la date de l'événement est inconnue, mais

1. Bufnoir, *Théorie de la Condition en droit romain*, p. 14 et 15.

l'événement lui-même peut ne pas se produire. Dans ces conditions, l'expression « jusqu'à ce qu'il se marie », d'apparence un terme et terme indéterminé, est bien une véritable condition, puisque l'événement peut se produire ou ne pas se produire.

Par conséquent, c'est avec raison que le terme indéterminé a été assimilé dans certains cas à une condition.

Mais la proposition réciproque n'est pas vraie. Jamais la condition ne peut être assimilée à un terme, même indéterminé, puisque comme nous l'avons dit, l'essence de la condition se trouve dans l'incertitude de l'événement. On ne peut donc pas dire que l'expression « s'il se marie » qui est une condition, équivaut à l'expression « jusqu'à ce qu'il se marie », qui serait un terme, car au fond cette dernière expression cache une véritable condition, malgré la tournure donnée par le donateur ou le testateur.

Il en résulte que le tribunal civil de Lyon précité a commis un véritable non-sens juridique et ne pouvait s'appuyer sur le motif qu'il a donné et que nous venons de critiquer, pour décider que les arrérages intérimaires n'étaient pas restituables.

La non restitution des fruits a encore eu lieu dans une espèce jugée par un arrêt de la Cour de cassation du 20 juillet 1893 (1) rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Riom du 4 juillet 1892 (2).

Il s'agissait d'un bail à vil prix déguisant une donation qui avait été révoquée pour cause d'ingratitude. L'arrêt attaqué constatant la cause de révocation avait prononcé l'annulation du bail. Le pourvoi formé par le donataire critiquait cette décision et prétendait que le bail aurait dû être maintenu en modifiant seulement son prix. Mais la

1. Req., 20 juill. 1893. D. P. 93.1.598. S. 93.1.424.

2. Riom, 4 juillet 1892. D. P. 93.2.340 et la note.

cour suprême a rejeté ces prétentions en décidant que ce serait refaire le contrat et substituer un véritable contrat à titre onéreux à la donation, expression de la volonté des parties.

Ainsi, dans cette affaire, la question de la restitution des fruits n'a pas été soulevée, ni discutée, les parties elles-mêmes avaient accepté que les fruits intérimaires seraient conservés par le donataire.

En matière de résolution, la jurisprudence admet donc d'une manière générale que dans les donations de fruits prestations périodiques, les fruits intérimaires ne sont pas restituables. Elle s'est fondée une fois sur le caractère de fruits qui, comme tels, ne seraient pas restituables, mais, dans la suite, d'une manière générale, elle se fonde sur l'assimilation entre condition et terme, motif que nous avons rejeté quitte pour nous à rechercher une autre base de cette dispense, si d'une manière générale nous admettons la non-restitution des fruits dans les donations que nous visons.

*
* * *

L'ensemble de cette jurisprudence relative aux donations prestations périodiques montre qu'en matière de rapport, réduction, résolution, les tribunaux admettent sauf toutefois quand il s'agit d'un usufruit, la distinction très nette entre un capital et les fruits, pour faire suivre un régime différent aux uns et aux autres. Quand les fruits donnés directement ressemblent aux fruits d'un bien frugifère par la périodicité à laquelle ils échoient, ils sont dispensés de restitution dans ces trois hypothèses que nous avons envisagées. Au contraire, quand c'est un droit d'usufruit qui est donné, la jurisprudence le considère moins comme une suite de fruits que comme représentant une valeur en capital dont il convient d'évaluer le montant pour le soumettre

aux règles du rapport et de la réserve et dans ce dernier cas la jurisprudence ne fait pas de distinction entre les fruits intérimaires et les fruits postérieurs au décès du *de cujus*.

6. — *Donations de fruits et revenus sous forme de prestations uniques.*

Enfin les donations de fruits et revenus se présentent encore sous un autre aspect. Prélevées sur les revenus ou les fruits, elles peuvent s'exécuter en une fois, sous la forme d'une prestation unique.

Sont-elles, dans ce cas, dispensées de restitution lorsqu'une action en rapport, restitution ou résolution vient à être intentée ?

Quand les tribunaux se sont trouvés en présence de donations qui présentaient l'aspect de cadeaux d'usage, ils ont appliqué purement et simplement l'article 852 (1). Au contraire, lorsque ces sortes de donations ne constituaient pas des cadeaux d'usage, la jurisprudence les a soumis au rapport et à la réduction (2). L'arrêt de la Cour de Liège du 11 décembre 1812 (3) a même déclaré que l'avantage le plus petit fait à un successible était soumis à rapport. Et la Cour de cassation a décidé qu'il s'agissait là d'une question d'appréciation du ressort souverain des juges du fond.

Cependant, en cette matière, la jurisprudence ne s'est pas contentée de faire appel à l'article 852 pour soumettre ou dispenser du rapport les donations prises sur les revenus et s'exécutent en une prestation unique. Aussi, a-t-elle varié.

C'est ainsi que les tribunaux, par exemple, ont soumis

1. Req., 14 août 1833. S. 1833.1.609. D. 1833 1.398 ; Req., 6 janvier 1834. S. 1835.1.58 ; Req., 14 décembre 1903. D. P. 1904.1.174.

2. Req., 14 août 1883, précité. V. enc. Req., 13 janv. 1862. S. 62.1.225, pour la réduction ; Civ., 11 janv. 1882. S. 82.1.129 confirmant Caen, 28 mai 1879. S. 80.2.281.

3. Liège, 11 déc. 1812. S. 1812-1814.2.215.

au rapport dans la plupart des cas, les primes de remplacements militaires, parce qu'ils ont estimé que les parents payaient une dette qui était personnelle à leur fils (1). Ils ont, au contraire, dispensé de rapport lorsque le versement du prix du remplacement a été effectué moins dans l'intérêt de l'enfant que dans celui des parents.

Un arrêt de la Cour de Toulouse du 7 décembre 1867 (2) admet une dispense de rapport lorsque le don fait ainsi à l'héritier n'a causé aucune diminution du patrimoine du défunt : autrement dit quand la somme a été prise sur les revenus.

Les 1 500 francs versés à l'Etat par un père pendant le volontariat de son fils ont toujours été dispensés du rapport. Et cela se comprend. En réalité la prestation n'était unique qu'en apparence. Ces 1.500 francs représentaient les frais de nourriture et d'entretien que le père aurait eus à sa charge si l'enfant était resté dans ses foyers et se rattachaient ainsi directement aux frais de nourriture et d'entretien assurés par le père avant le volontariat de son fils (3).

L'arrêt de la chambre des requêtes du 29 juillet 1861 (4) ne s'est pas fondé non plus sur l'article 852 pour dispenser du rapport fictif des donations prises sur les revenus et s'exécutant en une seule fois. Dans cette espèce, il s'agissait de donations nombreuses prises strictement sur les revenus du *de cujus* que ce dernier avait faites pour soulager des parents moins fortunés. Alors qu'un peu plus tard, la chambre civile (5) dans des circonstances

1. Grenoble, 15 févr. 1850. D. P. 52.2.84. S. 51.2.324 ; Req., 21 déc. 1853. D. 54.1.438.

2. Toulouse, 7 déc. 1867. S. 67.2.339.

3. Pontarlier, 30 nov. 1886 et Tournon, 15 mars 1887, en note sous Orléans, 2 août 1890. D. 91.2.209.

4. Req., 29 nov. 1861. S. 62.1.718 ; D.P. 62.1.288, confirmant Bordeaux, 28 juillet 1860.

5. Civ., 11 janv. 1882, précité. S. 82.1.129.

analogues, devait soumettre à la réserve de pareilles donations, ici la Cour de Bordeaux et la Chambre des requêtes les ont dispensées du rapport fictif. Pour le décider, la Cour de Bordeaux avait déclaré que le « rapport fictif aussi bien que le rapport réel n'a lieu que « pour le capital, que le père de famille... doit avoir une « certaine latitude dans l'emploi de ses revenus ; que ce « serait aller trop loin, comprimer les sentiments les plus « généreux et tarir la source de la bienfaisance et de la « charité, que de supputer minutieusement après sa mort, « les sommes modiques qu'il prend sur ses économies « pour venir en aide au malheur et de les imputer sur le « disponible ; qu'on doit et à plus forte raison, leur appliquer comme aux fruits des choses données la maxime « *lautius vixisset* » et la cour d'appel ajoute... « qu'il importe « peu que ces sommes eussent à l'égard de la situation « des pauvres qui en étaient gratifiés une certaine importance ; qu'elles formassent quant à eux de petits capitaux et les missent à même de s'élever au-dessus de « leur humble condition ; que c'est *principalement par rapport au donateur qu'il faut les considérer* et qu'elles « n'excèdent pas quant à lui la mesure de ce qu'il pouvait « dépenser en œuvres de charité. »

Le rapport de M. les conseiller Hardouin pour soutenir cet arrêt contre le pourvoi avait déclaré « qu'il appartenait « aux juges du fond d'apprécier le véritable caractère de « la libéralité et de dire si elle constitue un acte de bienveillance ou ce que la loi entend par une donation entre vifs... » autrement dit pour le conseiller rapporteur, des actes de charité tout en étant des libéralités ne constituent pas des donations entre vifs soumises au rapport et à la réduction.

Et c'est sur cette idée que s'est fondée la chambre des requêtes pour rejeter le pourvoi : « Attendu qu'il est

« constaté par l'arrêt que les sommes dont Soulié-Cottineau
« demande la réunion fictive à la masse ont été prélevées par
« Cottineau sur ses revenus dont elle ne formaient qu'une
« très faible partie et employées durant un espace de
« 31 ans au soulagement de ses parents, pauvres artisans ;
« qu'il appartenait aux juges du fait d'apprécier, d'après
« les circonstances de la cause, le véritable caractère des
« libéralités faites ainsi par le défunt et qu'ils ont pu sans
« violer l'article 922 les considérer comme des œuvres de
« charité et non comme des donations entre vifs devant
« servir à la fixation de la quotité disponible ».

Si la cour de Bordeaux s'en réfère à l'origine des sommes pour décider que les règles de la réserve ne s'appliquent pas, la cour suprême, tout en retenant comme une des circonstances de la cause que des revenus ont été donnés, préfère placer la question sur le terrain de la nature de la libéralité. L'œuvre de charité serait une libéralité qui ne constituerait pas une donation. Ainsi, l'on voit que la Cour de cassation se réserve. D'une part, elle ne veut pas consacrer le principe que toute donation prise sur les revenus doive échapper aux règles de la réserve ou du rapport, mais se fondant sur le caractère de la libéralité, elle aurait tendance à rapprocher celle-ci de la conception du présent d'usage de l'article 852 ; et, tout en ne citant pas ce dernier article, elle paraît en faire l'application et assimiler les œuvres de charité aux présents d'usage. N'y a-t-il pas, en effet, entre ces deux sortes de libéralités un caractère commun, la pensée d'un devoir à accomplir, la régularité, la périodicité, le geste rituel et habituel (1).

1. De même pour la résolution, *Survenance d'enfant* : Colin et Capitant, *Traité*, t. III, p. 810 ; *Inexécution des charges* : D.R.P. v^o *Disposition entre vifs*, n^o 398 ; Duranton, t. 5, n^o 589 ; Demolombe, t. XX, n^o 583 et 584.

Ainsi pour la jurisprudence, quoique prise sur les revenus, les donations n'en sont moins rapportables quand elles se présentent sous la forme de prestations uniques, à moins qu'elles ne constituent des cadeaux d'usages ou des œuvres de charité qui s'apparentent aux présents d'usage par la manière dont elles sont faites.

* * *

Conclusion générale : L'étude de jurisprudence à laquelle nous nous sommes livrés ne fait pas ressortir un critérium très net, en vertu duquel les donations de fruits seraient ou ne seraient pas dispensées de rapport. Prises sur les capitaux des *de cuius* ou destinées à constituer un capital au successible, elles sont d'une manière générale et sauf exception, soumises au rapport, à la réduction et à la réserve. Si elles présentent le caractère de fruits dans les deux patrimoines du *de cuius* et du successible, elles sont dispensées de rapport, à moins qu'elles ne revêtent la forme de l'usufruit. Quant aux prestations uniques, elles seraient par elles-mêmes sujettes aux règles du rapport de la réduction et soumises à la restitution dans les cas de révocation, à moins d'offrir le caractère de présents d'usage ou de libéralités charitables, quotes parts périodiques semblables à l'impôt que prélève un homme fortuné et sensible aux malheurs d'autrui.

CHAPITRE III

FONDEMENTS DIVERS A LA NON RESTITUTION DES FRUITS

Le chapitre précédent a montré non seulement les variations de la jurisprudence, mais l'impossibilité de tirer de celle-ci une idée précise et unique à laquelle se ramenèneraient les donations de fruits et revenus et grâce à laquelle la restitution des fruits serait due ou ne serait pas due à la suite d'une action en rapport en réduction ou en révocation.

La doctrine elle-même est confuse.

Cette confusion s'explique :

Les questions nombreuses que soulèvent, en effet, les donations de fruits et revenus reçoivent des solutions simples et rapides lorsqu'on tient compte de l'équité. Le sentiment, l'appréciation personnelle donnent immédiatement au simple posé de la question une solution, sans même qu'on ait besoin de s'en référer à un principe plus médiatement juridique. Aussi s'explique le défaut d'unanimité de la doctrine sur nombre questions de détail (1).

Et Pothier lui-même admettait deux solutions contraires. En effet, le grand jurisconsulte du XVIII^e siècle déclare d'une part, que les donations d'aliments sont exemptes du rapport « pour le temps qui en aurait couru du vivant du

1. V. Laurent, Aubry et Rau, § 631, n° 47.

père » (1) ; d'autre part, lorsque la dot est constituée en aliments ou en rente viagère, Pothier la soumet au rapport (2). Il suit, ici, l'opinion de Denizart pour lequel « les nourritures promises par contrat de mariage sont sujettes à rapport » (3). Pothier admet donc deux solutions suivant que les fruits et revenus ont fait l'objet d'une donation hors le contrat de mariage ou par contrat de mariage à titre de dot.

Le grand défaut de Pothier a été de donner une opinion sans la motiver. Ce reproche ne peut être adressé aux auteurs du *xix^e* siècle qui ont fait un effort pour grouper autour d'une seule idée le problème des donations de fruits et revenus.

A

L'idée de pension alimentaire.

Les auteurs qui ont soumis les donations de fruits et revenus au rapport et à la réduction sont ceux qui ont été les partisans d'une interprétation très stricte de l'article 852 du Code civil.

Pour eux (4) la dispense de rapport prévue par l'ar-

1. *Traité des donations*, éd. Bugnet, t. 8, § III, choses exemptes du rapport, p. 162, Comm. de la Cont. d'Orléans, art. 309, note 3, dernier alinéa *in fine*.

2. Coutume d'Orléans sur art. 309, avant dernier alinéa. Cette double solution était admise par les textes romains. D.39.5.9, § 1. D.23.4.4.

3. Cité par Demolombe, t. XVI, n^o 433, p. 551.

4. Duranton, t. VII, n^o 373 à 375, t. VIII, n^o 353 et 365; Chabot sur 852, n^o 1; Delvincourt, II, p. 119; Boistel, note sous Cass.13 janv. 1899. D.P.07.1.233; Hue, t.5 sur art. 852, p. 430. Cependant cet auteur admet p. 443, même tome, que les donations prises directement sur les revenus ne sont pas rapportables. On hésite donc à le classer parmi les auteurs soumettant au rapport les donations de fruits et revenus. Néanmoins les explications qu'il donne, relativement à l'article 852,

ticle 852 ne s'explique que par l'idée de pension alimentaire. Ce dernier article serait une simple application de l'article 203 du Code civil et les différentes défenses qu'il énumère seraient des obligations qui dériveraient du mariage. Dès lors, l'article 852 devrait s'interpréter d'une manière restrictive et toutes les donations, quelles qu'elles soient, même si elles sont prises sur les revenus, devraient être rapportées à la succession du *de cujus*.

Cette théorie serait exacte si l'article 852 était fondé exclusivement sur l'idée d'une pension alimentaire. Malheureusement cela est fort douteux.

Certes, il ne faut pas en disconvenir, l'origine de l'article 852 du Code civil se trouve dans l'article 309 de la coutume d'Orléans qui déclare : « Les nourritures, entretene-
« ments, instructions et apprentissage d'enfants (ou les fruits
« de la chose donnée par le père ou ayeule soit héritage de
« rente) (1) ne se rapportent sinon du jour de la provocation
à partage ». Ces exemptions de rapport étaient fondées sur l'idée que le défunt s'acquittait d'une pension alimentaire, car nourrir, élever, éduquer, instruire *son enfant*, seul cas visé par l'article 309, est une charge pour les parents à

sont si générales qu'on se voit dans l'obligation de le ranger aux côtés de ceux qui soumettent au rapport les donations portant directement sur les revenus. Cela est si vrai que — n° 362 — pour dispenser du rapport les avantages retirés par l'héritier d'un bail à vil prix, il se fonde, non pas sur le fait qu'une telle libéralité est constituée par des revenus, mais sur l'article 853 du Code civil qui dispense de rapport « les profits que l'héritier a pu retirer de conventions « passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun « avantage indirect lorsqu'elles ont été faites ». Par conséquent, il faut en déduire que cet auteur exige le rapport lorsque le prix d'un bail est à ce point inférieur au prix normal qu'il constitue une libéralité et non plus le profit d'un contrat avantageux. V. en ce sens, Gand, 1^{er} avril 1863. *Pas.* 84.2.27.

1. Les mots mis entre parenthèse dans le texte ne s'appliquent pas à la présente discussion, ils sont l'origine de l'article 856. Nous aurions pu les remplacer par des pointillés, mais nous avons préféré citer intégralement le texte.

laquelle ils sont tenus. En le faisant, ils remplissent un devoir que la nature et l'affection commandent. Il y a donc moins véritable donation qu'acquiescement d'une dette.

Mais si originairement l'idée de pension alimentaire est bien à la base de l'article 852 du Code civil, aujourd'hui il n'en est plus de même. En effet, l'article 852 ne règle pas seulement comme l'article 309 de la coutume d'Orléans les rapports de parents à enfants entre qui existent des obligations alimentaires réciproques ; il s'applique aussi aux collatéraux : le neveu qui a été élevé par son oncle sera dispensé de rapporter les sommes qui ont été consacrées à son éducation, et cependant aucune obligation alimentaire n'existe entre ces deux personnes (1) ; en outre, l'article 852 peut être invoqué par les successibles qui avaient une fortune personnelle pour subvenir aux frais mentionnés par le texte (2) ; de même il peut être invoqué par le successible qui seul entre plusieurs a été favorisé de ces avantages (3).

C'est pourquoi devant ces solutions des auteurs déclarent que l'article 852 repose à la fois sur l'idée d'une obligation alimentaire et sur l'idée que les sommes ont été prises sur les revenus (4) ou lorsqu'elles ont été prélevées sur le capital, qu'elles ont été données pour être dépensées comme des revenus (5).

D'autres auteurs qui font leur l'idée que nous venons de combattre, ajoutent cependant un correctif. Il leur est

1. Le Sellyer, t. III, n° 1436.

2. Huc, t. 5, p. 430 ; Laurent, t. X, n° 624 ; Demolombe, XVI, n° 412 ; Le Sellyer, n° 1485.

3. Demolombe, t. XVI, n° 414 ; Laurent, n° 625 ; Baudry-Lacantinerie n° 2601 et Huc, t. V, p. 430.

4. Planiol, *Manuel*, t. III, n° 2262 ; Ray, *De La notion de donation en droit civil français*, Thèse Paris, 1912, n° 317, III^e partie, chapitre unique ; § 2, p. 182 ; Le Sellyer, *Successions*, t. III, n° 1483, p. 146

5. Douai, 26 janv. 1861. D. 61.2.234 ; Wahl, *Rev. trim.*, 1902 n° 18, p. 38.

difficile d'admettre que toutes ces donations prises sur les revenus soient rapportables et ils restreignent l'obligation au rapport mais dans les cas limités. Pour eux la dispense du rapport ne sera admise que lorsque la succession de revenus donnés est le produit d'une unité abstraite, d'un être moral, par exemple un usufruit, une rente viagère (1). Ils considèrent l'usufruit et la rente viagère comme un être moral générateur de fruits qui, lui, sera soumis au rapport pour une valeur en capital.

Mais cette conception doit être rejetée comme n'étant pas assez générale, car le bail à vil prix, la concession de jouissances en dehors de toute constitution d'usufruit ou de rente viagère doivent être dispensés de rapport comme nous le verrons plus loin.

De cet exposé il résulte que les auteurs analysés ne font aucune distinction entre les fruits et les revenus d'une part, et le capital d'autre part, à moins que les fruits et revenus ne soient en rapport immédiat avec le bien qui le produit ou l'entité abstraite qui est censée les produire. Ils ne reconnaissent le caractère de fruits à une somme que par rapport à un élément producteur de fruits, sans qu'on puisse isoler ces fruits et cet élément producteur. Pour eux, il n'y a donc pas à rechercher un criterium permettant de distinguer fruits et revenus lorsque ces fruits et revenus ne sont pas en relation avec un bien réel ou fictif qui les produit.

1. Duranton, *Pour les donations d'usufruit*, n° 369 : *pour les contrats de rente viagère*, n° 370 et 371; Demante, t. III, n° 191.

B

**Idée de non appauvrissement du donateur
et de non enrichissement du donataire.**

Les auteurs qui exigent le rapport des donations de fruits et revenus sont l'exception. En plus grand nombre sont ceux qui cherchent à dispenser du rapport ces libéralités.

Cette dispense de rapport a été fondée sur deux idées qui ont été reproduites toutes les deux par Demolombe, mais qu'il convient d'analyser séparément, car si Demolombe les a fondues en un système unique, il n'en résulte pas moins que lorsque ces idées sont étudiées isolément par les auteurs, les conclusions qui en découlent sont différentes.

La première idée est de déclarer que les articles 852 et 856 visent les donations qui prélevées ordinairement sur les revenus ne diminuent pas le patrimoine du donateur, ni n'enrichissent le patrimoine du donataire (1).

Ce système revient à considérer comme ne constituant pas des donations les libéralités prises sur les revenus. Pour qu'il y ait donations, il faut outre *l'animus donandi*, l'appauvrissement du donateur et l'enrichissement du donataire. Or, ces deux derniers éléments feraient défaut quand les revenus périodiques du donateur sont remis périodiquement au donataire. En effet, dit-on, les revenus sont

1. Demolombe, t. XVI, n° 406-411; Laurent, t. X, *Des successions*, n° 623 ; Aubry et Rau, § 631, texte et note 34; Toullier, IV, 478; Malpel, n° 371 ; Labbé, note au S. 86 2.148 ; Dupuich, *L'Assurance-Vie*, n° 494 et 495 et note au D. P 1900.2.489; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des successions*, n° 2828, Rapport de M. le conseiller Hardouin, Cass., 29 juill. 1861, D. P. 1862.1.288.

en eux-mêmes destinés à être dépensés et on présume que le donateur, s'il les avait conservés les aurait dépensés *lautius vivendo*. Par conséquent, le fait de les avoir donnés n'a pas appauvri le donateur, puisque de toute manière ces revenus sont destinés en soi à ne jamais se retrouver dans sa succession. On en conclut donc qu'il ne s'est pas appauvri. Le même raisonnement est tenu à l'égard du donataire, les revenus ne peuvent se retrouver dans sa succession, il ne s'est donc pas enrichi (1).

Lorsque des sommes prises périodiquement sur le revenu du donateur sont destinées à constituer un capital au profit du successeur elles ne sont pas non plus rapportables ni réductibles. Il y a peut-être enrichissement du donataire, mais il n'y a pas appauvrissement du donateur puisque ces sommes ne doivent pas se retrouver dans son patrimoine. L'un des éléments de la donation fait défaut. Il n'y a donc ni rapport ni réduction (2).

Pour quelques auteurs qui ont fondu cette théorie avec la théorie qui va être examinée dans le prochain paragraphe, il en serait de même dans l'opération inverse : lorsque la libéralité ayant entamé le capital du *de cujus* est transformée en frais de nourriture et d'entretien à l'égard du successeur. Dans ce cas, l'enrichissement du donataire manquerait puisqu'il a reçu une somme qu'il a dépensée. La libéralité ne constituerait donc pas une donation et le rapport ne doit pas avoir lieu (3).

Cette théorie s'enchasse dans une théorie plus générale

1. MM. Aubry et Rau, § 631, note 34 *in fine*, expliquent ainsi l'article 852, mais ne vont pas jusqu'à soutenir qu'il n'y a pas donation. Note Labbé sous Caen, 28 mai 1879. S. 80.2.283, col. 3 qui déclare : « Le donataire n'est pas devenu plus riche. »

2. Note Lyon-Caen, S. 1909.1.5 ss. Cass., 4 août 1908 ; note Lefort, S. 1911.2.321 sous Rennes, 6 avril 1910 ; note Dupuich, D. 1910.2.329 sous Rennes précité.

3. Demolombe, XVI, 409 ; Toullier, IV, 478 ; Malpel, n° 271 ; Note Labbé. S. 80.2.283, col. 3 précitée.

et qui consiste à soutenir que dans un certain nombre de cas, il existe des actes à titre gratuit qui ne constitueraient pas de véritables donations au sens qu'emploie le code civil, mais seraient seulement des libéralités (1). Rentre- raient dans cette catégorie les présents d'usage prévus par l'article 852 du C. civ. ces « sommes modiques » em- ployées « à titre de récompense ou autrement » dont l'ar- ticle 1083 du C. civ. laisse le libre usage aux parents qui ont disposé en faveur de leurs enfants, par une institu- tion contractuelle, les biens qu'ils laisseraient à leur décès, en s'en réservant toutefois l'usufruit. Rentreraient également dans cette catégorie les profits que présentent les contrats passés avec le successible et qui ne dépassent pas les avantages normaux d'une opération à titre onéreux qui serait défavorable pour le donateur s'il avait contracté avec un étranger (2). Tels seraient par exemple les baux à vil prix, les assurances sur la vie, on y ajoute aussi les avantages matrimoniaux qui résultent non pas de dona- tions mais de conventions de mariage, prévus par l'ar- ticle 1525 et 1527 du C. civil.

Mais cette considération est loin d'être exacte. Il est impossible d'assimiler les avantages qui résultent de con- trats qui exécutent trait pour trait, comme une vente ou le partage d'une société et qui sont visés par les articles 853, 854 et 1525 du Code civil, et les donations dont nous pour- suivons l'étude. En effet, dans les profits résultant d'avan- tages matrimoniaux et de contrats à titre onéreux il y a peut-être absence de contre partie exacte au profit de l'un des deux contractants. Mais l'abandon de ce profit est plus ou moins conscient de la part du contractant, ou s'il est

1. Balleydier et Capitant, *op. cit.*, p. 52 et 53.

2. Aubry et Rau, § 631, texte et note 28. Ces opérations font l'objet de dispositions générales dans les articles 853 et 854 du Code civil.

conscient (1) il est remis plutôt à titre de profit que de libéralité sans que jamais *l'animus donandi* l'inspire.

Au contraire les rentes viagères, les usufruits, les baux à vil prix, etc., qui sont assimilables à cette rente viagère par l'abandon de jouissance qui en résulte, les assurances sur la vie sont de véritables donations. Elles remplissent toutes les conditions exigées par le code. *L'animus donandi* que l'on ne rencontrait pas tout à l'heure existe ici au premier chef. De plus, il y a appauvrissement du donateur et enrichissement du donataire. En effet, comme nous le verrons dans la suite (2), les fruits font partie du patrimoine du donateur et sont compris dans le gage du créancier. Ce principe juridique ne peut donc être l'objet d'aucun doute ; il correspond exactement à la nature des choses. Personne ne peut contester que l'aliénation de fruits prive l'une des parties d'une utilité, d'une jouissance pour conférer à l'autre partie cette utilité et la transformer en jouissance.

1. Douai, 22 juin 1833. sous Req., 21 mars 1854. D. P. 54.1.379. Attendu, dit la Cour de Douai, dans un arrêt du 22 juin 1833 que la révocation des donations pour cause de survenance d'enfants n'a lieu que pour les donations proprement dites, c'est-à-dire pour les actes de libéralités plus ou moins considérables qui peuvent résulter pour l'une des parties des contrats commutatifs ; que la révocation de ces avantages ne devrait avoir lieu qu'autant qu'il serait démontré qu'ils ont été conférés à titre de libéralité et que la forme des contrats ordinaires n'a été adoptée que pour les déguiser. Attendu, en fait, que la convention verbale intervenue dans laquelle Fourdinier, en 1816, a été dans toutes ses parties une véritable convention de partage qu'à supposer que l'appelant incident ait trouvé un avantage quelconque dans l'attribution à lui faite, rien ne justifie que l'intention d'aucun des contractants ait été d'exercer à cet égard une libéralité envers lui ; qu'il a pu seulement en résulter pour ceux-ci une lésion qui, si elle eut été assez grave, aurait donné ouverture à une action en rescision ; mais que l'appelant ne peut y trouver le principe d'une action en révocation. »

La note sous cet arrêt ajoute que ne constitue pas une donation « quand l'acte, comme dans l'espèce, n'est même pas qualifié d'acte de libéralité, et ne renferme de la part d'aucune des parties, la volonté de faire ou d'accepter une libéralité ».

Voir égal. Cour de Grenoble, 11 mars 1851. D. P. 53.2.62.

2. *Infra*, p. 135.

La tradition juridique n'est-elle pas dans ce sens ? « In ædibus alienis habitare gratis, donatio videtur » disent les vieux textes (1). En outre, le code civil n'a-t-il pas admis que les donations sous forme de rente viagère ou d'usufruit étaient soumises aux règles de fond des donations, pour la réduction, la capacité, les formes extérieures de l'acte à titre gratuit (2) ? La jurisprudence n'a-t-elle pas admis que les primes d'assurances même prélevées sur les revenus étaient soumises au rapport ainsi qu'aux actions en révocation et en réduction ? Tout prouve donc que le droit traite ces actes à titre gratuit comme des donations. Par conséquent dispenser du rapport des donations constituées à l'aide de fruits et revenus sous le prétexte qu'elles ne constitueraient pas des donations est une position insoutenable après un examen sérieux.

Cette théorie est infestée d'un autre vice ; elle déclare que les donations prises sur les revenus ne constituent pas des donations. Mais qu'entend-on par revenus ? Quel critérium adopter pour le reconnaître ? Lorsqu'on est en présence d'une transformation de capitaux en fruits ou de fruits en capitaux, vis-à-vis de quel patrimoine faut-il envisager ladonation ?

Peut-être est-ce le sentiment de cette difficulté qui a porté des auteurs à modifier cette théorie.

S'en référant uniquement à l'objet de la donation, ils n'ont examiné la situation que par rapport du donateur. Celui-ci prélève-t-il sur son patrimoine un capital, il y aura rapport, réduction. Prélève-t-il seulement des revenus, il n'y aura ni rapport ni réduction (3). Ces auteurs

1. Pomponius, *Dig.*, XXXIX, t. 5, fr. 9 ; Cass., 3 nov. 1896. D. 97.1.584, et Ray, Thèse, chap. II.

2. Art. 917, 1969 et 1973 du Code civil.

3. De Caqueray, *Revue pratique de droit français*, 1862, p. 203 ; Dupuich, note D.P. 09.1.185 ; *l'Assurance-vie*, éd. 1922, n° 494 et s. ; p. 593 et s. et principalement n° 595, note 8. Boistel, note sous Req.

ont donc placé la question sur le terrain de la distinction entre fruits et revenus d'une part, et capital d'autre part, mais ils s'en tiennent uniquement pour faire cette discrimination à l'origine des sommes données. Reprenant alors le raisonnement précédent, ils soutiennent que les fruits sont en eux-mêmes destinés à être dépensés, et que si le défunt ne les avait pas donnés, il les aurait dépensés. Présument cette dépense, ils en concluent que le fait de donner ce qui est destiné à être détruit, n'appauvrit pas le donateur.

Mais ces auteurs ne poussent pas plus loin leur raisonnement, et ils enseignent que rapport est dû, dès que la donation est prise sur le capital du donateur, même lorsque cette partie de capital a été divisée en fractions périodiques de manière à constituer un revenu périodique au bénéficiaire (1).

Par là nous voyons que cette conception distingue bien entre fruits et capitaux, mais s'en réfère pour reconnaître la qualité de la somme à un critérium objectif. Originairement la somme était-elle un capital, elle est soumise au rapport; originairement était-elle un revenu, elle est dispensée de rapport et cela sans que l'on considère la transformation possible qu'a pu faire subir le donateur. Cette théorie en arrive même, peut-on dire, à nier la possibilité pour un donateur de transformer une partie de son patri-

13.7.97. D.P 98.1.353, col. 2 *in fine*; Naquet, note au S.89.2.18, col. 3, et p. 19, col. 1; Lyon-Caen, *Rapport*, art. 58-61, *Journ des Ass.*, 1905, p. 247. « Cette solution (obligation au rapport) rigoureusement « logique, dit-il, serait en contradiction avec le droit que doit « avoir toute personne de dépenser ses revenus et de faire des « économies dans un but de prévoyance »; Lefort, *Nouveau traité de l'assurance sur la vie*, éd. 1920, t. II, p. 362, note 3, p. 443, 460 et 461.

1. Aubry et Rau, § 631, texte et note 41 et les auteurs cités, 4^e éd.; Duranton, VII.357. — V. *contra*: Toullier, IV, 478; Demante, *Cours*, III, 188 *bis*; Demolombe, XVI, 409; Naquet; note précitée; Dupuich note précitée et ouvrage précité.

moine en fruits ou en capital. La répartition qu'il trouve dans son patrimoine entre capital d'une part, et fruits d'autre part s'impose à lui et il ne peut y déroger. Un cas cependant est excepté; lorsque préalablement à la donation, le donateur a économisé ses revenus et les a transformés en capitaux, cette partie de la doctrine accepte que cette somme constitue un capital et que le rapport soit dû, mais s'y refuse lorsque les revenus ont été donnés pour que le successible les économise, ou bien lorsqu'ils ont été remis à un tiers (une compagnie d'assurances) pour qu'ils constituent un capital au profit du donataire. Ces auteurs ont donc une conception particulière du patrimoine. Si on voulait résumer brièvement leur pensée, on pourrait dire que, pour eux, la notion de patrimoine se limite au capital effectivement constitué par le donateur au moment de la donation (1).

Cette conception doit être rejetée : Elle repose sur une affirmation gratuite : « le défunt s'il n'avait pas donné ses fruits les aurait dépensés, *lautius vivendo* ». Mais rien ne le prouve. Cette donnée purement hypothétique ne nous paraît pas suffisamment solide pour servir de fondement à une théorie. Au surplus les raisons développées tout à l'heure valent encore. Le patrimoine d'un individu ne se limite pas à l'élément capital, les fruits en font partie. En outre, cette conception ne s'accorde pas avec la jurisprudence qui admet le rapport des primes, lorsque, prises sur les revenus, elles ont été destinées à la constitution d'un capital d'assurances. Enfin, elle n'explique pas l'article 852 et la dispense de rapport établie par ce texte en faveur des sommes prises sur les capitaux qui ont été destinées aux besoins d'entretien d'un successible, qu'il soit héritier direct ou héritier collatéral (2).

1. V. Boistel, note au D. 89.2.158, col. 1, *in fine*.

2. Aubry et Rau, § 631, note 41; Grenier, II. 240; Duranton, VII,

C

**Idée de la consommation
à laquelle les revenus sont destinés.**

Le second système mis en relief pour soutenir que les donations de fruits n'étaient pas rapportables est celui de la destination des revenus ; par nature ceux-ci sont affectés à la dépense ; mais ce système, au lieu d'être fondé comme tout à l'heure sur une considération générale et abstraite, s'appuie sur une considération de fait et d'intention. Il faut, qu'en fait, la donation de revenus ait été consentie dans le but, de la part des deux parties, d'être dépensées. C'est le système également reproduit par Demolombe (1). « L'obligation du rapport, dit-il, ne s'applique pas aux choses dont la nature et la destination sont telles, qu'elles n'ont été données par le défunt et reçues par le successible, que pour être dépensées et employées aux besoins de la vie, à la nourriture et à l'entretien du successible et de sa famille. »

Cette idée que Demolombe a le premier émise (2) engendre des conséquences particulières. Dans le cas seulement où les revenus donnés le sont dans le but d'être dépensés par le donataire à la jouissance duquel ils sont affectés, il n'y aura pas rapport. Hors de là rapport est dû.

C'est ainsi que Demolombe dispense de tout rapport les rentes et pensions annuelles en argent ou en nature sans détermination de capital (3), les avantages procurés

357 ; Wahl, *Rev. trim.*, 1902, p. 37 *in fine*. — *Contra*: Toullier, IV, 178 ; Taulier, III, p. 350.

1. Demolombe, t. XVI, n° 437-2°.

2. V. aussi Laurent qui emploie le mot jouissance au n° 628 et par conséquent s'apparente à Demolombe ; v. note Labbé, sous Cass., 28 mai 1879. S.80.2.283, col. 3.

3. Demolombe, *op. cit.*, n° 438.

au successible logé, nourri et entretenu par le donateur, même s'il est marié et doté, l'abandon de la jouissance d'un immeuble sans constitution d'usufruit, l'avantage résultant d'un bail à vil prix ou d'un droit d'usufruit « de quelque manière que ce droit ait été conféré au successible » soit que le *de cujus* eut cédé un usufruit sur un objet appartenant à un tiers, soit qu'il eut établi un usufruit sur un objet dont il était lui-même propriétaire, soit enfin qu'il eut renoncé à un usufruit qui lui appartenait sur un objet dont le successible avait la propriété (1).

Au contraire, rapport sera dû quand les revenus donnés sont destinés à la capitalisation. Telle est la règle lorsqu'un père livre ses revenus comme un capital. Les 10.000 fr., dit Demolombe, donnés par un père à sa fille pendant six ans pour lui constituer une dot de 60.000 fr. sont sujets à rapport (2).

Déjà une première conclusion se dégage de cet exposé : ce n'est pas parce que la donation est prélevée sur les revenus qu'elle doive, par ce fait même, être dispensée de rapport (3).

En deuxième lieu, il faut rechercher la destination de la somme pour savoir si elle doit être traitée comme un capital ou un revenu, où la soumettre ensuite au rapport et à la réduction.

Par conséquent, alors que la théorie précédente n'envisageait le problème des donations des fruits et revenus que par rapport à la fortune du donateur, celle-ci au contraire l'envisage par rapport au patrimoine du donataire, puisqu'au lieu de s'en tenir à l'origine des sommes, elle s'attache à l'affectation des sommes dans le patrimoine du donataire.

1. Demolombe, *op. cit.*, n° 438, 441, 442, 444, 445.

2. Demolombe, *op. cit.*, n° 438.

3. Note Labbé sous Caen, 28 mai 1879 précité.

Mais comme cette transformation ne peut se faire sans l'œuvre du donateur, elle reconnaît le pouvoir de l'homme d'opérer cette transformation et applique dans une certaine mesure les règles de droit à des faits, à des circonstances, telles qu'elles ont été voulues, créées par le donateur.

Enfin, elle part d'une conception moins étroite du patrimoine. Pour elle le patrimoine n'est pas strictement constitué par le capital du donateur existant au moment de la donation. Il comprend non seulement l'élément stable et permanent d'une fortune et producteur de revenus, mais aussi toutes sommes prises sur les revenus qui est destinée à s'agréger à ce fond producteur.

De cette idée se rapprochent singulièrement MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl. Ils déclarent nettement « que
« les libéralités faites sur les revenus ne sont pas elles-
« mêmes dispensées du rapport » (1) et ils donnent comme raison « qu'il est faux que les libéralités prises » sur les
« revenus ne diminuent pas le patrimoine du donateur et
« qu'il aurait consommé les revenus. Encore moins est-il
« exact de dire, ajoutent-ils, que les fruits donnés n'aug-
« mentant pas le patrimoine du donataire, parce que,
« perçus annuellement comme un revenu, ils sont aussi
« dépensés au fur et à mesure de leur échéance ».

Cependant, malgré cette affirmation, ils déclarent non moins catégoriquement, en voulant expliquer la dispense de rapport prévue par l'article 852 : « Son patrimoine
« (du donateur) ne s'en trouve pas diminué, d'un autre
« côté, le patrimoine du successible, au profit de qui ces
« frais ont été faits ne s'en trouve pas, la plupart du
« temps, sensiblement augmenté (2). »

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité des successions*, n° 2752 ; Wahl, note S. 1900.2.3, col. 3, *in fine*.

2. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.* a) frais de nourriture et d'entretien, même affirmation, n° 2828.

A lire ces affirmations les unes à la suite des autres, il semble bien qu'il y ait contradiction. MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl ne disent-ils pas que les fruits font partie et ne font pas partie du patrimoine. Aussi il est difficile de reconnaître le critérium auquel ils recourent pour décider quand il y a dispense ou obligation de rapport.

Une explication de ces deux affirmations qui s'opposent a été donnée par M. Berthéaut. « Ces auteurs, dit-il (1), font une distinction entre les fruits et les revenus donnés comme tels et ceux ayant fait l'objet d'une libéralité quelconque. »

Cette explication a dû ne pas satisfaire M. Berthéaut, car il a tenté de concilier la contradiction de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl en rappelant la théorie de ces auteurs relative à la dispense de rapport. « Ces auteurs, dit-il, exigent pour le rapport en général une dispense non formulée sans doute mais expresse. A leur point de vue, les libéralités de fruits et revenus « non donnés comme tels » seraient donc privilégiées en ce sens qu'elles pourraient dans certains cas recevoir une dispense tacite de rapport (2). »

Une autre explication peut être proposée : les deux séries d'expressions : « Donations faites à l'aide de revenus (3) » ou « sur les revenus (4) » d'une part, et « revenus donnés comme tels (5) » ou « donations portant directement sur des fruits (6) », d'autre part, ne correspondraient-elles pas à deux sortes de donations que la jurisprudence

1. Léon Bertheaut, *Du rapport et de la réduction des libéralités portant sur des fruits ou revenus*. Thèse Dijon, 1924, p. 120.

2. Léon Bertheaut, *Du rapport et de la réduction des libéralités portant sur des fruits et revenus*. Thèse Dijon, 1924, p. 121.

3. Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 2828.

4. *Id.*, n° 2752.

5. *Id.*, n° 2752 en note.

6. *Id.*, n° 2828.

a dégagées. Les premières expressions s'appliqueraient aux donations de revenus que nous avons appelées, donations de fruits-prestations uniques. Elles s'exécutent en une fois et peuvent être appelées donations de revenus en raison de l'origine de la somme donnée. Les secondes expressions feraient allusion aux donations-prestations périodiques. En plus de l'origine de la somme, elles participent au caractère du revenu par la périodicité avec laquelle elles se renouvellent où le donataire a droit d'avance à ces sommes qui lui échoient, comme les revenus échoient périodiquement au propriétaire.

Les premières donations, au dire de M. Wahl, ne seraient pas dispensées de rapport, car aucun texte ne prévoit cette mesure; au contraire, les secondes donations, en raison de l'analogie qu'elles présentent avec les fruits des biens donnés par la périodicité, seraient l'objet de cette dispense.

Ainsi, bien que MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl n'aient pas formulé nettement cette distinction, si elle est véritablement dans leur pensée, ils se rattachent à la théorie de M. Demolombe qui dispense du rapport les sommes qui offrent le caractère de fruits, à raison de leur destination et de leur caractère périodique.

Ajoutons que le défaut de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl est de n'avoir pas indiqué le critérium auquel on puisse reconnaître les donations de fruits dispensées ou soumises au rapport.

CHAPITRE IV

ESSAI DE CONSTRUCTION

Telle est cette idée de la destination des sommes données et qui fait dépendre de cette destination l'obligation au rapport et leur exemption. Les pages qui vont suivre dérivent directement, sauf quelques modifications, de cette théorie émise par Demolombe ; mais avant de nous attaquer directement au problème des donations de fruits et revenus étudié dans son ensemble, il est nécessaire, au préalable, d'écarter une théorie qui a posé une distinction qui ne saurait être admise.

I

PRÉLIMINAIRES

ASSIMILATION ENTRE RAPPORT ET RÉDUCTION

(Rejet d'une théorie).

La théorie que nous allons combattre traite d'une manière différente les donations de fruits suivant que l'action intentée est l'action en rapport ou bien l'action en réduction.

En matière de rapport, elle accepte la distinction entre capital d'une part, et fruits et revenus d'autre part, pour faire suivre un régime juridique différent à ces deux catégories de biens, et dispenser du rapport les fruits, objets directs de la donation.

Pour le décider, elle se réfère au critérium objectif qui reconnaît un fruit d'après son origine. Elle admet et érige même en règle générale que les donations prises sur les revenus ne sont pas rapportables, parce que du fait qu'elles sont prises sur les revenus, le donateur est censé les avoir dispensées de rapport.

Au contraire, elle enseigne que les donations prises sur les revenus sont soumises à l'action en réduction, parce que les textes qui régissent cette institution sont absolus, enlèvent toute liberté au donateur et l'empêchent de soustraire les fruits à la restitution quand ils font l'objet direct de la donation (1).

Cette théorie pour nous n'est pas exacte. Trop large en matière de rapport, elle est trop étroite en matière de réduction.

Elle est trop large en matière de rapport, car elle ne respecte pas les règles qu'il faut suivre pour interpréter sainement le Code civil.

En effet, d'une manière générale, avant de rechercher s'il y a dispense de rapport, il faut examiner d'abord s'il

1. Voir principalement en ce qui concerne les contrats neutres, tels l'assurance vie : Wahl, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, t. I, p. 20, nos 26, 27 à 31, et d'une manière générale, Léon Bertheaut, *op. cit.*, ch. II, I, a), p. 126 ; b), p. 127 ; c), p. 131 et 132. « En somme de tout ce qui précède », dit M. Bertheaut, p. 131, « il résulte d'abord « que si les donations de fruits et revenus n'enrichissent pas le donataire, on peut en déduire une dispense de rapport réel, mais le « rapport fictif a lieu malgré tout de par la volonté de la loi. » Et M. Bertheaut ajoute : « D'autre part, l'appauvrissement du donateur « est apprécié moins rigoureusement, en matière de rapport qu'en « matière de réduction. » Ainsi, on arriverait à cette conclusion qu'il y aurait des libéralités qui constitueraient des donations en matière de réduction et n'en constitueraient pas en matière de rapport, ce qui nous semble illogique ; d), p. 131 et suivantes où il précise son idée, et III, conclusions, p. 151 et suivantes.

Comparez également sur ce sujet : Dupuich, note sous Rennes, 6 août 1910. D. 1910. 2. 329, § 4, p. 330 ; Dupuich, *Traité*, 233 (éd. 1900) Naquet. S. 89. 2. 17.

y a donation ; en second lieu si cette donation est rapportable de sa nature.

Le fondement de cette méthode résulte du Code civil lui-même, car le Code civil a réglé deux sortes de dispositions à titre gratuit : celles qui sont soumises au rapport, article 843 Code civil, et celles qui en sont dispensées, articles 852 et 866. Certes le Code civil a interprété la volonté du *de cujus* en légiférant comme il l'a fait. Mais il a posé une présomption : il a présumé que les donations visées par l'article 843 étaient rapportables et il a présumé que les donations visées par l'article 852 ne l'étaient pas. On peut donc d'abord sans s'en référer à la volonté du *de cujus* rechercher si la donation litigieuse est de nature rapportable, c'est-à-dire si elle rentre dans une des catégories prévues par la loi comme rapportable ou non rapportable. Quant à savoir s'il existe une volonté expresse ou tacite, mais tout au moins exprimée du donateur, de soumettre au rapport ou d'en dispenser les donations qu'il a consenties, c'est un point qui ne nous embarrassera pas, car c'est une question de fait qui varie avec chaque espèce, et qui par conséquent est du ressort des tribunaux et non de celui qui recherche une règle de droit.

Au contraire, rentre directement dans cette étude le point de savoir quelles sont les donations qui de leur nature sont rapportables. Et la solution de ce problème prend même une importance primordiale lorsque l'espèce qui se présente au juge est celle où le donateur n'a manifesté aucune volonté ni dans le sens du rapport, ni dans celui de l'exonération du rapport. Toute l'erreur de M. Wahl (1) consiste à soutenir que lorsqu'on se trouve en présence d'un contrat neutre, tel l'assurance sur la vie, il faut s'en référer d'abord à la volonté du *de cujus* (2).

1. Wahl, *Rev. trim. de dr. civil*, 1902, nos 26 à 31 et n° 58.

2. Wahl, *op. cit.*, n° 30. Il inclinait même à une dispense présu-

Mais si celui-ci n'a pas exprimé de volonté, pourquoi alors ne pas considérer les textes du Code civil, bien que fondés sur l'interprétation de la volonté présumée du défunt, comme établissant une règle qui doit, en cette occurrence, recevoir une interprétation impérative.

Nous bannissons donc du présent ouvrage toute discussion fondée sur l'interprétation de volonté du *de cujus* relative au rapport ou à la dispense de rapport. Quant à l'étude du rôle de la volonté du défunt dans les donations de fruits et revenus elle aura un autre champ d'application comme nous le verrons dans la suite.

Nous avons déclaré à l'instant que la théorie présentement envisagée est trop étroite en matière de réduction puisqu'elle soumet d'office les donations de fruits au rapport fictif.

Il semble, il est vrai, que l'article 922 auquel nous nous heurtons est un texte catégorique et ne prête pas à discussion. Ne décide-t-il pas, en effet : « La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existant au décès du donateur ou du testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre vifs... on calcule sur tous ces biens, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse la quotité dont il a pu disposer. »

Mais si ce texte, au lieu d'être examiné seul, est replacé dans l'ensemble du Code civil il apparaît comme beaucoup moins absolu qu'on ne le prétend.

En premier lieu, l'article 928 lui apporte un correctif. « Les fruits du bien soumis à réduction ne sont restitués qu'à partir du décès du donateur, si la demande en

mée du rapport comme M. Bertheaut pour les donations de fruits. Confér. Boistel, note D. 01.1.233 et 234. M. Whal dans une note au S. 00.2.1, assimile le rapport et la réduction et déclare qu'en matière d'assurances les primes revenus sont rapportables.

« réduction a été faite dans l'année, sinon du jour de la demande. » Cet article consacre la même règle que l'article 856 pour le rapport. Ainsi les fruits antérieurs au décès ont un sort identique en matière de réserve et en matière de rapport, ils sont acquis d'une manière définitive à l'héritier.

Qu'on ne vienne pas dire, reprenant un argument de Pothier que les fruits n'ont pas été donnés par le *de cujus* sous prétexte qu'ils n'ont pas fait l'objet direct de la donation. La volonté de donner les fruits existait bien dans la pensée du donateur, sinon il les aurait conservés pour lui, en retenant l'usufruit des biens donnés. Il est donc nécessaire de conclure : les fruits ne sont pas soumis à l'action en réduction pas plus qu'ils ne sont rapportables. Par conséquent, il existe des éléments de la donation qui échappent au texte cependant très général qu'est l'article 922 du Code civil.

Une seconde raison conduit à penser que l'article 922 ne règle pas toutes les donations quelles qu'elles soient. Les libéralités visées par l'article 852 ne sont pas non plus réductibles, tels sont les dépenses d'aliments, les frais d'éducation, les cadeaux de noces et les présents d'usage (1). Demolombe (2) donne comme motif que les présents et cadeaux sont pris sur les revenus du donateur. Ils ont pu diminuer la jouissance personnelle du *de cujus*, ils n'ont pas diminué la substance de son patrimoine.

Pour le moment, le motif nous importe peu, il nous suffit de constater que dans plusieurs cas, certaines donations ne sont pas soumises à l'action en réduction. Dès lors, l'article 922 se limite non seulement par l'article 928, mais aussi par l'article 852 et si la teneur de ce dernier article

1. Demolombe, t. XIX, nos 311, 312, 313, 314.

2. Demolombe, t. XIX, n° 312. Henry, *Du legs de la quotité disponible*, Thèse Paris, 1902, p. 24 et s.

n'a pas été reproduite au Titre II du Livre III du Code civil, c'est que les rédacteurs du code ont cru inutile de répéter ce qu'ils avaient déjà prescrit au titre I du même livre.

La conclusion qui se dégage est que l'article 922 n'est pas un texte qui s'applique d'une manière absolue à toutes les donations quelles qu'elles soient. Si le *de cujus* ne peut pas dispenser du rapport fictif parce qu'il ne peut pas porter atteinte à la réserve et s'il peut dispenser du rapport réel, il existe cependant des donations qui, par leur nature, échappent à ces deux rapports.

Le moment est venu de l'établir ; en même temps nous étudierons les effets de la condition résolutoire. Car dans ces trois domaines : rapport, réduction (1), résolution, les donations de fruits doivent recevoir la même solution.

SECTION I

Fondement de la dispense de restitution des fruits dans le rapport, la réduction, la résolution. L'idée de jouissance à laquelle les sommes données sont affectées.

Pour nous le problème des donations de fruits et revenus dépend, d'une part, de la notion que l'on se fait du rapport, de la réserve et de la résolution en ce qui concerne la distinction entre capital et fruits ou revenus — ce sera en quelque sorte l'élément abstrait de la discussion — et, d'autre part, du rôle de la volonté de l'homme qui peut

1. M. Whal, note au S. 1900.2. 3 col. 3 *in fine*, déclare : « Les libéralités constituées au moyen de sommes prélevées sur les revenus du défunt n'échappent aux règles ni du rapport ni de la quotité disponible. » Par là, il indique qu'il ne doit y avoir aucune différence entre les deux institutions du rapport et de la réduction. V. égal. Lyon-Caen, note au S. 1917.1.105.

transformer des fruits en capitaux et des capitaux en fruits — ce sera l'élément concret de la discussion. Et le point délicat est de savoir quelles règles il faut suivre en présence de l'une de ces transformations. Les donations de fruits devront-elles suivre le sort des capitaux, ou au contraire devront-elles suivre le sort des fruits.

La première de ces deux questions sera étudiée dans le paragraphe présent, la seconde dans la suite des développements. Il sera ainsi plus facile d'en définir la limite et d'en marquer la portée.

Quel est le fondement du rapport ?

C'est l'égalité des héritiers, dit-on, que veut maintenir le défunt à moins qu'il n'exprime une volonté contraire. Telle est en effet l'idée qui ressort de la définition traditionnelle du rapport : « Le rapport est l'acte par lequel un « héritier appelé avec d'autres à recueillir une succession « joint à la masse à partager certains biens ou valeurs « provenant du défunt dont il est détenteur à un autre « titre (1) » Et c'est le principe posé par les articles 829 et 848 du Code civil qui obligent au rapport à moins d'exonération de la part du *de cujus*.

Mais cette idée de l'égalité des héritiers entre eux est insuffisante, elle ne règle pas directement la question des fruits. Or, le rapport est dominé par une autre idée qui englobe d'ailleurs l'idée d'égalité, mais aussi la limite et en définit la portée ; c'est l'idée d'*avancement d'hoirie*. Par là on entend que le défunt a voulu conférer à son héritier, qui lui-même n'a pas accepté la donation sans cette condition, la jouissance anticipée d'une partie de son patrimoine. « La donation en avancement d'hoirie, dit M. Planiol (2) quoique rapportable confère tout au moins au successeur la jouissance intérimaire du bien. » Cette définition

1. Planiol, t. III, n° 2203.

2. Planiol, t. III, n° 2259.

indique que si les fruits ne sont pas rapportables c'est qu'ils représentent la jouissance (intérimaire) du bien par l'héritier. Par conséquent, si le rapport est destiné à assurer l'égalité entre héritiers, cette égalité n'existe que vis-à-vis du fonds producteur, c'est-à-dire du capital du *de cuius* donateur (1). Tout le monde est d'accord sur ce sujet, et insister est absolument inutile.

Cette idée de l'avancement d'hoirie, c'est-à-dire de la jouissance anticipée d'une partie de la fortune du *de cuius* par le successible gouverne également l'action en réduction. Lorsqu'un bien est soumis à l'action en réduction, les fruits intérimaires sont conservés par le donataire (art. 928). Et la raison qu'on en a donnée est toujours la même. Il y a avancement d'hoirie (2) qui permet au donataire de conserver la jouissance du bien donné (3). Ici encore la distinction entre fruits et capitaux se trouve établie, et les fruits sont dispensés de restitution parce qu'ils correspondent aux actes de jouissance, c'est-à-dire de destruction auxquels ils sont affectés, non seulement par la volonté des donateur et donataire, mais aussi par leur nature.

Enfin cette idée de la non-restitution des jouissances se retrouve dans les cas de révocation des donations. Elle est inscrite, nous l'avons vu, dans les articles 958 et 962 du Code civil; et jurisprudence et doctrine l'ont étendue pour toutes les causes de révocations, lorsque le Code civil n'avait pas réglé le sort des fruits. Il y a là, qu'on ne s'y trompe pas, l'application d'un principe d'une portée très générale et qui dépasse le cadre des donations. Malgré l'effet absolu du caractère rétroactif de la condition résolutoire, la jurisprudence a fini par admettre que

1. Voir note Labbé au S. 86.2.147, col. 1.

2. Planiol, t. III, n° 3113, 1^{er} alin.

3. Demolombe, t. XIX, n° 608. Coin Delisle sur 928.

cette rétroactivité ne s'appliquait pas à la jouissance des biens donnés, même dans les actes à titre onéreux.

On pouvait hésiter avant d'admettre une thèse pareille, aussi est-il nécessaire d'insister sur ce point.

Traditionnellement, en effet, la résolution a pour but de mettre à néant, de la manière la plus absolue, la situation juridique qui a lié les parties. Elle constitue une restitution *in integrum* ; autrement dit les contractants devront être remis dans l'état où ils auraient été s'ils n'avaient pas contracté ; le bien transféré fera retour à l'aliénateur libéré de toutes les charges dont l'acquéreur l'a grevé. Au point de vue des fruits, l'acquéreur devrait les restituer. Cette solution dérive de l'effet rétroactif de la résolution et elle est la conséquence d'un raisonnement rigoureusement logique, étant donnée la prémisse posée.

Tel était le principe romain (1) que le droit français aurait conservé d'après certains auteurs (2) et quelques arrêts (3).

Mais de bonne heure, les jurisconsultes ont cherché à limiter quant aux fruits, les effets absolus de la condition résolutoire dans les obligations.

Déjà le droit romain n'admettait pas la restitution des fruits dans la *lex commissoria* (4) et la vente à réméré ou

1. Lex commissoria D.4.XVIII, t. III L, 5 : in diem actione l. XVIII, t. II, l. 6 ; Accarias, *Précis*, t. II, p. 469.

2. Larombière, *Traité des oblig.*, t. II, cond. résolutoire, p. 248, n° 45 ; Toullier, t. 6, n° 563 ; Duranton, t. II, n° 94 ; Huc, *Droit civil*, t. VII, n° 277 (Huc cite à l'appui de sa thèse MM. Aubry et Rau, § 302, note 76, que nous signalerons plus loin comme consacrant une doctrine inverse).

3. Civ., 27 juill. 1834. S.34.1.620 ; P. Chr. D.P.34.1.424 ; Donai, 10 déc. 1884. S.45.2.206 ; Civ., 18 juill. 1854. S.55.1.36 ; P. 55.2.94 ; Civ., 31 déc. 1856. S. 57.1.642 ; P. 57.337 ; Rouen, 28 déc. 1857 S. 58.2.76 ; Cabantous, *Sur surenc. du 1/10* ; Cass., 10 avril 1848, S.48.1.357 ; P. 48.303 ; D.P.48.1.160 ; Agen, 21 janv. 1852. S.52.2.618 ; P.52.2.323 ; Paris, 1^{er} juill. 1852. S.52.2.350 ; P. 53.1.333 ; Lyon, 27 déc. 1858. S.59.2.441 ; P. 60. 305.

4. D.18.3.1.4 § 1 et 7 loi 6 pr.

pacte de rachat (1) ; il laissait le sort des fruits à la volonté des parties dans l'*in diem actione* (2).

Le Code civil n'admet pas non plus la restitution des fruits dans le pacte de rachat (art. 1673), dans la résolution de la vente pour lésion (art. 1682), ni dans quelques cas de révocation des donations (art. 952 et 958), comme nous l'avons déjà vu.

Et jurisprudence (3) et doctrine dont les antécédents se trouvent en droit romain (4), ont généralisé cette règle.

Pour dispenser l'acquéreur de la restitution, on s'est fondé parfois sur l'équité. Dans la *lex commissoria*, la résolution du contrat étant imputable à l'acheteur, le vendeur n'avait rien à restituer à l'acheteur et ne devait pas, en particulier, rembourser à ce dernier les dépenses nécessaires qu'il avait faites ; au contraire l'acheteur devait rendre intégralement tout ce qu'il avait reçu de son vendeur, mais le droit romain a apporté un tempérament à cette sévérité excessive. L'acheteur ne devant pas être remboursé des dépenses qu'il avait faites conservera les fruits (5).

La restitution des fruits était laissée à la volonté des parties dans l'*in diem actione*. La vente *in diem actione* est celle qui est faite sous la condition qu'un nouvel acquéreur ne se présenterait pas avec des offres plus avantageuses. Or, dans le cas où l'acquéreur, se voyant suren-

1. C. de pactis inter empt., L. 2.

2. De in diem actione, L. 6 pr.

3. Civ., 19 avr. 1865. D.P. 65.1.209 ; S. 65.1.280 ; P. 65.661, et *Pand. chr.* ; Alger, 3 févr. 1906, ss. Cass. req., 26 févr. 1908. S. et P. 09.1.461, P. per. 1909.1.461 ; Recq. 6 déc. 1870. D.P. 72.1.438 pour surenchère du 1/10 ; et Civ. 18 nov. 1924. S. 1925.1.193.

4. Pr. Surenchère du 1/10 : Aubry et Rau, 5^e éd., t. 3, p. 188, § 294 ; Baudry-Lacantinerie et Loynes, *Nantiss. priv. et hypot.*, 3^e édit., t. 3, n° 2516 ; et d'une manière générale, Aubry et Rau, t. 2, p. 407, § 206, texte et note 4 ; t. 4, p. 124 § 302, texte et note 76 ; Colin et Capitant, *Cour élém.*, t. 2, p. 166, 4^e éd.

5. L. 4 § 1 et L. 6 pr. de leg. com.

chéri, surenchérisait à son tour et restait définitivement propriétaire, pouvait-il conserver les fruits ? on pouvait en douter, puisqu'une offre s'étant produite, le contrat se trouvait résolu. Mais cette question se résolvait en fait d'après l'intention des parties (1).

Dans notre droit, Larombière (2) exposant une vieille distinction, déclare qu'il existe deux sortes de conditions résolutoires : la résolution *ex tunc* et la résolution *ex nunc*. La première aurait un effet absolu, rétroagirait dans le passé même à l'égard des fruits tandis que la seconde n'aurait d'effet que pour l'avenir. Et il donne quelques exemples de résolution *ex nunc*. C'est au fond à cette distinction que s'est rapporté Pothier quand pour expliquer les effets limités du pacte de rachat, il déclarait que le réméré n'opère la résolution du contrat de vente que pour l'avenir, aussi concluait-il que tout ce qui est provenu de la chose jusqu'au réméré doit appartenir à l'acheteur.

Le vice de cette thèse est de classer simplement les effets dans deux sortes de résolution, sans indiquer pourquoi dans certains cas les fruits ne sont pas restituables.

Toullier (3) s'est fondé sur la possession de bonne foi. Le propriétaire sous condition résolutoire a possédé la chose frugifère en vertu d'un titre translatif de propriété, il était donc de bonne foi ; aussi doit-il faire les fruits siens. Mais cette idée a été justement critiquée. Le propriétaire sous condition résolutoire, non seulement possède à l'instar d'un propriétaire comme le possesseur de fois, mais il est réellement propriétaire. Aussi pour Duranton et Zachariae que cite Larombière (4) et dont il adopte l'opi-

1. L. 6 § 1 de *in diem add.* ; Accarias, t. II, p. 469.

2. Larombière, *Théorie et pratique des obligat.*, t. II, sur article 1183, n° 69.

3. V. Larombière, *op. cit.*, n° 70 qui énumère les différentes raisons données jusqu'à lui.

4. Larombière, *op. cit.*, n° 70, dernier alinéa. Note Matter D. 1925. I. 25.

nion « la véritable raison qui fait que les fruits ne sont « pas restituables est que la loi l'a voulu ainsi pour épar-
« gner aux parties les débats et les frais d'un compte de
« à faire ». Mais si la critique de Durantou, Zachariae et
Larombière est juste, la raison donnée par eux, fondée seu-
lement sur un texte de loi et sur l'équité, est insuffisante.

On a dit encore que la non restitution des fruits était
fondée sur la volonté des parties. Le débiteur de la chose
aurait été ruiné s'il avait dû restituer d'un seul coup des
fruits totalisés qu'il avait dépensés et on suppose que le
créancier lui-même n'aurait pas voulu réduire son débiteur
à cette extrémité, car une telle pratique dépasserait le
but proposé.

La non restitution des fruits serait également fondée sur
l'idée de risque. Le débiteur sous condition résolutoire
assumerait les risques de la chose : il serait juste, par con-
séquent qu'il retienne les fruits qui constituent en quelque
sorte la contre-partie du risque.

Aubry et Rau ont creusé plus loin le problème. Pour
eux c'est le titre même d'acquisition qui permet à l'acqué-
reur de conserver les fruits, titre « dont la résolution ne
saurait faire disparaître le fait même de la perception avec
le caractère qu'elle avait au moment où elle s'était opé-
rée (1) » parce que, disent-ils, la résolution « laisse sub-
sister les faits régulièrement accomplis dans le temps inter-
médiaire ». Dans une autre partie de leur ouvrage, ils
indiquent la même idée, sous une autre forme (2). La
résolution « ne peut faire disparaître rétroactivement le
« droit d'administration et de jouissance qui lui apparte-
« nait en vertu de son titre ». En pareille circonstance, il
ne saurait être question de restitution de fruits mais seu-
lement le cas échéant de dommages-intérêts ».

1. Aubry et Rau, t. 4, 5^e édit., § 302, p. 122, texte et note 76.

2. T. 2, 5^e édit., § 206, note 4, p. 407. V. Demolombe, t. IX, 609 bis
t. XIX, n^o 541, p. 509, 511 et 512; Colin et Capitant, t. II, p. 166.

Ainsi l'idée à laquelle est arrivée la doctrine est que les fruits destinés à la jouissance, c'est-à-dire à la consommation, ne peuvent être par ce fait même l'objet de restitution.

La jurisprudence n'a consacré ce principe qu'à la suite d'une évolution qu'il importe de retracer.

Un arrêt de la Chambre civile du 19 avril 1865 a décidé qu'en cas de surenchère du 1/10 l'acquéreur surenchéri n'était pas astreint à restituer les fruits par lui perçus entre les deux adjudications. Mais pour arriver à ce résultat, cet arrêt consacre plutôt le principe suivant lequel l'adjudicataire définitif n'a pas le droit de réclamer les fruits antérieurs à l'adjudication et ce n'est qu'avec hésitation qu'il consacre le droit au propriétaire sous condition résolutoire de les conserver. Il résoud donc la question d'une manière négative (1).

Un arrêt de la Cour d'Alger du 3 février 1906 (2) affirme d'une manière positive en matière de folle enchère le principe de la conservation des fruits par le pro-

1. Civ., 19 avril 1865. S. 65.1.280. En effet la Ch. civ. décide que l'adjudicataire définitif (bien que l'adjudication ait annulé rétroactivement la première vente) « n'a sur l'immeuble aucun droit antérieur à l'adjudication, qu'il n'entre en jouissance, ne paye les intérêts de son prix et par une conséquence nécessaire ne peut réclamer les fruits que du jour de cette adjudication. » Et ce n'est qu'à titre subsidiaire que l'arrêt ajoute avec quelque hésitation « que si elle (l'adjudication) résoud le contrat volontaire, cette résolution ne porte « que sur l'immeuble et n'atteint pas les fruits mobilisés au fur et à mesure de leur perception ».

2. Alger, 3 févr. 1906, sous Cass. Req., 26 févr. 1908. S. 1909.1.461. Attendu que s'il est admis en principe que les fruits perçus par l'acheteur lui sont acquis en raison de sa possession légitime et sont représentés par les intérêts de son prix, l'acheteur remet bien, la condition résolutoire survenant, les choses dans l'état antérieur à la résolution, en restituant l'immeuble, objet du contrat franc et quitte de toute charge et en payant les intérêts du prix de cet immeuble qui sont la représentation des fruits qu'il a produits ; Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que ni les adjudicataires, ni leur sous-acquéreur Zenon, ne doivent les fruits qu'ils ont perçus, mais uniquement les intérêts de leur prix.

priétaire intérimaire, et il donne deux motifs : 1^o l'acquéreur intérimaire doit les intérêts de son prix, il est donc juste qu'il conserve en compensation les fruits ; 2^o la possession qu'il exerce est une *possession légitime*.

Cette notion de la possession légitime nouvelle jusqu'ici doit retenir notre attention. Elle a été émise par M. Glasson (1) dans une note au recueil Dalloz. Pour soutenir que les fruits ne doivent pas être restitués, M. Glasson prétend que toute condition « n'en contient pas moins un terme (2), or le propriétaire à terme fait certainement les fruits siens ». En outre, M. Glasson ajoute : « La rétroactivité s'applique plutôt au droit qu'au fait, et la jouissance est plutôt de fait que de droit ; on ne peut pas nier non plus que l'acquéreur surenchéri a été sinon possesseur de bonne foi, du moins possesseur légitime, c'est à-dire en vertu de son droit de propriété (3). »

La notion de possession légitime est une notion distincte de celle de possession de bonne foi. La possession de bonne foi est une possession qui s'exerce en vertu d'un titre avec la croyance que l'on est devenu propriétaire incommutable, bien que la propriété en fait n'ait pas été transmise. La possession légitime est une possession qui s'exerce, elle aussi, en vertu d'un titre de propriété, mais, et c'est là la différence avec la possession de bonne foi, la propriété a été réellement transmise. Toutefois l'acquéreur sait qu'un événement ultérieur pourra surgir qui détruira cette propriété.

L'acquéreur sous condition résolutoire est donc moralement à la fois dans une situation meilleure et moins bonne

1. Glasson, note sous Req., 13 déc. 1887. D. P. 88.1.338.

2. Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette idée, *supra*, p. 43 et s.

3. Ces deux arguments ont été reproduits par M. l'avocat général Matter dans une note sous Civ., 18 nov. 1924. D. P. 1925.1.25.

que le possesseur de bonne foi : meilleure, car il a la propriété qui, réellement lui a été transférée, moins bonne, car il sait que sa propriété intérimaire peut disparaître à la réalisation de la condition.

Ces différences sont telles qu'il est impossible d'assimiler ces deux possessions l'une à l'autre, et de dire que l'acquéreur surenchéri conserve les fruits intérimaires parce qu'il est de bonne foi. Mais en réalité il y a une idée commune qui les relie. Qu'elle soit légitime ou de bonne foi, la possession est le moyen grâce auquel on jouit d'une chose. Or, dans l'un et l'autre cas, c'est ce phénomène de la jouissance qui ne peut donner lieu à restitution, car la rétroactivité, dit M. Glasson, « s'applique plus au droit qu'au fait et la jouissance est plutôt de fait que de droit ». Cette idée est juste. La rétroactivité ne peut s'appliquer que là où elle est possible. Or, quand une chose a été détruite, toute restitution devient impossible.

Qu'on se trouve en présence d'une œuvre d'art devant laquelle on éprouve de grandes joies artistiques, en présence d'un meuble dont on s'est servi pour sa commodité, il y a un fait qu'on ne peut matériellement pas restituer. N'en est-il pas de même des fruits qui ont été consommés. Il y a moins à considérer les sommes d'argent perçues que l'utilité et la jouissance qu'elles ont permises. Les fruits constituent la manière dont on jouit de la chose, dont on est possesseur, disons plus nettement, ils sont représentatifs de cette jouissance.

Ces développements font apparaître l'idée suivante : de sa nature même la condition résolutoire ne peut s'appliquer aux faits de jouissances, ni aux fruits dont la perception et la consommation sont le mode de jouissance. Et cela est si vrai que, même si la jouissance n'a pas été légitime, il ne peut pas non plus y avoir restitution de cette jouissance, ni par conséquent des fruits. Ceux-ci consom-

més ne seront pas rendus. Mais dans ce cas la somme versée par le débiteur, constituera des dommages intérêts d'une valeur égale ou même supérieure à celle des fruits touchés (1).

Ainsi, on en arrive à dégager la notion de jouissance sans même la lier au fait de possession et à poser la règle que les jouissances ne se rapportent pas.

Telle est la solution adoptée pour les biens frugifères par un arrêt récent de la Chambre civile de la Cour de cassation du 18 mars 1924. Dans l'espèce il ne s'agissait plus d'une surenchère du 1/10 comme en 1865, ni d'une folle enchère comme en 1906, mais d'une surenchère du 1/6. Les délais dans ce cas sont de 8 jours ; mais l'adjudication ayant eu lieu dans les derniers jours de juillet 1914, ces délais avaient été suspendus en vertu du décret du 10 août suivant. Le droit de surenchérir n'avait été exercé qu'après la guerre. Si l'adjudicataire intérimaire avait été condamné à restituer les fruits, il aurait été obligé de payer une somme énorme. Or l'arrêt précité (2) pour déclarer explicitement que les fruits ne devaient pas être rapportés n'a pas fait appel à la notion de possession légitime, il a simplement déclaré que l'effet rétroactif de la condition résolutoire est sans effet « sur les actes de jouissance et « d'administration exercés ou passés par l'adjudicataire « lorsqu'ils ont lieu sans fraude ».

1. Aubry et Rau, t. 4, § 302, texte et note 77, p. 124 et t. 2, 5^e édit., § 206, note 4, p. 407 ; Demolombe, t. XXV, n^o 541, dernier paragr., p. 513.

2. Civ., 18 nov. 1924. S. 1925. 1. 193, note Tissier et D.P. 1925. 1. 25, note Matter. « Attendu que l'adjudicataire exposé à une surenchère doit être considéré comme un acquéreur sous condition résolutoire ; que l'acquéreur d'un immeuble sous condition résolutoire jouit de tous les droits et bénéfices appartenant au propriétaire dont le titre n'est soumis à aucune cause de résolution ; que de même qu'il supporte les risques de la chose et qu'il est tenu de payer les intérêts du prix, il a le droit d'en user et d'en percevoir les fruits tant que la condition est en suspens ; que si elle s'accomplit, le droit de l'adjudica-

En matière de rente viagère constituée à titre onéreux, les mêmes idées qui viennent d'être exposées ont déterminé les jurisconsultes à décider que les arrérages n'étaient pas restituables au cas de réduction du contrat (1). Et il y a lieu de souligner l'unanimité des auteurs à ne pas admettre en cette matière l'effet absolu de la condition résolutoire, c'est-à-dire à ne pas admettre la restitution réciproque du capital et des arrérages.

En cette matière, le principe suivi est celui de la remise en état des parties toutes les fois seulement qu'elle est possible. C'est pourquoi le débirentier (2) qui n'a pas versé les arrérages restitue (3) au crédirentier l'immeuble ou le capital aliéné ; dans ce cas la remise en état est possible (4). L'immeuble peut de nouveau être retransféré. Mais au contraire le débirentier ne doit pas restituer

taire surenchéri est rétroactivement anéanti ; mais que si cet effet rétroactif fait tomber, sauf disposition spéciale de la loi, tous les droits réels qui ont été consentis sur l'immeuble, il est sans influence sur les actes de jouissance et d'administration exercés ou passés par l'adjudicataire lorsqu'ils ont eu lieu sans fraude. »

v. enc. *Rep. Carpentier*, v^o *folle enchère*, n^o 251 : Paris, 11 juillet 1829 ; Bachelier, S. chr. ; Riom, 12 juillet 1838. S. 1839.2.338 ; Bourges, 25 mars 1872. S. 73. 2. 278 ; D. 73. 2. 151.

1. Des difficultés, relatives au point de savoir si en dehors des cas prévus par le Code des clauses résolutoires peuvent être insérées dans les contrats de rente viagère, sont nées de la rédaction même du texte de loi. En effet, l'article 1977 qui déclare résolu le contrat lorsque le débiteur n'a pas constitué les suretés, semble un texte exceptionnel en présence de l'article 1978 qui prévoit, en cas du non paiement du prix, non pas la résolution du contrat, mais seulement le droit pour le crédirentier de faire vendre l'immeuble et de prélever sur le prix de vente les arrérages qui lui sont dus ou qui lui seront encore dus dans l'avenir. Sans entrer dans ces discussions qui sont complètement hors du sujet de cette étude, rappelons que depuis longtemps on a admis qu'une clause résolutoire pouvait être valablement insérée dans un contrat de rente viagère. Civ., 23 août 1843, S. 43. 1. 892 ; D. P. 43. 1. 385.

2. Poitiers, 18 novembre 1907. D.P. 1908.2.167.

3. Lorsque par une dérogation conventionnelle à l'article 1978, le pacte commissaire a été prévu au contrat.

4. V. Pont, t. I, n^o 745, p. 379 (petits contrats).

les fruits de l'immeuble ou du capital qu'il restitue (1), ni le rentier ne doit rembourser le montant des arrérages qu'il a touchés (2).

Le crédirentier ne doit pas restituer les arrérages, disons-nous. Un arrêt de la chambre des requêtes du 13 mars 1888 (2) s'est fondé pour le décider sur l'idée de possession de bonne foi. Mais c'est là une erreur, car il n'y a pas de possession de la part du crédirentier. Aussi ce motif a été critiqué par M. Lacoste, l'annotateur qui, pour justifier la décision de la chambre des requêtes, s'est fondé sur la volonté des parties, ou plutôt il dit que ce serait aller contre la volonté des parties que de soumettre les arrérages à la restitution (col. 2).

Se rapprochant beaucoup plus de notre interprétation un arrêt de la cour de Caen (3) proclame que l'effet rétroactif de la condition résolutoire ne pouvait s'appliquer à certains phénomènes ou événements qui, une fois accomplis, ne peuvent plus renaître.

Pendant tout le temps, en effet, que le débiteur a servi les arrérages de la rente il a eu « en sa faveur, dit l'arrêt de la Cour de Caen précité, des chances favorables d'extinction de la rente dont il eut profité si elles eussent tourné pour lui. Les arrérages qu'il a payés ou dû payer ont donc été le prix de ces chances ». Dès lors une conclusion s'imposait. Les arrérages de la rente viagère payés jusqu'à la résolution du contrat ne sont pas restituables, et même ces arrérages sont dus jusqu'à la résolution du con-

1. V. S. au *Rep. D.*, v° *Rente viagère*, n° 75 ; Pont, t. 1, n° 747 *in fine* ; Troplong, t. XV, n° 302.

2. Grenoble, 13 ou 31 janv. 1887 et sur pourvoi ; Req., 13 mars 1888, D. 88. 1. 357° et S. 90. 1. 170, note Lacoste.

3. Caen, 16 déc. 1843, D.P. 44. 2. 90. V. égal. même sens Dijon, 22 janv. 1847, S. 48. 2. 206.

trat. Telle était d'ailleurs la doctrine enseignée par Pothier (1).

L'autre événement impossible à ressusciter, c'est la consommation des fruits. D'après Pont (2) qui suit l'ancien droit, la rente viagère constitue un être moral qui produit des fruits. Or, dans notre droit les arrérages ont bien le caractère de fruits, puisque l'article 584 leur confère cette qualité et que l'article 588 donne à l'usufruit le droit de les percevoir sans restitution. Dès lors, si les arrérages ont le caractère de fruits produits par l'être moral, il y aurait lieu de leur appliquer la doctrine rappelée tout à l'heure, à propos des biens frugifères : représentatifs d'une jouissance, ils ne se restituent pas.

D'ailleurs, a-t-on besoin, pour invoquer l'idée de jouissance de la présence d'un élément stable producteur de cette jouissance et ne peut-elle pas exister sans cet élément producteur ? Si cela était vrai, comme nous allons le voir dans la suite, on n'aurait pas besoin de recourir à ce subterfuge pour décider de la non restitution des fruits. C'est ce que l'étude des contrats successifs va faire apparaître. Ici on ne peut plus dire qu'il existe un être moral producteur de fruits.

Les contrats successifs sont des contrats dont l'exécution a lieu non trait pour trait, mais se renouvelle sans cesse parce que cette exécution engendre des prestations périodiques ; le bail en est un exemple. Or, un contrat, comme

1. Pothier, (*Contrat de constitution de rente*, n° 230) : « Les arrérages sont le prix du risque, dit-il, et le risque a eu lieu jusqu'à la résolution du contrat. » V. dans ce sens., *Rep. prat. D.* v° *Rente viagère*, n° 74 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. 6, n° 390, n° 92, texte et note 13, 14 et 24 ; Pont, *Des petits contrats*, t. 1, n° 747, p. 380 et s. ; Guillouard, n°s 201 et 202 ; Civ., 2 déc. 1856, D. 56. 1. 443 ; Req., 26 mai 1868, D. P. 68. 1. 492 et S. 69. 1. 76 ; Trib. civ. Nancy, 2 août 80, D.P. 81. 3. 86 ; Riom, 17 mai 1887, cité D. *Suppl.* v° *Rente viagère*, n° 67 ; Dijon, 9 déc. 1903, D. P. 05. 2. 233 note Percerou et S. 07. 2. 73, note Demogue qui critique Percerou.

2. Pont, *Des petits contrats*, n° 670.

le bail qui engendre des obligations successives est un contrat, qui a pour objet des échanges de jouissances. L'usage d'une maison procure une jouissance (1) ; si elle est inutile à l'habitation du propriétaire, il est normal qu'il la donne en location, c'est-à-dire qu'il échange cette jouissance contre des prestations périodiques (le loyer) qui permettront d'autres jouissances. C'est pourquoi on intitule le droit du preneur et du propriétaire sur l'objet loué un droit de jouissance, bien que ces jouissances s'exercent de part et d'autre d'une manière différente.

Etil y a lieu de souligner que doctrine et jurisprudence s'accordent pour décider que la résolution d'un contrat de bail n'a d'effet que pour l'avenir et ne porte pas atteinte au passé. Ici encore la résolution ne s'applique pas aux phénomènes de jouissance.

On en a donné deux raisons.

1° La condition résolutoire agirait comme terme, dit Larombière (2), et la Chambre des Requêtes (3) se rallie en somme à cette opinion en décidant que la condition résolutoire opère moins une résolution proprement dite que la cession ou la dissolution d'un contrat. Ce motif a déjà été critiqué et rejeté, aussi il est inutile d'y revenir.

2° Mais un deuxième argument a été mis en avant. Les faits passés, dit-on, ne peuvent être l'objet d'une remise en état. Telle est également la doctrine de la Chambre des Requêtes (4) dans son arrêt précité lorsqu'elle décide que « la condition résolutoire opère moins une résolution proprement dite que la cessation ou la dissolution du con-

1. Aubry et Rau, 5^e édit., t. 5, § 365, p. 283.

2. Larombière, *op. cit.*, n° 72, sur 1183.

3. Req., 8 nov. 1882. S. 84.1.333; D. P. 1883.1.307. — V. égal. Demolombe, t. XXV, n° 464 à 469 et principalement n° 469.

4. Req., 8 nov. 1882 précité; Aubry et Rau, t. 5, 5^e éd., § 369, p. 348 texte et note 9 *bis* et § 302, n° 4. — V. égal. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du louage*, éd. 1906.1.1891 et Req., 23 juin 1873. D. P. 74.1.218.

« *trat qui continue de régler les faits antérieurement acquis* ». Larombière (1) déclare de son côté : « *Il y a des faits accomplis au moment où la condition arrive. Le passé n'est pas effacé.* »

Cela se comprend, il est impossible au locataire de rendre la jouissance qu'il a éprouvée et l'utilité qu'il a retirée du fait d'avoir habité les lieux. L'impossibilité de restitution est matérielle et il en est de même du propriétaire qui a aliéné ses loyers pour subvenir à ses besoins quotidiens.

Or, ces actes de jouissance, il faut le souligner, sont de même nature que les actes de jouissance visés par l'arrêt de la Chambre civile du 11 novembre 1925 précité en matière de surenchère. Certes le droit du preneur et celui de l'acquéreur sous condition résolutoire, sur le bien frugifère sont différents, puisque l'un est un droit personnel et l'autre un droit réel. Mais envisagé au point de vue de la jouissance, leur droit est identique ; physiologiquement, physiquement, l'acte de jouissance du preneur ou de l'acquéreur est exactement le même. Il n'y a pas deux manières de jouir d'une chose ; il y aura toujours un phénomène de consommation qui, une fois produit, rend impossible toute remise en état. C'est ce fait auquel l'effet rétroactif de la condition résolutoire se heurte. Etant une fiction elle s'applique au domaine du droit, elle ne peut pas être appliquée au domaine du fait. C'est pourquoi les actes de jouissances ne peuvent être frappés par l'effet rétroactif de la condition résolutoire. Que ces actes de jouissances aient été accomplis par un acquéreur sous condition résolutoire ou un bailleur ou un locataire, leur situation est à ce point identique que les auteurs ou les arrêts, pour la caractériser, se sont servis tout naturelle-

1. Larombière, *op. cit.*, n° 72 sur 1183.

ment de la même expression de « faits acquis » ou de « faits antérieurement accomplis ».

Nous arrivons donc à cette conclusion que dans les contrats à titre onéreux, les jouissances ne sont pas restituables et que les fruits étant représentatifs de ces jouissances, l'action en résolution n'est pas rétroactive à leur égard.

Cette conclusion est très générale, elle s'applique non seulement dans le cas de contrat dont l'objet est un bien frugifère, mais aussi dans le cas où le contrat a pour objet un échange de jouissances, en l'absence de tout transfert de l'élément frugifère d'un patrimoine dans l'autre.

Vainement, pour soutenir que l'impossibilité matérielle de restituer les fruits du bien donné n'existerait pas, tire-t-on argument du prêt de consommation et du quasi-usufruit, et dirait-on : dans tous ces cas, quasi-usufruit, prêt, fruits intérimaires, la question est la même ; il s'agit de choses qui se pèsent, se mesurent et se comptent ; et, il suffit pour que la restitution ait lieu de rendre les objets en même qualité et en même quantité, en vertu de l'article 587 du Code civil.

Cette argumentation n'est cependant pas exacte. Dans le quasi-usufruit et le prêt de consommation, la chose qui forme l'objet du contrat est constituée par une prestation unique et non par une série de prestations périodiques. Par ce fait même, elle est livrée comme un capital et non comme des fruits et *ne constitue pas une jouissance dans le sens que nous préciserons plus tard*. Or, dès qu'il s'agit de prestations périodiques, il n'y a plus lieu à restitution. C'est ce qu'a jugé en effet la Cour de cassation le 19 janvier 1857 (1) en décidant qu'on doit « attribuer à l'usufruitier (d'un bail) tous les bénéfices obtenus par l'exploitation du

1. Cass. Req., 19 janv. 1857. *Pand. fr. chr.* III.1.321 ; D. P. 59.1. 279 et v. la note sous l'arrêt attaqué Montpellier, 13 mars 1856. D.P. 57.2.160.

bail à ferme pendant le cours de l'usufruit et reconnaître qu'il ne doit restituer à la fin de l'usufruit que le droit au bail à ferme si celui-ci existe encore. Dans ces conditions, la veuve usufruitière a dû recueillir et faire siens tous les bénéfices obtenus par l'exploitation du bail à ferme tant que son usufruit a duré ». Ainsi, dans cette hypothèse, la Cour suprême a écarté l'application de l'article 587 du Code civil précité.

D'autre part, même dans le prêt ou le quasi-usufruit, il y aura toujours un élément qui ne sera jamais restitué : l'utilité créée par la chose livrée. On dira peut-être que l'emprunteur aura satisfait à son obligation en rendant à son prêteur des grains de blé de même poids et de même qualité. Mais l'examen approfondi de la situation montre que l'ensemencement ou la fabrication du pain que ce prêt a permis ne seront jamais détruits par la condition résolutoire (1). Malgré son effet absolu et qui ne peut être affaibli ici par aucune considération, il y aura toujours une partie de l'opération à rescinder qui échappera à son application intégrale et cela en raison de la nature même des choses.

* * *

Nous avons essayé de dégager dans les pages qui précèdent la raison profonde qui doit déterminer le juriste à déclarer les fruits et revenus non restituables. Cette raison se ramène à l'idée de jouissance. En matière de résolution, de rapport et de réduction, les fruits dans les donations de fruits et revenus ne seront pas restitués parce qu'ils sont représentatifs d'une jouissance. Mais cette règle doit-elle être une règle impérative ou interprétative, autrement dit

1. Sur l'existence de la condition résolutoire dans le contrat de prêt, *D. Rép. prat.*, V° *Prêt*, n° 133; Guillouard, *Code Napoléon, contrat de prêt*, n° 32; *Trib. civ. Seine*, 26 janv. 1893. *Gaz. Pal.*, 93.1.168; *Bruxelles*, 21 déc. 1853 *Pasic.* 54.2.279; Aubry et Rau, § 396, n. 9.

peut-on laisser aux parties la liberté de l'appliquer ou de ne pas l'appliquer.

Pour trancher cette difficulté, il faut reprendre une partie de la question.

Cet abandon de jouissance est fondé, certes, sur la volonté commune des parties qui entendent bien que le donataire ne soit pas ruiné par une restitution de nombreuses années de jouissances, mais surtout par la volonté du donateur qui livre les jouissances sans esprit de retour, parce que ces revenus sont destinés à la consommation et parce que le donateur cherche à ne rentrer en possession par le rapport, la réserve et la résolution que de l'élément stable de sa fortune.

Mais le non retour des fruits n'est pas fondé seulement sur la volonté des parties. Il est fondé également sur la loi. La loi d'une manière impérative a réglé la réserve héréditaire. Or, elle a réglé avec le même caractère impératif le sort des fruits qu'elle a dispensés de restitution. La même raison demeure toujours que cette partie du patrimoine est destinée à la consommation et en fait, sauf affectation différente du propriétaire, les fruits se trouvent détruits quand il sont destinés à la consommation.

D'ailleurs pour certains auteurs et certains arrêts le même caractère impératif se retrouve dans l'article 856 du C. civ. MM. Aubry et Rau (1) se fondent pour déclarer que le donateur ne peut obliger le donataire à rapporter les fruits, sur le consentement mutuel des parties qui ont inscrit cette dispense de rapport comme condition de la donation. Cela reviendrait à dire que le rapport des fruits pourrait avoir lieu avec le consentement du donataire. Mais MM. Colin et Capitant (2) avec la jurisprudence (3)

1. Aubry et Rau, § 631, texte et note 43.

2. Colin et Capitant, t. III, éd. 1925, p. 550.

3. Trib. Rodez, 15 fév. 1869, S. 69.2.303 ; trib. Montpellier, 2 déc. 1869, D. P. 74.5.68 et S. 70.2.171 et tribunal de Marseille, 17 janvier

vont plus loin que MM. Aubry et Rau. L'article 856 est tellement impératif à leur avis, que le donataire ne pourrait même pas consentir au rapport. « La clause, disent-ils, par laquelle le donataire s'engagerait à rapporter les revenus de la chose par lui reçue en avancement d'hoirie porte atteinte au principe de l'interdiction des pactes sur succession future, en ce qu'elle pourrait avoir pour résultat de contraindre ultérieurement le successible à répudier la succession du donateur. » Aussi concluent-ils que l'article 856 est un texte impératif.

Nous partageons cette manière de voir : car au fond l'idée de M. Capitant revient à la nôtre ; c'est toujours l'idée de destruction de fruits qu'on ne peut pas rapporter en fait sans détruire son propre capital, et ainsi cette restitution dépasse le but poursuivi par le rapport. C'est pourquoi le caractère impératif de cette règle doit également gouverner la non-restitution des fruits dans la condition résolutoire où le même raisonnement vaut. Quand M. Glasson déclare que la question de la rétroactivité est plus de droit que de fait, il entend par là et avec raison, selon nous, que les règles de droit ne peuvent faire abstraction des conditions matérielles dans lesquelles les hommes vivent. Les lois physiques qui régissent l'existence humaine ont leur répercussion et leur écho dans le domaine du droit. Elle est l'un des éléments du problème dont il faut tenir compte pour établir ou appliquer une règle de droit.

1925. *Gaz. Pal.*, 1925.1.582 commenté dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, par M. Savatier, 1925, p. 398.

SECTION II

Analyse de l'idée de jouissance. Rôle de la volonté de l'homme dans la détermination des capitaux et des fruits et revenus.

Ainsi l'idée qui a été dégagée dans les pages précédentes est celle de jouissance. Si les fruits ne sont pas rapportables, réductibles ou restituables, c'est qu'ils correspondent à la jouissance du bien donné, jouissance anticipée du patrimoine (rapport et réduction), jouissance intérimaire (résolution) ; nécessité est donc de serrer de plus près qu'on ne l'a fait cette idée de jouissance parce qu'elle serait susceptible de fournir le critérium recherché auquel on puisse reconnaître les fruits des capitaux.

Le phénomène de la jouissance est lié à un autre phénomène : celui de la succession de temps : jouir ne peut être le fait d'une opération trait pour trait, tels la vente, l'échange. Psychologiquement et physiologiquement il est nécessaire que l'individu entre en contact avec la chose, et qu'il éprouve des sensations, un plaisir, qu'il ressente une utilité, autrement dit qu'il reçoive la satisfaction de besoins qui se renouvellent. Et il y a une coïncidence remarquable dans l'ordre de la nature entre les besoins successifs (1) de l'homme et les fruits qui renaissent périodiquement du sol pour satisfaire avec le même synchronisme, ses besoins. On voit donc l'impossibilité de concevoir le phénomène de la jouissance sans durée.

Au point de vue juridique, jouir d'un patrimoine ou d'un bien, ce sera en tirer profit pour soi pendant une

1. Voir Labbé, note sous Cass. req., 14 mars 1877. S. 78.1.7, col. 3.

certaine période. Ce sera appliquer les ressources périodiquement renouvelées du patrimoine ou du bien par leur consommation à la satisfaction des besoins qui renaissent sans cesse. Et la distinction entre les fruits et revenus, est celle que l'on a déjà proposée (1), les fruits sont les pro-

1. « Le *revenu*, c'est l'évaluation en argent des ressources périodiques d'un patrimoine, abstraction faite de leur origine et de leur individualité. Le *fruit*, au contraire, est l'une des ressources périodiques d'un patrimoine, considérée en elle-même, en tenant compte de ses caractères propres, de son individualité et de son origine. » Croizat, *op. cit.*, p. 70. Bertheaut, *op. cit.*, p. 37. Cette distinction n'est pas arbitraire ; bien que les auteurs précités ne l'ont pas mis en relief dans leur ouvrage, elle trouve son fondement dans le Code civil lui-même.

En effet, le Code civil emploie le mot « fruits » pour désigner les produits périodiques d'une chose prise individuellement. C'est ce dont on peut se rendre compte en lisant les articles 547, 2102, 126, 549, 555, 582 et s., 604, 630, 635, 856, 928, 958, 962, 1014, 1015, 1378, 1401, 1549, 1568, 1570, 1577, 1578, 1579, 1630, 1652, 1682, 1697, 1841, 1936, 2085 et s., 2176, du Code civil.

Au contraire, il use du mot « revenus » pour désigner les produits réguliers d'un patrimoine, c'est-à-dire l'ensemble des biens pris dans leur universalité. L'article 127 le prouve : « Ceux qui, par suite de l'envoi provisoire auront joui des biens de l'absent ne seront tenus que de lui rendre le cinquième des revenus s'il reparait avant quinze ans révolus, depuis le jour de sa disparition, et le dixième s'il ne reparait qu'après les quinze ans. Après trente ans d'absence, la totalité des revenus leur appartiendra. » V. également articles 259, 280, 301, 365, 455, 681, 510, 729, 1401, 1442, 1527, 1534, 1537, 1549, 1575.

Toutefois, on trouve le mot « fruits » pris dans le sens abstrait de produits du patrimoine (art. 130, 138, 729, 1401, 1498, 1530, 1539). Mais lorsque le mot fruits est pris dans ce sens, il est accompagné la plupart du temps du mot « revenus » qui précise sa portée. C'est ainsi que l'expression « fruits et revenus » se retrouve dans les articles 720, 1401 et 1498 du Code civil. Dans l'article 130, le mot « fruits » est expliqué par le mot « revenus » employé dans l'article 127, auquel l'article 130 renvoie expressément. Dans l'article 1539, le mot « fruits » qui a un sens général se retrouve éclairé par le mot jouissance, que cet article 1539 emploie également. Il n'y aurait guère que l'article 138 à se servir du mot fruits, employé seul et dans un sens général.

De même, on trouve parfois le mot « revenus » qui s'emploie dans le sens restreint de produits périodiques d'un bien (art. 1652, 2165, 2210), mais dans ces articles, le mot « revenus » signifierait plutôt

duits d'un bien déterminé ; les revenus, l'ensemble des biens produits par un patrimoine ; et, fruits et revenus remplissant la même fonction : satisfaire les besoins de l'homme.

Ici apparaît le rôle de la volonté du propriétaire. A l'intérieur de son patrimoine, il trouve une séparation très nette entre le fonds producteur, l'élément stable et permanent de sa fortune et la partie corruptible destinée à la consommation immédiate pour la satisfaction de ses besoins. Mais si les fruits et revenus par leur nature sont destinés à la consommation et si le propriétaire peut, par sa propre volonté, maintenir cette destination, il peut aussi par un aménagement et un effort de cette même volonté, qui se traduit par une activité et un travail de sa part, les agréger à la partie stable de sa fortune, c'est-à-dire les transformer en capitaux. De même, le propriétaire peut encore, par une destination différente, désagréger le fond stable de sa fortune et le transformer en éléments périodiques qui viendront satisfaire ses besoins sans cesse renouvelés. Par cette opération, le propriétaire transforme des capitaux en jouissances, en fruits et revenus.

Ce pouvoir de l'homme ne saurait être contesté. L'homme est libre de gérer sa fortune comme il l'entend. Il jouit à cet égard de la pleine autonomie de sa volonté et de la pleine indépendance de sa liberté. C'est là une simple constatation que nous faisons et qui ne peut être

les produits périodiques habituels d'un immeuble et s'opposerait aux fruits qui seraient les produits périodiques annuels effectivement échus et perçus.

De l'examen de ces textes, on peut en déduire qu'à part quelques exceptions qui s'expliquent par le fait que ses rédacteurs ne sont pas partis d'un principe voulu et réfléchi, le Code civil, dans sa généralité, réserve le mot « fruits » aux produits périodiques d'un bien, et le mot « revenus » aux produits périodiques de l'universalité des biens d'un patrimoine. Ce qui donne une base juridique à la théorie de MM. Bertheaut et Croizat.

déniée. Elle a sa portée juridique dans la transformation des capitaux en fruits ou de fruits en capitaux. C'est ce qu'affirment d'éminents auteurs. M. Jèze (1) dit, en effet : « La volonté humaine a le pouvoir de déterminer ce qui est fruit et ce qui est capital ». M. Demogue (2) déclare qu'il faut traiter les sommes d'après la qualité que les parties ont entendu leur donner. M. Labbé (3) déclare que la volonté humaine a une part dans la détermination de ce qui est fruit. Enfin, M. Croizat (4) a démontré dans son ouvrage précité l'influence et le rôle de la volonté de l'homme dans la détermination des fruits et revenus d'une part, et capital d'autre part. Et cet aménagement s'imposera aux héritiers. Si le défunt a transformé des fruits en capitaux, ils se partageront ces derniers. S'il a transformé des capitaux en jouissances, qu'il a consommées, ils devront s'incliner devant le fait accompli, n'ayant aucun moyen de le modifier.

C'est en vain qu'on objecterait que des limites sont placées au pouvoir qu'a l'homme de transformer ses capitaux en revenus et qu'on invoquerait les dispositions du code et de la jurisprudence qui permettent de mettre un frein aux dissipations du prodigue, précisément dans le cas seulement où il a entamé son capital (5).

En effet, la destruction du capital ne suffit pas pour doter le prodigue d'un conseil judiciaire. Il faut en outre que la dépense soit folle (6). « Les dépenses du prodigue,

1. Jèze, *La Distribution des revenus (Revue de science et de législation financière)*, 1923, p. 221.

2. Note au S. 1907.2.74, col. 3 et p. 75, col. 1.

3. Labbé, note S. 78.1.5, sous Req., 14 mars 1877.

4. Croizat, *op. cit.*, p. 214.

5. Paris, 31 janvier 1894. D. P. 94.2.233, note Planiol; Paris, 25 mars 1897. D. P. 97.2.287.

6. Planiol, note 3 et 4. D. P. 94.2.233; Baudry-Lacantinerie et Houques-Fourcade, t. I, p. 805; Colin et Capitant, I, p. 604; Portalis, voir Loqué, VII, 331.

dit M. Planiol, sont de folles dépenses inspirées par le caprice, « par le jeu et par les passions ».

Le simple rappel du caractère que doit présenter la dépense du prodigue montre qu'on ne peut tenter aucune assimilation entre la situation que nous envisageons et la prodigalité.

Dans le premier cas, il y a aménagement volontaire, il y a œuvre d'une volonté raisonnable et réfléchie. Dans le second cas, au contraire, il y a dépense irréfléchie, ruine, destruction d'un capital pour l'assouvissement immédiat d'une passion. Dans le premier cas, il y a désir de s'assurer un revenu plus élevé par l'aliénation d'un capital de manière à vivre plus largement. Au contraire, dans le deuxième cas, la destruction du capital ne correspond pas à un aménagement rationnel par la création d'un revenu périodique, puisque ce capital est immédiatement perdu sans retour. Avec raison la loi protège le prodigue et lui enlève une partie de l'exercice de sa volonté, parce qu'en réalité, cette volonté est malade, et n'est plus complètement maîtresse d'elle-même.

On ne peut donc pas assimiler la transformation réfléchie d'un capital en revenus à la prodigalité ni au point de vue du mobile qui l'a inspirée, ni du but qu'elle réalise.

De ces explications, il résulte que dans l'aménagement d'une fortune, le rôle éminent est joué par la volonté du propriétaire, que ce dernier respecte la distinction naturelle des capitaux et des revenus, soit qu'il la maintienne sciemment, ou bien qu'il modifie cet aménagement en transformant des capitaux en jouissances ou des jouissances en capitaux.

Ces développements feront saisir le critérium auquel pourront se distinguer fruits et revenus ; la jouissance est liée, avons-nous dit, à la succession de temps et à la pério-

dicité. Par conséquent, en l'absence de périodicité, les sommes d'un patrimoine n'offriront nullement le caractère de fruits. Cette idée a été dégagée par M. Croizat dans son livre où il déclare que la périodicité des sommes, même avec altération de la substance génératrice, est le critérium auquel on reconnaît un fruit. Aussi peut-on affirmer qu'en dehors de toute périodicité il ne peut y avoir de fruits, parce que les sommes ainsi données ne peuvent satisfaire des besoins qui se renouvellent périodiquement chez l'homme.

Si la périodicité des sommes produites est nécessaire, elle ne suffit pas cependant pour qu'on puisse reconnaître la présence de fruits. Il faut en outre l'affectation des sommes à la satisfaction des besoins. Lorsque des sommes originairement fruits dans le patrimoine du propriétaire sont systématiquement et périodiquement transformées en capitaux, elles perdent à l'intérieur de ce patrimoine, leur caractère primitif. Elles n'ont pas été affectées à la jouissance comme leur vocation naturelle le comportait, mais étant destinées à être agrégées au fonds producteur, on ne peut plus les considérer, malgré leur périodicité, comme fruits ; ce sont des capitaux.

Tels sont donc, croyons nous, les deux signes auxquels on reconnaisse le fruit : périodicité, affectation à la jouissance ; en l'absence de ces deux éléments, il est impossible de dire qu'il y ait fruit.

Et d'ailleurs, ces deux éléments ne se réduisent-ils pas à un seul : la notion de jouissance en tant qu'elle implique nécessairement la périodicité et la destination des sommes données.

La conclusion qui se dégage est qu'il faut s'en référer pour distinguer les fruits et revenus du capital à un critérium subjectif : la volonté du disposant, c'est-à-dire à la qualité, comme l'appelle M. Demogue, des sommes données

et non plus à l'origine de la somme, critérium objectif tout à fait insuffisant pour se rendre un compte exact des situations juridiques que comporte le problème des donations de fruits et revenus.

Ce sont ces principes que maintenant nous allons appliquer aux différentes donations de fruits et revenus avec une réserve, il est vrai, que nous signalons maintenant, mais qui sera définie dans les pages qui vont suivre.

SECTION III

Application du principe posé aux différentes donations dégagées par la jurisprudence.

Pour savoir si les donations de fruits et revenus pourront être dispensés de rapport, il faut qu'elles aient conféré une jouissance au donataire : en dehors de ce cas, elles devront être traitées comme des capitaux.

DONATIONS AYANT LE CARACTÈRE DE DONATIONS DE JOUISSANCES ET COMME TELLES DOIVENT ÊTRE CONSERVÉES PAR LE DONATAIRE.

- a) *Donations de fruits et revenus, prestations périodiques, fruits dans le patrimoine et du donateur et du donataire.*

Pour la facilité de l'exposé nous prendrons celles qui prêtent le moins à discussion. Ce sont les donations prestations périodiques, qui sont fruits dans le patrimoine du donateur et fruits dans le patrimoine du donataire.

Cette catégorie comprendra les constitutions d'usufruit ou renonciation à usufruit, que le nu propriétaire soit l'héritier lui-même ou un tiers, que l'usufruit soit conventionnel, testamentaire ou légal (art. 384 et 767), les rentes viagères sans altération de substance génératrice, les concessions ou abandons de revenus, les baux à vil prix, les rentes qui ont le caractère alimentaire ; mais ne rentrent pas dans les articles 203 et suivants du Code civil c'est-à-dire celles qui ne présentent pas un caractère obligatoire pour le donateur, et constituent bien un acte libéral de sa part ; et peu importe la forme sous laquelle ces rentes sont servies, en argent ou en nature, tel par exemple le fait pour un père d'héberger, de nourrir et de défrayer son successeur de tous les besoins de la vie journalière.

Dans tous ces cas il y aura dispense de restitution des fruits. L'hypothèse est absolument la même que celle qui consiste à donner un bien frugifère et à le soumettre ensuite au rapport (1) à la réduction ou à la révocation. N'y a-t-il pas jouissance anticipée d'une partie du patrimoine du donateur ? (2) Peu importe que le capital soit resté entre les mains du donateur. Le donateur a pu avoir pour but d'assurer lui-même la gestion totale de sa fortune, de faciliter le rapport en craignant les variations de valeur du capital entre les mains de son héritier : le donateur a pu prendre une mesure conservatoire contre son héritier dont l'esprit aventureux ne le rassurait pas, sans vouloir le priver toutefois de la jouissance anticipée de sa fortune. Il pouvait y avoir simplement une commodité plus grande pour le donateur dont la fortune ne permettait pas un fractionnement facile, correspondant exactement à la partie qu'il voulait conférer en avancement d'hoirie.

1. V. Note Labbé S. 86.2.147, col. 1.

2. C'est, nous semble-t-il, à cette idée qu'est référé avec juste raison le jugement du tribunal de Caen du 7 mars 1899. Rec. Rouen 1899. 2. 260.

Mais peu importe la raison qui a poussé le donateur à conserver entre ses mains l'élément stable de sa fortune. Les hypothèses envisagées au début de ce paragraphe sont celles de jouissance anticipée d'une partie du patrimoine ou d'un bien, puisque les sommes originairement revenus ont été maintenues dans cette destination, puisqu'elles ont été données à titre de jouissances et reçues comme telles par l'héritier.

Rapport, réduction, auront donc seulement pour effet d'éteindre le droit de jouissance du bénéficiaire. — La résolution n'aura pas d'autre effet non plus. Dans les donations de biens frugifères, nous l'avons vu, les fruits ne sont pas restitués par le donataire. Pourquoi en serait-il autrement dans les donations de fruits prestations périodiques qui n'ont eu pour objet qu'un transfert de jouissance sans altération d'un capital et sans accroissement de l'autre. Nous ne le voyons pas. Les développements antérieurs ne seront pas repris, mais ils trouvent ici leur conclusion définitive. Si les arrérages d'une rente viagère ne sont pas restituables, la raison en est non pas parce que la condition résolutoire agirait comme un terme, mais parce que les fruits ne se restituent pas, en raison du fait qu'ils sont représentatifs de la jouissance du donataire.

b) *Donations de fruits et revenus,
capital dans le patrimoine du donateur et fruits et revenus
dans le patrimoine du donataire.*

La même solution doit encore être donnée lorsque la donation résulte de l'aliénation d'un capital et de la transformation de ce dernier en prestations périodiques.

En effet, un propriétaire peut, nous l'avons vu, aménager sa fortune comme il l'entend, il peut donc transformer son capital en fruits. Les arrérages qu'il touche entre ses

main, à la suite de cette transformation, sont déjà vis-à-vis de lui des fruits qu'il affecte à la jouissance. S'il les donne en maintenant à ces arrérages leur caractère de jouissances périodiques, le donataire recevra des jouissances. *Il jouira d'une partie de la fortune du disposant, telle que celui-ci l'a aménagée.* Et comme les jouissances ne sont pas rapportables, réductibles ni restituables, il les conservera définitivement.

Une partie du capital du donateur, sera certes détruite. Mais le donataire en est-il responsable ? Cette transformation résulte de l'œuvre du donateur, le successible n'en peu mais, et il est impossible de faire peser sur lui la conséquence de cette transformation qui s'est opérée en dehors de lui, à son insu, qu'il n'a ni recherchée, ni provoquée. C'est ce qu'avaient décidé très justement, la Cour de Douai le 26 janvier 1861 (1) et le tribunal de Saumur le 2 janvier 1896 (2).

C'est à notre sens cette idée qui doit expliquer l'article 832 du Code civil, quand les dépenses d'entretien, de nourriture ont été payées à l'aide du capital. Si le successible est dispensé du rapport réel, du rapport fictif et de restitution (car ce texte s'applique non seulement en matière de rapport, mais aussi en matière de réduction et de révocation) il doit cette dispense de rapport au fait que le donateur lui a donné des jouissances, qu'il a reçu des jouissances qui, comme telles, ne sont pas restituables, et qu'il ne peut être responsable des transformations qu'a fait subir le donateur à sa fortune.

Vainement s'obstinerait-on à objecter : les institutions du rapport, de la réduction, de la résolution sont destinées à reconstituer le capital du donateur. Par conséquent,

1. Douai, 26 janv. 1861. S. 61.2.372. D. P. 61.2.235.

2. Tribunal de Saumur, 2 janv. 1896, réformé à tort, selon nous, par la Cour d'Angers, 23 juin 1897 ss. req., 2 mai 1899. D. P. 00.1.217.

nécessité serait, pour opérer cette reconstitution, de tenir compte à tout le moins des sommes prises sur les capitaux. Mais en vérité, cette reconstitution est impossible, car l'opération dépasserait le but qu'elle se propose. Ce serait en effet ruiner le bénéficiaire, car la donation l'obligerait, en détruisant une partie de son capital, à constituer un capital au donateur alors qu'il n'a reçu que des revenus. D'autre part, et nous nous répétons, les sommes données, avant même qu'elles aient été transmises au bénéficiaire avaient déjà le caractère de fruits dans le patrimoine du donateur, en raison de leur affectation. Par conséquent, restituer le montant de la donation serait restituer non pas un capital, mais un élément de fortune qui avait, par la volonté du disposant, le caractère de fruits dans son patrimoine et comme tel était destiné à la destruction. Aussi, cette restitution, si elle se faisait, annihilerait les pouvoirs du propriétaire d'aménager comme il l'entend sa fortune. Cette non restitution des fruits dans le cas de destruction du capital ne doit pas surprendre. Le droit en offre quelques exemples. Les produits d'une carrière, aménagés en produits réguliers et périodiques par le propriétaire et qui altèrent, comme dans notre hypothèse la substance génératrice, ne sont-ils pas acquis à titre de fruits à l'usufruitier et à la communauté conjugale qui ne sont redevables d'aucune restitution ?

Cependant, malgré le pouvoir absolu de l'homme de transformer sa fortune en fruits, c'est-à-dire en jouissance par la décomposition de cette fortune en éléments périodiques, une limite s'impose.

En effet, l'opération ci-dessus décrite ne sera valable que si elle ne nuit pas aux tiers, créanciers ou héritiers réservataires. Elle ne sera valable que si elle résulte d'une opération générale sans tentative de fraude à l'égard des tiers.

Nous verrons dans le chapitre réservé à l'action paulienne, qu'il ne faut pas considérer la distinction entre fruits et capitaux et nous indiquerons en particulier dans quel cas limité cette transformation de capitaux en fruits est opposable au créancier. Nous dirons que ce dernier ne peut exercer son action que lorsque la date à laquelle a été créée la rente viagère est postérieure à l'état d'insolvabilité du débiteur donateur (1).

En matière de réduction, cette transformation de capital en fruits ne sera pas opposable aux héritiers réservataires, dans le cas seulement où le défunt a eu pour but *déterminé* de faire tort aux cohéritiers de son bénéficiaire, ou à ses propres héritiers (lorsque le bénéficiaire n'est pas son successible), et ainsi par ce moyen de les priver d'une partie du capital qui devait leur revenir en vertu d'un droit, d'une vocation qu'ils tenaient directement de la loi.

En matière de rapport, la situation est un peu différente. Le défunt, il ne faut pas l'oublier, peut dispenser du rapport l'héritier bénéficiaire, mais il pourrait arriver, dans cette hypothèse, que le défunt n'ait pas voulu, malgré l'opération qu'il a effectuée, détruire l'égalité qui eut régné entre ses héritiers sans la transformation qu'il a faite dans son patrimoine. Dans ce cas, le juge devra rechercher si le défunt a voulu imposer le rapport, car normalement ces sommes en étaient dispensées.

Au fond, dans l'hypothèse que nous envisageons il n'y aura pas jouissance de la part de l'héritier de la fortune du donateur telle que celui-ci l'a aménagée ; mais bien plutôt avancement de sommes que l'héritier devra rapporter. L'opération constituera un prêt et le défunt n'aura pas cessé d'être créancier de son héritier (2).

Nous voyons donc que le défunt a la faculté d'aména-

1. Voir *infra*, p. 14 et s.

2. Comparer Nancy, 7 juill. 1873, ss. Cass. 28 juill. 1874. S. 75.1.299.

ger sa fortune comme il l'entend, mais que la transformation de capitaux en fruits sera ou non opposable aux héritiers suivant que l'opération a été faite par une volonté générale, sans idée préconçue et constitue seulement au regard du *de cujus* un aménagement de sa fortune. Dans cette hypothèse, le fait pour le donataire de bénéficier de cette fortune et la manière dont il en a profité, ne sont que *consécutives* à l'aménagement du propriétaire au lieu d'en être la cause. Le donataire a profité d'un état de fait créé par le défunt, il n'était pas maître d'aménager la fortune du donateur, il ne peut en être responsable ; d'où s'impose l'impossibilité d'exiger de lui le rapport réel ou fictif des sommes ou leur restitution en cas de révocation.

Au contraire, quand l'intention de détruire une partie de son capital pour procurer une jouissance à son donataire, a été commandée dans le but unique de priver ses héritiers de leur droit à réserve, la solution inverse doit prédominer.

En réalité, dans cette dernière hypothèse la transformation de capitaux en fruits n'est que fictive. Le défunt a eu moins dans l'idée de donner un fruit à son donataire, c'est-à-dire lui procurer une jouissance que de lui remettre une partie de son capital sur lequel ses héritiers réservataires avaient des droits et dont il a voulu les priver pour échapper aux dispositions impératives de la loi, en fraude des droits qu'elle conférerait aux réservataires (1).

La même solution doit être admise en matière de révocation des donations. La transformation d'un capital en fruits aura pour effet de laisser d'une manière définitive les jouissances au donateur.

Cette règle a d'ailleurs été reproduite par les auteurs,

1. Sur la notion de fraude à la loi et la fraude aux tiers, v. Henri Desbois, *De la notion de fraude à la Loi*. Librairie Dalloz, 1927.

quand ils ont étudié le cas de la constitution d'une rente viagère à la suite de l'aliénation entre les mains d'un tiers du capital, c'est-à-dire à la suite d'une stipulation pour autrui.

Mais il nous est nécessaire d'insister quelque peu.

Reprenant une distinction que nous avons déjà posée en matière d'assurance sur la vie, nous marquerons la différence de situation provenant du fait que la condition résolutoire est intervenue avant ou après l'acceptation du tiers bénéficiaire.

1^o *Hypothèse.* — On sait en effet qu'avant son acceptation, le tiers bénéficiaire n'a aucun droit aux sommes stipulées et que le stipulant pendant cette période peut révoquer de son chef la donation, en vertu de l'article 1121 du Code civil. Si la cause de révocation survient pendant cette période, elle a pour effet d'anéantir d'une manière définitive la donation. Comme nous l'avons expliqué, la cause de révocation propre aux donations, met en jeu la révocation prévue par l'article 1121 du Code civil. Dès lors ce tiers bénéficiaire n'a plus d'action contre le débiteur de la rente. Seul le donateur aura une action contre ce dernier qui sera tenu de servir le montant des arrérages au stipulant.

2^o *Hypothèse.* — Lorsque l'acceptation a été donnée par le T. B. le stipulant ne peut plus révoquer l'opération en vertu de l'article 1121 du Code civil, mais si elle constitue une donation, elle sera révocable en vertu des principes généraux qui gouvernent les donations (1).

1. On a prétendu que l'article 1973 s'y opposait, sous le prétexte qu'il imposerait seulement la réduction de la rente viagère et sa nullité lorsqu'elle est faite au profit d'une personne incapable de recevoir. Mais il ne faut pas croire que ce texte se limite aux seules hypothèses qu'il prévoit, il est énonciatif et donne des exemples d'un principe plus général. La rente viagère constituée à titre gratuit et provenant de l'aliénation d'un immeuble entre les mains d'un tiers est une donation qui obéit aux règles de fond des donations,

Bien entendu les rapports entre stipulant et débiteur de la rente viagère ne seront pas affectés par les causes de révocation des donations, quel que soit le sort des rapports entre stipulant et tiers bénéficiaire. Le débiteur sera toujours tenu au service de la rente, il ne pourra même pas opposer au T. B. les causes de révocation propres aux donations, sauf le cas de survenance d'enfant parce que la loi (1) déclare que la résolution aura lieu de plein droit.

Or, d'après Pont (2), se conformant en cela à l'opinion de Pothier (n° 241) une cause de résolution survenant, ce donateur ou ses héritiers « en doivent profiter et obtenir que la rente leur soit continuée à la place et pendant la vie de celui sur la tête de qui elle a été créée » (3).

Ainsi, la résolution survenant a pour effet de faire cesser le service des arrérages au profit du tiers bénéficiaire. Les auteurs, sur ce point, s'accordent avec la théorie qui vient d'être soutenue. Ils n'exigent pas que le donateur soit restitué dans la fraction de capital qui comportait les arrérages distribués au crédi-rentier donataire. La résolution des rapports entre donataire et stipulant aura donc pour effet de donner au débi-rentier le stipulant donateur comme créancier (4).

Si les auteurs ont donné une solution exacte, ils se sont contentés de l'affirmer purement et simplement sans donner de motifs. Il nous est facile maintenant de combler cette lacune. Le fondement de cette règle se trouve tou-

parce que l'article 1973 qui se réfère à l'article 1970, doit s'entendre dans un sens général. Par conséquent il donne la prééminence aux règles de la donation et non aux règles de la stipulation pour autrui.

1. Art. 960 du Code civil.

2. Pont, *Des Petits Contrats*, t. I, n° 697, p. 354.

3. V. enc. Huc, t. XI sur 1973 n° 341 et t. VII, n° 49 ; Aubry et Rau, par. 343 *ter*, note 24, Demolombe, XXIV, n° 251 ; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 826.

4. Comparer, *Suppl. au Rep. Dalloz*, v° *Rente viagère*, n° 95. Il se fonde sur ce que, dans cette opération, il n'y a pas d'aléa.

jours dans le fait que l'objet de la donation a été constitué par des jouissances qui doivent être dispensées de toute restitution, comme dans les donations de biens frugifères. Les raisons valent dans l'un et l'autre cas, elles ont été déjà développées et il est inutile d'y revenir une fois de plus.

II

DONATIONS QUI OFFRENT LE CARACTÈRE DE DONATIONS DE CAPITAUX ET COMME TELLES DOIVENT ÊTRE SOUMISES AU RAPPORT, A LA RÉDACTION ET A LA RÉOLUTION.

a) REVENUS CAPITALISÉS.

Les donations de fruits qui offrent le caractère de donation de capitaux sont en premier lieu les donations prélevées sur les revenus mais qui sont destinées à constituer un capital dans le patrimoine du donataire.

Lorsque le donateur opère lui-même la conversion de ses fruits en capitaux et qu'il remet cette somme capitalisée à son héritier, aucun doute n'existe à cet égard. La donation est une donation en capital. Tous les héritiers ont vocation à cette partie du patrimoine du *de cujus*, par conséquent cette donation est réductible, rapportable, restituable dans les cas de révocation. Aucune objection n'est élevée sur ce point que l'on peut considérer comme acquis d'une manière unanime par les jurisconsultes (1).

Pourquoi n'en serait-il pas de même lorsque cette capitalisation a été *du consentement du donateur, le fait de l'héritier* ou le fait d'une tierce personne chargée de

1. Wahl, *Revue Trim. de Droit Civil*, 1902, n° 40, p. 59.

remettre un capital au donataire ; tel, par exemple, le rôle joué par les Compagnies d'Assurances sur la vie.

Ces différentes hypothèses sont au fond identiques et doivent recevoir la même solution. En réalité ce ne sont pas des revenus qui ont été donnés, mais bien des capitaux. Le défunt avait le pouvoir de transformer des fruits en capitaux et peu importe que l'héritier ou une tierce personne ait opéré matériellement cette capitalisation, si d'avance elle a été voulue par le donateur, de telle sorte que le successible n'a fait qu'exécuter la volonté de ce dernier.

En réalité au moment même où le *de cujus* donnait ses revenus, ceux-ci étaient déjà transformés en capitaux dans son patrimoine puisqu'ils avaient reçu une destination différente de celle qu'ils avaient originairement. C'est pourquoi M. Demolombe (1) a eu raison de déclarer que rapport est dû quand le père livre ses revenus comme un capital et il soumet en conséquence au rapport les 10.000 francs donnés annuellement pendant 10 ans à la fille pour lui constituer une dot. C'est pourquoi les primes même prélevées sur les revenus et remises à une Compagnie d'Assurances pour constituer un capital sont par nature rapportables, réductibles, restituables. Ces sommes étaient en effet destinées à constituer un capital au moment même où le donateur les avaient séparées du reste de ses revenus pour les remettre à la Compagnie d'Assurances. Par conséquent elles constituaient déjà à ses yeux un capital avant même leur paiement effectif à la Compagnie (2).

1. Demolombe, t. XVI, n° 438, p. 553.

2. Req., 30 mai 1911. D. 1912.1.172. *Acc. per. Ass.*, 1911, p. 380.
Cette thèse que nous adoptons, à savoir que les primes au regard du donateur lui-même constituent un capital, ne nous conduit nullement à considérer, en opposition avec la jurisprudence, que toutes les primes, même lorsque leur montant dépasse le capital stipulé, soient

En outre qu'on le remarque, la dispense de rapport réel ou fictif s'est trouvée fondée au cours de ces pages sur l'idée de *jouissance*, jouissance anticipée du patrimoine ou d'une partie du patrimoine, puisque l'avancement d'hoirie est, nous l'avons vu, la jouissance anticipée du patrimoine. Or, ici, dans le cas de fruits capitalisés, directement par le bénéficiaire, ou dans le cas d'assurance-vie, la remise de revenus même périodiques, ainsi que la remise de primes annuelles ne constituent pas la jouissance anticipée d'une partie du capital du donateur puisque les sommes, du fait de la volonté du donateur n'ont pas servi, chez le donataire, à la satisfaction des besoins périodiques de ce dernier. En réalité, le phénomène de la jouissance ne pourra se produire chez le donataire que du jour où le capital aura été définitivement constitué et sera lui-même producteur de revenus. Par conséquent ces sommes n'ayant pas servi, en raison de la volonté du donateur, à la jouissance et devant un jour constituer une source de revenus, ne sont pas des revenus, ce sont des capitaux.

Ces développements ont montré combien l'idée d'affectation de la jouissance est importante. Elle fait comprendre pourquoi la thèse de MM. de Caqueray et Lefort (1) qui veulent dispenser du rapport les primes prises sur les revenus méconnaît l'aspect exact du problème en ne

rapportables, réductibles ou restituables. En effet la donation se mesure à l'enrichissement du donataire tout autant qu'à l'appauvrissement du donateur. Si donc le donataire s'est enrichi dans une mesure moindre que le donateur ne s'est appauvri, le rapport n'excèdera pas son enrichissement. Il y a là tout simplement un événement aléatoire dont il faut tenir compte pour mesurer le montant du rapport réel, du rapport fictif ou de la restitution en cas de résolution. Nous ne nous élevons donc nullement contre la théorie de la Cour Suprême.

1. De Caqueray, *Revue pratique*, t. XVI, p. 203, et Lefort, *Traité théorique et pratique des assurances*, t. III, p. 341, cité par Wahl, *Revue Trimes. de droit civil*, 1902, n° 22, p. 61.

tenant pas compte du rôle de la volonté de l'homme dans la détermination des capitaux et des fruits.

En outre ces développements marquent dans notre matière des donations, l'insuffisance de la périodicité comme critérium grâce auquel on puisse reconnaître le fruit. Outre la périodicité, il faut l'affectation aux besoins périodiques. Et c'est ainsi que nous complétons le critérium mis en relief par M. Croizet dans l'ouvrage analysé au début de ce travail. On se souvient qu'il mentionnait seulement la périodicité, nous y ajoutons l'affectation à la jouissance.

Considérer les primes comme des capitaux est d'ailleurs le seul moyen, selon nous, de respecter les règles de la réserve. Car dispenser du rapport fictif les sommes prises sur les revenus et qui ont servi à la constitution d'un capital au profit d'un héritier, même sans intention frauduleuse de l'avantager au détriment des autres, violerait nécessairement les règles établies par la loi, relatives à la dévolution des biens.

La réserve, il ne faut pas l'oublier, a été constituée d'une manière rigoureuse par le Code civil. Doivent être rapportés à la masse tous les biens que le *de cujus* a laissé à son décès et ceux dont il a disposé à titre gratuit (1). En sont exceptés seulement les sommes périodiques offrant le caractère de jouissances par analogie avec l'article 928 et 832. En dehors de cette exception tous les héritiers ont droit à cette réserve ainsi constituée. Leur vocation dérive directement de la loi. Personne ne peut les dépouiller de leur droit ; et, dispenser du rapport fictif des sommes destinées à la capitalisation reviendrait à permettre indirectement un geste que la loi prohibe directement.

1. Wahl, *Revue Trim.*, 1902, n° 40, p. 59.

La même règle doit être suivie en matière de rapport. Le *de cuius* a pu ne pas vouloir, malgré la constitution d'un capital entre les mains du bénéficiaire, rompre l'égalité en capital (1) entre tous ses héritiers. Par conséquent en l'absence de dispense formelle de rapport, le seul fait que les éléments du capital constitué directement entre les mains de l'héritier, ont été prélevés sur les revenus du donateur, ne suffit pas, pour exonérer le bénéficiaire de ce rapport, puisque d'une manière générale, en l'absence de volonté exprimée du *de cuius*, l'égalité des héritiers en capital est la règle posée par le Code civil (2) qui n'en excepte que les donations de jouissances.

C'est ce qui résulte de l'arrêt de la Chambre des requêtes du 30 mai 1911 (3) et nous avons fait remarquer que la Cour suprême s'était fondée pour trancher la question qui lui était soumise, non pas sur le fait que les primes avaient été prélevées ou non sur les revenus mais sur le fait que les primes étaient déjà considérées *aux yeux du donateur* comme un capital.

Avant de clore ce paragraphe il est nécessaire d'insister sur la différence très nette entre la situation que nous venons d'analyser et celle qui a été exposée précédemment : donation de fruits, prestations périodiques, fruits dans le patrimoine du donateur et fruits dans le patrimoine du donataire.

Car on pourrait s'étonner et soutenir : si on soumet au rapport les sommes prises sur le revenu et capitalisées par le donateur ou par le donataire pourquoi n'en serait-il pas de même lorsque l'héritier recevant une rente viagère du *de cuius* a capitalisé de lui-même ses revenus. Admettre

1. Note Labbé, S. 86.2.147, col. 1.

2. Comparez Wahl, *Revue Trim.*, 1902, n° 19 et 20 et note Labbé, S. 86.2.147, *supra*, note 1.

3. Rennes, 6 avril 1910. D. 1910.2.332 ; Req., 30 mai 1911. D.P., 1912.1.172 et *Rec. pér. des Ass.*, 1911, p. 380.

deux solutions différentes dans ces deux cas ne serait-il pas contradictoire ?

Mais il ne faut pas oublier que dans l'hypothèse de donations de fruits et revenus prestations périodiques (1) les sommes que l'héritier a reçues sont entrées dans le patrimoine à titre de revenus, à titre de jouissances et qu'il les a reçues comme telles et que c'est à ce titre qu'elles sont dispensées du rapport. Peu importe qu'il les ait capitalisées ; si l'héritier avait reçu un bien frugifère et qu'il eut dans la suite capitalisé ces fruits, rapport de la somme ainsi obtenue ne serait pas dû.

En effet dans ces deux cas — remise d'un capital producteur de revenus ou remise de revenus périodiques à titre jouissances — la capitalisation a été l'œuvre de l'héritier, il y a un aménagement qui est son fait, sa liberté sur ce point était absolue. D'ailleurs la capitalisation dans ces deux cas était une manière de jouir du bien puisque cette jouissance n'aurait pas été complète si l'héritier n'avait pu user des sommes comme il lui convenait. Ajoutons au surplus que le *de cujus* n'a eu aucune part à cette opération.

Au contraire la capitalisation, dans l'hypothèse envisagée dans le présent paragraphe, a été voulue par le donateur. Rapport est dû car ces revenus ont été donnés comme un capital ; c'est en réalité le donateur comme nous l'avons expliqué, qui a opéré la transformation de ses revenus en capitaux ; et la situation est la même que s'il avait opéré lui-même la capitalisation de ses revenus.

b) PRESTATIONS UNIQUES.

Doivent également être assimilées à des donations de capitaux, les donations prélevées sur les revenus du dona-

1. V. ci-dessus, § 1 a, p. III.

teur, mais qui se trouvent exécutées en une seule fois. Nous les avons dénommées donations de fruits — prestations uniques, et leur type est la somme d'argent prélevée une fois pour toutes sur les revenus et remise au donataire.

L'obligation de ce rapport résultera bien souvent de ce que de telles donations seront très voisines du prêt. Le défunt a aidé un de ses héritiers dans un moment difficile, il lui a permis de faire une opération avantageuse en mettant à sa disposition une somme qu'il avait parfaitement l'espoir de recouvrer.

Il arrivera même souvent que ces donations seront véritablement une donation de capital. Bien qu'originellement prise sur les revenus la somme donnée ne constituera pas moins un capital aux yeux du donateur et sera utilisée comme tel par le donataire. Le meuble donné, la somme d'argent livrée étaient destinés comme un capital à produire des jouissances, sans que l'usage ait pu en altérer la substance génératrice. Il en est ainsi également des plaisirs renouvelés que l'héritier éprouve en contemplant l'œuvre d'art qui ne se trouve nullement diminuée par cette contemplation et qui en somme, bon gré malgré, vient s'agréger au fonds permanent et stable de la fortune du donataire.

Vainement objectera-t-on que dans certains cas la somme donnée a été complètement détruite par le donataire qui l'a affectée à sa consommation et cela du gré du donateur.

En effet, nous avons vu que le fait de la jouissance d'un patrimoine ou d'un bien est lié au phénomène de la succession de temps, à la périodicité des éléments susceptibles de conférer cette jouissance, et que, en dehors de toute remise périodique de sommes, il ne pouvait y avoir fruits. Ici c'est donc l'absence de périodicité excluant l'idée de jouissance qui empêche de conférer dans le patrimoine du donataire le caractère de fruits à la

somme donnée et consommée. C'est justement parce qu'en l'absence de toute périodicité il ne peut y avoir jouissance et par conséquent fruit qu'on soumet à la restitution la somme prise sur des revenus qui se trouve détruite par l'usage qu'on en a fait. C'est la solution à laquelle nous étions arrivés en matière de prêt de consommation et de quasi-usufruit, nous avons rejeté la possibilité de la non restitution parce que dans ces deux cas il n'y avait pas jouissance dans le sens que nous devons définir.

Une somme même prise sur les revenus mais n'étant plus en relation avec un autre élément appelé capital et n'étant plus en relation avec d'autres sommes qui se renouvellent périodiquement, offre au fond un caractère neutre, ni capital, ni fruits, et comme la dispense de restitution qui s'applique aux fruits est une règle exceptionnelle, propre et spéciale aux fruits, elle ne peut être étendue à des donations qui ne sont pas des donations de jouissances.

Il reste donc que le seul régime qui puisse leur être appliqué est celui des donations de capitaux qui offre un caractère de généralité auquel on ne peut déroger sauf dans les cas prévus par la loi.

Cette manière d'envisager la question est d'ailleurs conforme à l'article 869 du Code civil. Le texte déclare : « Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession ». Ainsi ce texte décide formellement que le numéraire donné est de sa nature rapportable. Peut-on dire que le numéraire donné représente une somme en capital ou en fruits : son caractère est neutre car il n'est relié ni à l'élément producteur, ni à l'élément produit. Comme il ne constitue plus un fruit périodique, il est traité comme un capital, et se trouve dès lors rapportable, réductible et restituable.

* * *

A cette règle une dérogation a été prévue par l'article 852 du Code civil. Aux frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, aux frais ordinaires d'équipement, la loi étend la dispense de rapport aux cadeaux de noces et aux présents d'usage.

Les frais de nourriture, d'entretien, etc., constituent des prestations périodiques. Nous les avons étudiés dans un paragraphe précédent et nous n'y reviendrons pas. Mais les frais de noces et les présents d'usage constituent des prestations uniques et rentrent par ce fait dans ce présent paragraphe. Pourquoi ces frais sont-ils dispensés de rapport ?

Par frais de noces on entend généralement les frais de cérémonie du mariage, et il est assez naturel que ces dépenses ne soient pas soumises au rapport. Ils ne profitent pas à l'héritier. Ces dépenses ont été faites à l'occasion d'un événement de son existence, mais les sommes ainsi dépensées ne sont entrées dans son patrimoine et comme le disait Ferrière (1) ils sont faits plutôt pour l'honneur personnel des père et mère et pour l'avantage de toute la famille.

Restent les présents d'usage et les dons de charité. Est-ce uniquement un tempérament d'équité qui exige qu'ils soient dispensés de rapport en raison de leur importance très faible vis-à-vis de la fortune du donateur (cette importance s'apprécie, bien entendu, suivant la fortune du disposant). Ils rentrent, disent MM. Colin et Capitant (2) dans ces menues dépenses, charges d'une fortune auxquelles

1. Cité par Planiol, t. III, n° 2266. V. également Coquille, *Quest. et rep. sur les art. des cout.*, chap. 168.

2. Colin et Capitant, *Traité*, t. III, éd. 1925, p. 726.

le donateur se trouve soumis, en raison de sa situation sociale et, de ce fait, perdent le caractère de donation, car *l'animus donandi* se trouve en quelque sorte affaibli pour disparaître parfois complètement par la pensée du devoir de convenance à remplir.

Certes ces raisons ont leur poids ; mais nous voudrions faire remarquer l'assimilation que l'on pourrait être tenté de faire entre ces donations et les donations de fruits prestatives périodiques.

En effet elles ont un caractère commun : la périodicité.

L'usage se renouvelle. La série des cadaux que l'on donne aux anniversaires, aux mariages se reproduit avec un rythme que l'on peut qualifier de régulier si l'on tient compte de la loi des grands nombres. Il est vrai que cette périodicité est unilatérale en ce sens qu'elle n'existe que dans le patrimoine du donateur. Mais, d'une part, il est très naturel de tenir compte avant tout de la périodicité qui existe dans le patrimoine du donateur. Nous l'avons vu dans le cours des pages qui précèdent ; avant tout, il faut tenir compte de la volonté du donateur et si objectivement on peut considérer le patrimoine du donataire pour reconnaître l'affectation des sommes données, il n'en résulte pas moins que c'est dans le patrimoine du donateur que s'est opérée la transformation des revenus en capitaux ou de capitaux en revenus, ou le maintient des sommes avec leur caractère original ; on peut donc considérer ici le caractère périodique dans le patrimoine du donateur.

D'autre part, l'idée de charges sociales mise en relief par MM. Colin et Capitant, indique que ces cadeaux d'usage se rattachent très étroitement, à la jouissance du donateur. La jouissance d'un patrimoine implique un certain nombre de sacrifices nécessaires et inhérents à une fortune. Ils sont aussi en quelque sorte une manière de jouir du donateur, ils sont la manifestation de sa

richesse, de sa fortune, de sa position sociale ; sa jouissance ne serait pas complète si le donateur ne pouvait accomplir ces sortes de donations ; et comme le disait Ferrière pour les cadeaux de noces, les cadeaux d'usage sont faits plutôt pour l'honneur personnel du donateur que pour l'avantage du donataire. Quant aux œuvres de charité, elles constituent aussi la satisfaction d'un besoin périodique chez l'homme, — besoin supérieur, il est vrai, — mais besoin tout de même de restreindre autour de lui dans la mesure où il le peut, la misère et le malheur

Ainsi, par leur périodicité, et le besoin qu'ils satisfont, les cadeaux d'usage et les œuvres de charité se rattachent très étroitement à la jouissance de la fortune du donateur et dès lors doivent être exemptés de toute restitution dans les cas de rapport, de réduction et de résolution.

CHAPITRE V

ÉLIMINATION

Dans les pages qui précèdent, nous avons vu qu'en matière de rapport, de réduction et de résolution, la distinction entre fruits et revenus, d'une part, et capitaux, d'autre part, s'impose ; et que les sommes données doivent être considérées tantôt comme des fruits, tantôt comme des capitaux. En même temps nous avons essayé de dégager le criterium auquel on peut reconnaître le capital du fruit.

Des règles différentes ne doivent-elles pas gouverner les donations de fruits et revenus en matière de communauté conjugale et d'action paulienne ? Tel sera l'objet de ce chapitre où nous indiquerons les raisons qui nous ont conduits à rejeter toute distinction entre fruits et capitaux.

SECTION I

Communauté conjugale (1).

Dans les rapports entre la communauté conjugale et les époux, les donations de fruits et revenus ne peuvent se présenter que de deux seules manières : rente viagère constituée à la suite d'une aliénation d'un capital appar-

1. Dans toute cette matière, consulter Planiol et Ripert, t. VIII, *Régimes matrimoniaux*, n^{os} 172, 204 et s., 469, 470, 489, 490 où de larges emprunts ont été puisés.

tenant à la communauté ou à l'un des époux, ou bien constitution d'un capital au moyen de revenus prélevés sur la communauté (opération qui s'effectue généralement au moyen de primes remises à une compagnie d'assurances). L'hypothèse d'une rente viagère servie à l'un des époux et prélevée uniquement sur les revenus de la communauté, sans altération d'un capital, ne peut exister ; car l'effet s'en annulerait immédiatement, puisque fruits et revenus provenant de la communauté, s'ils sont attribués comme tels à un époux, retomberaient dans la communauté en vertu de l'article 1401 du C. civ. ; il reste donc comme opérations possibles les rentes viagères constituées par l'aliénation d'un capital et les assurances sur la vie.

I. — RENTE VIAGÈRE.

Les règles posées par la Jurisprudence étant connues seront résumées très rapidement.

a) Un bien de la communauté étant aliéné à charge de rente viagère, tantôt l'époux qui a conclu cette opération se l'attribue personnellement, tantôt il l'attribue à son conjoint ; tantôt l'un des époux stipule, ou les deux époux stipulent que la rente viagère sera réversible sur la tête du survivant.

Pendant la communauté, les arrérages de la rente viagère étant des fruits tombent dans celle-ci et comme le bien aliéné était un bien commun, la communauté recueille ainsi la jouissance des arrérages qui sont subrogés au bien vendu. C'est pourquoi si la communauté se dissout par la mort de l'époux titulaire de la rente, il n'y aura lieu à aucune récompense. En même temps que la dissolution de la communauté, la rente s'est éteinte ; tous les arrérages sans exception qui sont représentatifs du bien

aliéné étant tombés dans la communauté, celle-ci ne s'est pas appauvrie, ni l'époux ne s'est enrichi par l'opération ainsi effectuée. Dès lors aucune récompense n'est due à la communauté par l'époux titulaire de la rente.

Mais il en va différemment quant le titulaire de la rente *survit*, que l'époux ait constitué la rente à son profit, qu'il l'ait constituée sur la tête de son conjoint, ou que la rente ait été déclarée réversible sur la tête du survivant.

Dans les deux premiers cas : — constitution de rente au profit de l'époux ou au profit de son conjoint, — la conversion d'un bien en rente viagère s'analyse comme ayant été conclue d'abord au bénéfice de la communauté jusqu'à sa dissolution et ensuite comme constituée sur la tête de l'époux titulaire de la rente. Cette analyse porte à considérer que ce dernier doit récompense de la somme qui a été nécessaire, au moment de la transformation du bien commun en rente viagère (et non au moment de la dissolution de la communauté) pour assurer à l'époux survivant le bénéfice de la rente depuis la dissolution de la communauté. Pour s'exprimer plus brièvement, on peut dire que, l'opération s'analysant comme une rente différée au profit de l'époux, le montant de la récompense sera le prix de cette rente différée (1).

Dans le cas d'une rente réversible, l'analyse de l'opération est identique et le montant de la récompense sera le prix de la réversibilité (2).

b) Lorsque le bien au lieu d'appartenir à la communauté appartenait en propre à l'un des époux et a été aliéné moyennant une rente viagère, la communauté a disposé depuis la date de l'aliénation d'un revenu supérieur à

1. Civ., 26 oct. 1910, S.13.1.13, D.1913.I.207; Paris, 26 fév. 1923, D.1923.2.21. Voir Planiol, Ripert et Nast, t. VIII, *Les régimes matrimoniaux*.

2. V. arrêts précités.

celui que produisait le bien. L'opération l'ayant enrichie, doit-elle récompense de son enrichissement ?

Les auteurs sont en désaccord sur ce point.

Pothier (1) et Aubry et Rau (2) enseignent avec la Jurisprudence (3) que le rapport est dû de l'excédent des arrérages sur le revenu du bien aliéné et cela pendant tout le temps qu'a duré la communauté. Ainsi, d'après cette théorie la récompense se montera au supplément annuel de revenu touché par la communauté multiplié par le nombre d'années qui s'est écoulé jusqu'à sa dissolution. C'est l'opinion la plus générale.

Toutefois, M. Planiol (4) critique cette manière de voir. Comme les époux ont le droit de modifier la composition de leur patrimoine et de remplacer un bien frugifère par un bien moins ou plus producteur de fruits, sans qu'il y ait lieu à récompense possible de part et d'autre, il déclare qu'aucune récompense ne serait due dans l'hypothèse envisagée. M. Planiol se fonde en cela sur ce que les époux ne sont pas garants envers la communauté du chiffre de leurs revenus et sur l'article 588 du Code civil qui déclare : « L'usufruit d'une rente viagère donne aussi « à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit « d'en percevoir les arrérages, sans être tenu à aucune « restitution. »

Mais des auteurs (5) font remarquer que l'article 588 ne s'applique qu'entre usufruitier et nu propriétaire et ne règle nullement les rapports entre époux. En effet, les rapports entre époux sont régis exclusivement par des textes absolus, les articles 1433 et 1470 qui exigent récom-

1. Pothier, *Traité de la Communauté*, n° 594.

2. Aubry et Rau, paragr. 511, texte et note 11.

3. Req. 1^{er} avril 1868, D. P. 68.1.311, S. 68.1.253 ; Civ. 8. avr. 1872, D. P. 72.108, S. 72.1.224.

4. Planiol, t. III, n° 1260.

5. Aubry et Rau, paragr. 511, note 4.

pense toutes les fois que la communauté s'est enrichie aux dépens d'un époux.

Si pour ces raisons, et notamment pour celle qui est tirée de l'article 1433, nous nous rallions à la théorie de Pothier et de MM. Aubry et Rau (1), nous ajouterons cependant un correctif à leur thèse. Certes rapport est dû mais une limite doit être marquée. Si la règle posée par Pothier était appliquée intégralement, il arriverait que le montant de la récompense pourrait être plus élevé que le prix réel du bien, lorsque la communauté a duré très longtemps. Aussi pensons-nous qu'il est nécessaire de corriger l'article 1433 par l'article 1437. La récompense ne se mesure pas seulement à l'enrichissement de la communauté, mais aussi à l'appauvrissement de l'époux. Par conséquent, le montant de la récompense ne pourra pas excéder le prix réel du bien aliéné. Sous cette réserve nous adoptons la thèse de Pothier et de MM. Aubry et Rau.

c) Lorsqu'un usufruit ou une rente viagère appartenant en propre à l'un des époux a été vendu moyennant une somme fixe durant la communauté, récompense est due par cette dernière à l'époux.

Certains auteurs (2) voudraient que l'époux reprenne dans la communauté le prix intégral de l'immeuble. Mais Pothier (3) et Aubry et Rau (4) déclarent que la récompense due à l'époux ne peut être égale au prix du bien acquis. Il faut en déduire la différence entre les intérêts de ce prix et les revenus ou arrérages que la communauté

1. Pothier, n° 594 et Aubry et Rau, paragr. 511, texte et notes 4 et 11.

2. Planiol, t. III, n° 1260-2°; Prondhon, *De l'usufruit*. V. 2672, Marcadé sur 1436, n° 2; Rodière et Pont, 945; Caen, 29 nov. 1909, D. 1911. 2 89, note Ripert.

3. Pothier, *Traité de la communauté*, n° 592.

4. Aubry et Rau, paragr. 511, texte et note 12.

aurait perçus si elle avait continué à jouir de l'usufruit ou de la rente viagère. Nous pensons cette doctrine préférable à celle qui vient d'être rappelée plus haut, en vertu de l'article 1437 ; rapport n'est dû par la communauté que dans la limite de son enrichissement et il est bien certain que, dans cette hypothèse, la communauté ne s'est pas enrichie de la totalité du prix acquis en remplacement de l'usufruit ou de la rente viagère aliénés (1).

II. — ASSURANCE SUR LA VIE.

Reste l'assurance sur la vie. Son mécanisme est trop connu pour qu'un long exposé soit utile. On sait que le tiers bénéficiaire possède un droit direct sur la capital stipulé et que ce sont les primes ou plutôt la valeur des primes qui ont formé le montant de l'appauvrissement du stipulant. Par conséquent, lorsque les primes ont été prélevées sur les biens de la communauté et en particulier sur les fruits ou revenus de cette dernière (seule hypothèse à envisager au cours de cette étude), le capital stipulé est devenu un bien propre à l'époux bénéficiaire en vertu de la théorie du droit direct, le capital ne tombe pas dans la communauté. Mais celle-ci s'est appauvrie des primes. Et en vertu de l'article 1437 qui veut qu'aucun époux ne tire un profit personnel de la communauté, récompense est due à cette dernière de la valeur des primes qu'elle a déboursées, sans toutefois que le montant de la récompense dépasse le capital assuré lorsque les primes versées ont été supérieures à ce dernier (2).

1. Voir la note de M. Ripert précitée.

2. Rennes, 28 juillet 1905. *Journ. des ass.*, 1906, p. 24. Besançon, 10 mars 1911, 2^e espèce, et Rennes, 1^{er} février 1912, 3^e espèce. Et les arrêts et auteurs cités par MM. Planiol et Ripert, t. VIII, p. 544, note 1. V. cep. Paris, 8 mars 1911 qui dispense de récompense lorsque les primes ont été prises sur les revenus, 1^{re} espèce. D.P. 1912.2.321 et note Dupuich, Planiol et Ripert, t. VIII, p. 493, p. 543, texte et note 6. Dupuich, *L'assurance Vie*, éd. 1922, n° 538.

* * *

Ainsi les solutions adoptées montrent que la distinction des fruits et revenus n'a aucune influence juridique en matière de communauté conjugale.

Il ne peut en être autrement :

Une première raison se tire de l'article 1422 du Code civil : « Il (le mari), dit-il, ne peut disposer entre vifs à titre gratuit des immeubles de la communauté ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs. Il peut néanmoins disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit ». Tel est le champ des pouvoirs de disposition du mari. La conclusion qu'il faut en tirer est la suivante : les pouvoirs de disposition à titre gratuit que possède le mari n'existent qu'en raison de leur caractère de meubles et non de fruits. C'est parce que le fruit est un meuble que le mari pourra en disposer. Par là on voit que dans les rapports de la communauté et des époux, il n'y a pas à distinguer entre fruits et capitaux

Cependant un arrêt de la Cour d'Aix, du 10 mai 1906(1) pourrait être invoqué contre notre thèse. Il déclare que : « Dans le cours de l'existence de la communauté, le mari ne doit pas compte des revenus dont il a la libre disposition. »

Mais le rappel de l'espèce privera de portée cette objection. Il s'agissait d'un époux divorcé qui, malgré la dissolution de la communauté, avait continué d'administrer les biens communs. Or, l'arrêt précité a déclaré, par application de l'article 1476, que les revenus échus à partir de la dissolution de la communauté devaient grossir

1. Aix, 10 mai 1906, S. 08.2.61.

l'actif commun. Le mari devenait un gérant responsable et devait compte des sommes qui étaient passées entre ses mains, sans discerner entre fruits et capitaux, bien entendu. Au contraire, avant la dissolution de la communauté, disait la Cour d'Aix, il n'a pas de gestion à rendre. Cette solution s'imposait. Mais si le mari, comme l'a déclaré la Cour d'Aix, ne doit pas compte des sommes dont il eu a la libre disposition durant la communauté, ce n'est qu'en tant qu'administrateur, qu'en tant que ces sommes sont affectées par nécessité à l'administration de l'association conjugale. La portée de cet arrêt ne va pas plus loin. Car il est bien certain que donner n'est pas administrer (1) et quand il s'agit de libéralité, l'article 1422 s'appliquera et mettra une limite aux pouvoirs de disposition du mari. L'arrêt de la Cour d'Aix ne pose donc pas une règle générale et ne peut pas être élevé contre notre thèse. Il reste que le mari ne peut disposer à titre gratuit des fruits de la communauté, non pas en raison de leur caractère de fruits par opposition au capital, mais seulement en raison de leur caractère de meuble.

Une autre raison pour laquelle il est impossible de distinguer entre fruits et capitaux à propos de donations de fruits et revenus est la suivante. Pour qu'une pareille question puisse se poser, il faudrait qu'il y ait possibilité de donation, or, dans les rapports entre le patrimoine personnel des époux et celui de la communauté, il ne peut y avoir donation.

Cela tient d'abord à l'article 1437 du Code civil, qui impose récompense dans tous les cas où l'un des patri-

1. « Hypothéquer, vendre c'est administrer, mais donner sous certains rapports c'est perdre. » a déclaré le tribun Siméon au corps législatif le 20 pluviôse an XII dans la partie de son discours relative à l'administration de la communauté conjugale. Locré, *La législation civile commerciale et criminelle de la France*, t. 13, n° 29, p. 458

moins s'est enrichi aux dépens de l'autre ; le code civil veut éviter que les époux ne se fassent entre eux des libéralités dont ils n'auraient pas pleinement conscience ; aussi ce principe est-il absolu : toute somme, même prise sur les revenus, et affectée à la conservation, à l'amélioration d'un propre, donne lieu à récompense.

En second lieu, la communauté n'est pas douée de personnalité civile ; elle ne pourra donc pas être donatrice ou donataire. Il y aura bien enrichissement d'un patrimoine personnel ou appauvrissement corrélatif du patrimoine commun ou vice versa, mais ces facteurs ne suffisent pas pour constituer une donation, *l'animus donandi* manquera toujours. La communauté en effet n'est qu'une masse de biens à l'état d'indivision ou de co-propriété (peu importe sa matière juridique exacte, il nous suffit de constater qu'elle n'est pas revêtue de la personnalité civile et qu'elle n'est qu'un patrimoine d'affectation, rien de plus) dès lors la communauté ne peut être animée de l'intention de donner ; de même elle ne peut être l'objet d'une intention de donner, car l'*animus donandi* ne peut s'appliquer qu'à une personne ; on ne gratifie pas une chose. C'est pourquoi il est impossible de donner un exemple de libéralité dans les rapports entre communauté et époux.

Et cependant, pourra-t-on objecter, les époux peuvent faire des donations avec les biens de communauté, soit envers les tiers, soit entre eux. Mais nous remarquerons qu'il n'y a donation envers l'époux donateur que pour sa part dans la communauté ; c'est ce que décident tous les auteurs quand ils examinent les rapports entre époux. L'époux n'est donataire que pour moitié s'il accepte la communauté et pour totalité s'il refuse la communauté. C'est par application de cette règle que l'article 1469 oblige le mari qui a fait une donation à un

enfant du premier lit de rapporter à la communauté la somme qu'il a tirée de celle-ci. Mais par une anomalie que nous sommes obligés de constater, l'art. 1422, alinéa 2, permet au mari de donner les meubles communs et n'exige aucune récompense, dans le cas où la femme accepte la communauté. Malgré ce texte une partie de la doctrine (1) représentée par des auteurs considérables, veut que récompense soit due par le mari du montant de la somme qu'il a prise dans la communauté. Et bien que la jurisprudence ne suive pas cette règle, elle n'est pas cependant défavorable à l'opinion que nous défendons. Elle ne considère pas la donation comme faite par la communauté, mais par le mari (2). Il en résulte que, pour elle, la donation s'apprécie au regard du patrimoine personnel de l'époux donateur. En vertu même de la loi, il s'est approprié un bien qui désormais fait partie de son patrimoine et non de celui de la communauté. Seront pris en considération le patrimoine de l'époux donateur et celui du tiers donataire, ou les patrimoines personnels des époux dans les donations entre époux. S'il y a lieu à rapport, réduction, résolution de la donation, les causes de révocation s'apprécieront seulement par rapport au patrimoine personnel de l'époux donateur.

Ainsi, le système des récompenses ne prend nullement en considération la nature juridique de la somme. Constitue-t-elle des fruits, constitue-t-elle un capital, peu importe. Nous nous élevons donc, d'une part, contre l'arrêt de la Cour de Paris du 8 mars 1911 (3) qui prétend que les primes lorsqu'elles sont prélevées sur les revenus doivent être dispensées de récompense, et d'autre

1. Notes Planiol au D.P. 99.1.97 et Labbé S. 81.1.337, Martin sur Gubuy et Race § 509, texte et note 16 séries.

2. Amiens, 21 févr. 1880, sous Req., 9 mai 1881, S. 81.1.338 ; Civ., 8 déc. 1898. D. P. 99.1.98. S. 00.1.129 note Ferron.

3. Paris, 8 mars 1911. D. P. 1912.2 322.

part, contre la théorie de MM. Capitant et Balleydier (1) qui prétendent que le système organisé par la jurisprudence en matière d'assurance vie semble provenir de ce qu'il n'y aurait pas donation proprement dite, mais acte accompli à titre de libéralité. Ces auteurs raisonnent comme s'il y avait donation de la part de la communauté à l'un des époux ; nous avons vu que cela était impossible et la jurisprudence qui admet le rapport des primes dans cette hypothèse ne traite l'opération de l'assurance vie ni comme une donation ni comme une libéralité. Si l'un des époux entend faire une donation à son conjoint, il dispensera ce dernier de récompense et cette dispense s'appréciera dans son patrimoine personnel.

Au fond, les différentes opérations que nous venons de passer en revue : constitution de rente viagère, vente d'un usufruit, assurance sur la vie constituent des aménagements de la fortune des époux. Ceux-ci transforment à leur guise des capitaux en fruits ou des fruits en capitaux. Mais il n'est pas sûr qu'il y ait donation et interpréter comme tel un acte d'assurance sur la vie, parce que les primes ont été prises sur les revenus (2) contreviendrait directement au principe des récompenses qui a pour but justement d'empêcher, entre époux, des libéralités, dont ils n'auraient pas pleinement conscience.

Ainsi, dans le chapitre de la communauté conjugale, la distinction entre fruits ou revenus et capital, n'entraîne aucune différence dans le régime juridique des sommes qualifiées fruits ou qualifiées capital.

1. Balleydier et Capitant, *L'Assurance vie au profit des tiers*, extrait du *livre du centenaire du Code civil*, p. 52 et 53.

2. V. Paris, 8 mars 1911. D. 1912.2.322.

SECTION II

L'Action paulienne.

§ 1. — NATURE ET EFFETS DE L'ACTION PAULIENNE.

L'appréciation des effets de l'action paulienne a donné naissance à deux conceptions. Pour les uns (1) elle est une action révocatoire dont l'effet serait réel. Elle résoudrait donc rétroactivement l'aliénation conclue en fraude des droits du créancier, entre son débiteur et un tiers. Mais elle ne porterait pas atteinte aux fruits, car nous avons établi, que l'action résolutoire ne peut pas porter atteinte aux jouissances qui ne sont pas restituables, sauf dans le cas de mauvaise foi du donataire acquéreur. Et la conclusion qui en dériverait nécessairement conduirait à décider par exemple qu'une donation portant directement sur les jouissances — usufruit ou rente viagère — cesserait simplement de recevoir ses effets pour l'avenir sans que le donataire ne soit astreint à aucune restitution.

Mais aux termes d'une seconde explication — et c'est celle que nous adoptons — l'action paulienne est une action en indemnité, c'est-à-dire une action personnelle (2)

1. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des Obligations*, 1906, 3^e éd., t. 1, n° 705 et s.; *Rep. Carpentier*, v° *Action paulienne*, n° 221 et s. qui cite Rouen, 28 avril 1824. Sir. chr., Bastia, 29 mai 1855. S. 55.2.495; D. P. 56.2.121 ou 112; Laurent, *Traité*, t. 15, *Obligations*, éd. 1875, n° 483 et n° 484.

2. Vainement objecte-t-on que l'action paulienne permet, au créancier qui l'exerce, d'atteindre, dans le patrimoine du tiers acquéreur, les choses aliénées par son débiteur, pour prétendre qu'elle serait une action réelle.

En effet, une action a beau être personnelle, elle n'en donne pas moins un droit sur les biens qui composent le patrimoine du débiteur. Un jour ou l'autre le débiteur, s'il ne s'exécute pas, sera poursuivi par son créancier qui exercera à son encontre son droit de

destinée à réparer le préjudice subi par le créancier. Elle entre dans le cycle de l'article 2092 qui confère au créancier un droit de gage général sur tous les biens de son débiteur. Aussi permet-elle au créancier de recouvrer le gage distrait en fraude de ses droits et de rentrer dans sa créance par la saisie et la vente du bien.

saisie. Nécessairement, à un moment donné, une action personnelle confère au créancier le droit de saisir et de faire vendre le bien de son débiteur. Ce principe est inscrit dans l'article 2092 du Code civil et ce droit se trouve organisé par le Code de procédure qui prescrit le système des saisies mobilières et immobilières, art. 557 et s., 583 et s., 626 et s. et 673 et s. du Code de proc. civ. Il y a donc un moment où, pour prendre une expression caractéristique, l'action personnelle « se réalise ». N'est-ce pas ce que veut dire M. Labbé dans une note au Sirey (82.2.145), quand il déclare « Toute saisie a un effet réel ».

L'action paulienne n'obéit-elle pas aux mêmes lois ? on précise cependant l'objection qui vient d'être réfutée. Le bien est individualisé, dit-on, c'est celui qui a été distrait du gage commun des créanciers et se trouve actuellement entre les mains du tiers acquéreur ou sous-acquéreur. Le créancier suit donc ce bien entre diverses mains, Et le droit de suite, n'est-ce pas le signe auquel se reconnaît le caractère réel d'une action ?

L'objection n'est pas péremptoire. Si l'action paulienne porte sur un objet déterminé, cela tient aux circonstances, beaucoup plus qu'à la nature de l'action paulienne. L'action paulienne ne peut s'exercer que dans le cas où le créancier a subi un préjudice du fait de l'aliénation. Et il n'y a préjudice qu'à partir du moment où le débiteur, en aliénant le bien en fraude, a créé ou augmenté son insolvabilité.

Le bien aliéné était donc la seule valeur positive de son patrimoine, le droit de gage général de l'article 2092 se limitait uniquement au bien aliéné en fraude, c'est par suite des circonstances que ce bien était seul affecté à la créance du poursuivant. Or, ce dernier avait le droit de saisir ou de faire vendre ce bien que seules, encore une fois, les circonstances désignaient, allons plus loin, affectaient d'une manière spéciale à sa créance.

En résumé, l'action paulienne ayant pour but l'exercice du droit de gage de l'article 2092 doit lui permettre de saisir l'objet, comme toute action personnelle, et la saisie de l'objet aliéné en fraude des droits du créancier est seulement la conséquence nécessaire du caractère personnel de l'action.

Deux objections sont encore soulevées :

1^o Les créanciers du tiers acquéreurs ne peuvent concourir avec le créancier saisissant, dit-on (Planiol, t. 2, n^o 327, note 1, p. 113). Cette solution se conçoit : les créanciers de l'acquéreur ne pouvaient

Dès lors, la doctrine rappelée précédemment quant aux fruits et qui les dispense de restitution, ne peut plus être suivie. En effet, en vertu de l'adage « *nemo liberalis sine liberatus* », il faut reconnaître à l'action paulienne un effet beaucoup plus étendu. Alors que la résolution, nous l'avons vu, ne frappe pas les fruits intérimaires de l'objet donné, l'action paulienne, au contraire, les englobe. Aussi sommes-nous en complet désaccord avec la majorité des

exercer un droit de gage sur un bien qui formait déjà le gage d'un autre créancier, en vertu de l'article 2092.

2° On soulève encore : les créanciers de l'aliénateur fraudeur ne peuvent concourir avec leur co-créancier saisissant en vertu de l'action paulienne (Planiol, t. II, n° 331-1^o. Sur ce point contra : Larombière sur 1167, t. I, n° 62, qui cite Duranton, t. 10, n° 574 ; Zachariae t. 2, p. 344, note 13 ; Marcadé, art. 1167, n° 6). C'est un privilège, dit-on, qui ne peut être que la marque du caractère réel de l'action paulienne. Cette nouvelle objection ne peut nous ébranler sur la position que nous avons prise.

Ici encore l'examen des circonstances nous donnera la solution des difficultés. Lorsque le créancier saisissant n'agit pas en vertu de l'action paulienne, il n'y a aucun doute. Exerçant la saisie du bien de son débiteur pour se faire payer sur le prix de vente, il n'a pas à prévenir les autres créanciers. L'action qu'il exerce est, en effet, individuelle (Demolombe, t. XXV, n° 266, p. 260) et d'après un arrêt, il n'y a contribution, aux termes de l'article 2092, que si cette contribution est organisée. Si prime est donnée au créancier le plus actif, nécessité est de décider que le créancier saisissant n'a pas à subir le concours des autres créanciers qui ne sont pas associés à ses poursuites. La même règle est suivie en matière de saisie arrêt. Le jugement en déclaration de validité ne profite qu'aux créanciers portés au jugement (V. Garsonnet, *Précis des voies d'exécution*, n° 134). Les situations étant identiques, les mêmes raisons doivent valoir en matière d'action paulienne. Le saisissant n'aura donc pas à craindre les créanciers postérieurs à l'aliénation, cela va de soi, le gage était distrait du patrimoine, mais il n'a pas à craindre non plus les créanciers antérieurs à l'aliénation frauduleuse du bien. En un mot, on traite le saisissant comme si le bien n'avait pas été aliéné à son égard. Nous le reconnaissons, une action révocatoire réelle produirait les mêmes effets, mais dans l'hypothèse ces effets ne sont pas dus au caractère réel de l'action paulienne, ils sont dus à son caractère personnel. En somme, il y a sur un point identité d'effets entre l'action personnelle et l'action réelle. Mais ce résultat provient d'une pure coïncidence. Deux causes différentes peuvent produire, étant données les circonstances, des effets identiques ; mais il ne faut pas pour cela confondre les causes et conclure à leur identité. Telle est

auteurs (1) qui enseignent que les fruits ne seront restituables que lorsque l'acquéreur sera de mauvaise foi, et qui appliquent ici la règle inscrite dans les articles 549 et 550 du Code civil : « de bonne foi, l'acquéreur fait les fruits siens ».

En vertu de cette règle, les auteurs admettent bien que l'acquéreur à titre onéreux devra restituer les fruits. Car pour que l'action paulienne puisse réussir, ce dernier doit être « conscius fraudis », c'est-à-dire de mauvaise foi.

Il n'en serait pas de même du donataire ; à son égard la preuve qu'il serait « conscius fraudis » est inutile.

la remarque qu'a faite avec beaucoup de justesse M. Jean Acher (*Essai sur la nature de l'action paulienne. Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 103, n° 22). « Il y a seulement, dit-il, entre les deux « choses (action paulienne et action en nullité) une ressemblance « accidentelle et non une similitude organique ».

Si l'action paulienne était une action réelle emportant résolution de l'aliénation, le bien ferait retour dans le patrimoine du débiteur aliénateur frauduleux et par l'effet de cette réintégration, le créancier saisissant serait alors obligé de subir le concours des autres créanciers du débiteur antérieurs à l'aliénation, et bien que cela paraisse paradoxal, c'est parce que l'action paulienne est une action personnelle que le bien ne rentre pas dans le patrimoine du débiteur et que le créancier est dispensé de subir le concours de ses autres co-créanciers (Civ., 4 déc. 1923. D. P. 23.1.222 ; S. 23 1.254).

Et c'est bien encore en raison du caractère personnel de l'action paulienne que le créancier ne peut exercer son droit que dans la mesure où il sera désintéressé de sa créance, car si l'action était réelle, l'opération serait rescindée en totalité, et la rescision ne se limiterait pas à la valeur de la créance, dans le cas où son montant serait inférieur à la valeur du bien aliéné.

1. Demolombe, t. XXV, n° 251 et 258 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, 3^e édit., 1906, *Des obligations*, t. I, n° 719 ; Aubry et Rau, 5^e éd., t. IV, § 313, texte et note 39 ; Larombière, I, sur 1167, n° 60.

Cependant un auteur, Laurent, admet comme nous (*op. cit.*, n° 489) que les fruits seront restituables en vertu de l'action paulienne. Mais il part d'un principe différent. Il considère, en effet, l'action paulienne, action révocatoire, comme une action résolutoire et pour lui l'action résolutoire a un effet absolu et oblige celui contre lequel elle est exercée à restituer les fruits. Or, on verra dans le chapitre consacré à l'action résolutoire, que nous nous séparons de la thèse de Laurent, et que nous sommes partisans de l'effet limité de l'action résolutoire (Voir même sens que Laurent et cité par lui : Voet).

Or, il a pu ne pas savoir l'état des affaires de son donateur. Il peut donc être de bonne foi, dans ce cas il ferait les fruits siens.

Mais cette solution ne peut être admise ; d'une part, si l'action paulienne s'intente contre le donataire sans qu'il y ait à distinguer s'il est ou non *consciens fraudis*, c'est qu'il est *assimilé* à un acquéreur à titre onéreux *consciens fraudis*. Cette assimilation au point de vue de l'exercice de l'action doit avoir son effet quant aux fruits : même de bonne foi, le donataire se trouve redevable de ceux-ci.

D'autre part, il ne faut pas l'oublier, l'idée fondamentale de l'action paulienne est que personne ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. Or, le donataire s'est enrichi des fruits accessoires nécessaires de la chose donnée. Ceux-ci font partie du patrimoine ; ils sont compris dans le droit de gage du créancier, en vertu de l'article 2092 qui ne pose aucune exception. Par application de ce principe « l'effet « de la demande en séparation des patrimoines s'étend aux « fruits que les objets héréditaires ont produit depuis le « décès du défunt » (1) ; de son côté le code de procédure civile organise la saisie des fruits (2) ; et, en matière de saisie, il est de principe que la saisissabilité est la règle et l'insaisissabilité l'exception (3). Seules les rentes viagères que la loi ou la convention des parties (pourvu qu'elles soient à titre gratuit-art. 1984 C. c.) ont déclaré insaisissables échappent à la poursuite des créanciers. En dehors de cette exception, les arrérages des rentes viagères (4) qui sont des fruits en vertu de l'article 588 du C. civ. ainsi que les fruits perçus par l'usager (5) peuvent être

1. Aubry et Rau, § 619, t. 6, p. 477, 4^e éd.

2. Art. 557 et s., 583 et s., 626 et s., 673 et s. du C. pr. civ.

3. Garsonnet, *Traité élémentaire des voies d'exécution*, éd. 1898. p. 21, n^o 24.

4. Dalloz. *Rap. prat.*, v^o *Rente viagère*, n^o 109 et s., Aubry et Rau, 5^e éd., t. 6, § 388, texte et note 23.

5. Garsonnet, *op. cit.*, n^o 26.

l'objet d'une saisie. La règle, on le voit, a une portée très générale. Si donc le créancier a le droit de saisir les fruits, ils doivent être compris dans l'action paulienne. La bonne foi du donataire ne peut être un obstacle à l'exercice du droit de gage du créancier sur les fruits. La fraude originaire du débiteur donateur vicia l'aliénation et c'est en raison de cette fraude, que le créancier, muni de l'action paulienne, exerce son droit de gage sur le bien aliéné et les fruits accessoires nécessaires au bien donné. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 1^{er} mars 1899 a consacré cette thèse (1).

§ 2. — APPLICATIONS DU PRINCIPE

POSÉ AUX DONATIONS DE FRUITS ET REVENUS.

Si maintenant nous appliquons ces principes aux donations de fruits et revenus, nous arrivons aux déductions suivantes :

Les donations de fruits et revenus, prestations périodiques, tels le bail à vil prix, l'usufruit, la renonciation à usufruit, la rente viagère, qui sont fruits dans les patrimoines du donateur et du donataire sans altération du capital, seront frappées par l'action paulienne et l'acquéreur devra restituer les fruits (2).

1. Req. 1^{er} mars 1899. S. 02.1.58, applique l'action paulienne aux fruits.

2. La jurisprudence n'est pas nombreuse : Rouen, 28 avril 1824, S. chr. 1822-1824.11.354 et Dijon, 26 nov. 1816. S. chr. II, p. 205 pour les baux à vil prix ; Liège, 13 janv. 1808, Vermeulen, Sir. chr. 1808.11.322 ; S. - An. XIII. 1808.327 pour la renonciation par un père à l'usufruit légal en faveur de ses enfants.

Plus près de nous, la jurisprudence a eu de nouveau l'occasion de statuer sur cette question. Un arrêt de la chambre civ. du 29 juillet 1902. S. 07.1.332, a rejeté le pourvoi formé contre un arrêt annulant la renonciation à un usufruit fait en fraude des droits du créancier. La ch. des requêtes le 25 oct. 1904 (S. 06.1.508) consacre le même prin-

Mais l'exposé des effets de l'action paulienne en cette matière mérite quelques explications.

A notre sens, il faut distinguer suivant que la donation, sous forme de bail à vil prix, usufruit, renonciation à usufruit, rente viagère, etc., a été conclue avant ou après le moment où le débiteur frauduleux s'est mis en état d'insolvabilité.

a) Si la donation a été conclue *avant* cette date le créancier saisissant ne pourra pas attaquer l'acte par l'action paulienne. Aucun préjudice ne lui a été causé au moment où la donation a été consentie. Le débiteur a pu devenir insolvable après coup ; son geste a pu contribuer à son insolvabilité future : peu importe. Si au moment où le débiteur a conclu sa donation, son patrimoine était suffisant pour répondre de ses dettes, la donation qu'il a faite est inattaquable. Le créancier ne peut plus prétendre que chaque annuité versée depuis l'état d'insolvabilité constitue une libéralité et invoquer la maxime « nemo liberalis sine liberatus ». Le droit du donataire remonte plus haut, il est antérieur ; le donataire est devenu en quelque sorte créancier des arrérages postérieurs à partir du moment où la donation sous forme de prestations périodiques a été conclue. L'antériorité de la donation rend celle-ci inattaquable par le créancier poursuivant.

b) Au contraire, l'action paulienne sera intentée avec succès lorsque la donation a été conclue *après* la date à laquelle le saisissant est devenu créancier du donateur. Dans ce seul cas, la donation a diminué le gage du créancier et lui a causé un préjudice, car l'état du patrimoine du débiteur ne s'est modifié qu'après la date de son insolvabilité.

cipe pour un bail à vil prix, mais si elle a rejeté l'application de l'action paulienne, c'est qu'une des conditions à l'exercice de l'action manquait. Le créancier n'avait subi aucun préjudice du fait du bail conclu en fraude de ses droits.

Ce simple exposé montre combien seront rares dans la vie pratique les cas qui pourront se présenter. Il faut supposer un patrimoine dont l'élément capital n'existe pas et n'est alimenté que par des fruits : usufruit ou rente viagère. Cependant avec l'habitude des partages d'ascendants avec réserve d'usufruit — assez fréquents aujourd'hui en raison de leurs avantages fiscaux — l'hypothèse envisagée sera susceptible de réalisation. D'ailleurs l'article 622 du C. civ. qui a prévu l'annulation d'une renonciation à un usufruit faite au préjudice des créanciers, et l'arrêt du 29 juillet 1902 (1) où la Chambre civile a appliqué les principes que nous venons d'exposer, en annulant la renonciation à un legs d'usufruit fait en fraude des droits des créanciers, prouvent que nous ne sommes pas dans un domaine irréel et purement hypothétique.

* * *

La règle que nous avons dégagée recevra son application dans le cas de donation de fruits et revenus provenant de la destruction périodique du capital du donateur, et dans le cas de donation de fruits et revenus destinés à constituer un capital au donataire. Ici encore le débiteur a distrait de son patrimoine le gage qui était affecté au créancier. Celui-ci aura le droit de le recouvrer en agissant directement contre l'acquéreur donataire sous réserve naturellement des conditions générales auxquelles est soumis l'exercice de l'action paulienne.

Mais des questions plus délicates se poseront lorsque la constitution d'une rente viagère par l'aliénation d'un capital ou la constitution d'un capital par la capitalisation

1. Ch. civ., 29 juillet 1902. S.07.1.332; D.P.03.1 383.

de fruits résulteront d'une opération aléatoire où une tierce personne se trouvera mêlée.

S'il s'agit d'une constitution de rente par l'aliénation d'un capital entre les mains d'une compagnie, l'opération entre compagnie et stipulant sera à titre onéreux ; dès lors la compagnie doit être *consciuis fraudis* pour que le créancier puisse exercer son action contre cette dernière. Mais dans les rapports du stipulant et du tiers bénéficiaire, l'opération pourra constituer un acte de disposition à titre gratuit. Aussi le créancier exercera son action directement contre le tiers bénéficiaire, sans avoir à prouver que ce dernier est *consciuis fraudis*. Des règles établies précédemment devront être appliquées. Pour les raisons déjà développées, le créancier n'exercera utilement son action que si le droit du tiers bénéficiaire à la rente viagère est la cause du préjudice du créancier. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que le droit à la rente viagère soit contemporain du préjudice souffert par le créancier ou lui soit postérieur. Au contraire, si ce droit est antérieur, comme le tiers bénéficiaire se trouve d'avance créancier des arrérages, la donation n'a engendré ni l'insolvabilité du débiteur, ni le préjudice du créancier. Ce dernier ne pourra donc exercer utilement l'action paulienne.

En matière d'assurance-vie la position de la question est légèrement différente. Le tiers bénéficiaire a un droit direct contre la compagnie d'assurance et il est considéré comme donataire des primes. Aussi, d'une manière générale, décide-t-on qu'il doit le rapport des primes (1) sans

1. Civ., 16 janv. 1888 ; Civ., 6 février 1888 ; Civ., 22 février 1888 ; Civ., 27 mars 1888 (S. 88.1.121) , Alger, 17 octobre 1892. S. 93.2.137, note Labbé ; 7 août 1888. S. 89.1.97 note Labbé. — Voir Dupuich, *Assurance-Vie*, éd. 1922, p. 546, n° 469 et suiv. et particulièrement n° 471 472 ; Balleydier et Capitant, p. 35 et s.

que, toutefois, ce rapport excède la valeur du capital recueilli (1).

Cependant cette solution doit être corrigée par le jeu des principes généraux qui gouvernent les assurances.

L'élément essentiel à considérer est la nature du contrat. Du fait que (2) « la prime est payable d'avance et « facultativement », l'assurance se décompose « en une « série d'assurances annuelles dont chacune prend naissance par le paiement de la prime correspondante ». Par conséquent, ainsi que le déclare un annotateur (3), il y a, autant d'avantages distincts qu'il y a eu de primes payées. Dès lors la conclusion, au point de vue de l'action paulienne, s'impose. Les primes dont le paiement n'a pas été la cause de l'insolvabilité du donateur ne seront pas restituées et la restitution portera seulement sur les primes payées depuis l'insolvabilité, c'est-à-dire depuis le moment où le paiement de ces primes a causé un préjudice au créancier.

Il faut donc distinguer très nettement la date à laquelle ont été payées les primes. Payées avant le moment où elles ont causé un préjudice au créancier, avant la date de la cessation des paiements ou plutôt la période suspecte en matière commerciale, elles ne seront pas rapportables à la masse (art. 446-447 C. de comm.). Payées depuis l'insolvabilité ou depuis la période suspecte, elles seront rapportables à la masse ou frappées par l'action pau-

1. Trib. civ. de Niort, 2 décembre 1905. *R. P. A.*, 1906, p. 483 ; Poitiers, 16 janvier 1905. *R. P. A.* 1908, page 91. Le jugement du tribunal civil de Niort adopte plus franchement que l'arrêt de la cour de Poitiers l'opinion soutenue au texte.

2. Dupuich, n° 27. V. *Egal.* Balleydier et Capitant, p. 27 ; Seine, 1^{er} mars 1909 et Paris, 23 mars 1910, sous Req. 4 juillet 1911. D. 12.1.221 ; Seine, 31 mai 1913. D. P. 13.2.361.

3. Note au D. P. 1912.2.335, note 5 ; Seine 9 déc. 1903, sous Paris. 30 juin 1904, 1^{re} espèce, D. P. 1913.2.289, note 21.

lienne conformément à l'article 1167 (1) ; réserve faite toutefois des conditions d'application de l'article 564 du Code de commerce (2).

La règle posée par les arrêts de la cour suprême précités (Cass. 16 janvier, 6 février, 27 mars 1888) à savoir que le rapport des primes ne devra pas dépasser le capital assuré, ne s'appliquera donc que pour les primes payées depuis le jour où elles tombent sous le coup de l'action paulienne, c'est-à-dire depuis le jour de l'insolvabilité du donateur ; on comprend dès lors combien cette règle aura peu de chances de s'appliquer.

La thèse soutenue au cours de ces pages et qui consiste à distinguer entre primes payées ou après l'insolva-

1. Confér. Paris, 10 mars 1896. S. 1898.2.246. c. q. les primes payées, par l'assuré *avant sa mise en faillite n'impliquent pas une diminution de son avoir et ne sauraient être considérées comme un capital et un placement détourné de son patrimoine dans le but de léser ses créanciers* ; qu'en égard à leur modicité (72 fr. 60 par trimestre), il convient d'admettre qu'elles ont été prélevées sur ses dépenses ordinaires et courantes dont il avait le libre emploi ; qu'il ne s'agit pas au surplus d'une opération assimilable aux actes de disposition spécifiée en l'art. 466 du C. de comm. et qui sont déclarés nuls à raison de la suspicion qui s'y attache,

Considérant dès lors qu'il n'échet de condamner la dame Veuve D... au remboursement des primes payées antérieurement à la faillite de son mari ; mais considérant en ce qui touche le service des primes opéré par le syndic après la faillite, pour parer à la déchéance de la police et s'élevant à 290 fr. 40, qu'elles ont profité à la veuve D... que Batteau en sa dite qualité (de syndic) a géré son affaire ; qu'elle doit lui en faire raison et lui en tenir compte jusqu'à due concurrence.

Comp. Trib. civ. de Niort, 2 déc. 1905 et Poitiers, 11 avril 1906 R. P. A., 1906, p. 483 ; « Attendu, dit le tribunal civil de Niort que... toutes les primes payées depuis la date de cessation des paiements, 30 juin 1900, doivent être remboursées ; mais que les primes payées avant cette date à la Compagnie la Wintherthur était seulement de 187,50 par an jusqu'au 16 mai 1899 et ensuite de 237 fr. 50 ne seront pas remboursables. » La Cour de Poitiers qui réforme sur certains points cette décision applique néanmoins les mêmes principes.

2. Lacour et Bouteron, éd. 1925, t. II, no 2141 qui citent Besançon, 2 mars 1887 ; Paris, 10 mars 1896 ; Poitiers, 11 avril 1906 précité.

bilité du donateur est la seule qui, croyons-nous, soit l'explication rationnelle d'une formule-principe posée par la cour suprême.

Dans des arrêts (1), en effet, la cour de cassation a déclaré « que les primes devaient être restituées suivant les circonstances ». Qu'entendre par ces mots « suivant les circonstances ? Un auteur anonyme (2) leur donne une interprétation différente de la nôtre. D'après lui, ils signifieraient que si les primes ont été prises sur les revenus, si elles ont été modiques, elles devraient être dispensées de restitution ; car les revenus, si le donateur les avait conservés auraient été dépensés, *lautius vivendo*. C'est pourquoi cet auteur, se ralliant à une théorie qui soutient que les donations prises sur les revenus ne constituent pas de véritables donations, parce qu'il n'y aurait ni enrichissement du donataire ni appauvrissement du donateur, déclare : que les tribunaux « auront à apprécier si les primes payées par le failli, constituent en fait une libéralité rapportable à l'actif de la faillite de la femme qui veut conserver le bénéfice de la police ».

Mais cette explication doit être rejetée. Peu importe que les primes aient été infimes, qu'elles aient été prises sur les revenus, qu'elles n'aient pas constitué une charge appréciable pour le stipulant donateur pendant sa période de solvabilité et d'insolvabilité, ce n'est pas une raison pour qu'il faille les dispenser de restitution. Comme nous l'avons déjà indiqué, un débiteur répond de ses dettes même sur ses revenus ; et ses fruits constituent le gage

1. Civ., 22 févr. 1888. D. 88.1.193 ; S. 88.1.121 ; 7 août 1888. S. 89.1.97 note Labbé ; note Labbé sous Alger, 17 oct. 1892. S. 98.2.137 ; note, anonyme. S. 88.1.125. V. Balleydier et Capitant, *op. cit.*, p. 87 et 88. V. enc. en matière de rapport, 4 août 1908. *Rec. per. ass.*, 1908, p. 405 ; Civ., 2 août 1909. *Rec. per. assurances* 1909, p. 165 ; Req., 30 mai 1911. *Recueil per des assurances*, 1900, p. 380.

2. Note anonyme citée à la note précédente.

de son créancier, ils font partie de son patrimoine (1). La théorie de M. Boistel (2), que les revenus ne font « partie intégrante du patrimoine qu'autant qu'ils ont été économisés ou du moins qu'ils ont dû l'être », va directement à l'encontre des articles 2092 et 2093 du Code civil qui ne posent aucune distinction, et contre la définition du patrimoine qui comprend toutes choses que l'homme détient sous sa domination juridique, et à laquelle les fruits ne font pas exception (3). Personne ne peut nier que les fruits permettent d'obtenir des jouissances et procurent de l'utilité. S'en priver au profit d'un tiers, c'est bien s'appauvrir et enrichir ce tiers, il y a donc donation. Les fruits font donc partie intégrante du patrimoine.

Il en résulte que les fruits et revenus doivent d'abord être consacrés au paiement des dettes du débiteur. La considération que les primes par rapport à la fortune du stipulant sont prises sur les revenus, ne peut pas être une raison pour dispenser ce dernier de toute restitution. La simple foi due à la parole donnée, l'honnêteté la plus élémentaire veulent que toutes les ressources qu'un débiteur possède, les plus infimes soient-elles, même la légère économie sur ses revenus, soient affectées d'abord au paiement de sa dette. S'il a pu en dehors des besoins immédiats de sa vie personnelle (4) et des dépenses de maison, comme le déclare un arrêt de la Cour de Nancy (5), distraire quelques sommes pour se constituer un capital, il doit remboursement de ces sommes.

1. Civ., 1^{er} mars 1899. S. 02. 1. 78.

2. Note Dalloz 89. 2. 157, p. 158, col. 1, *in fine*.

3. Aubry et Rau, § 578, 5^e éd., p. 353. Ces revenus, disent-ils, sont à considérer comme une partie intégrante du patrimoine qui les a produits.

4. Restriction commandée par l'équité et apportée par les art. 8 et 585-1^{er} du Code de commerce, et 592 du C. de pr. civ.

5. Nancy, 17 janv. 1888, D. 89. 2. 157-159 et la note Boistel.

Certes, pour nous aussi, le rapport est dû « suivant les circonstances » comme le dit la Cour de cassation. Mais cette circonstance dont il faut tenir compte est la date du paiement des primes. La restitution ne doit avoir lieu que pour les primes qui ont provoqué ou aggravé l'insolvabilité du débiteur ; quant aux autres, constituant les donations indépendantes, elles ne doivent donner lieu à aucune restitution, puisqu'elles ont été distraites du patrimoine du donateur à une date où le créancier n'a souffert aucun préjudice du fait de cette aliénation.

Ainsi, une conclusion s'impose : la distinction entre fruits et revenus d'une part et de capital d'autre part, n'a aucune importance en matière d'action paulienne. Ce qui est nécessaire d'envisager, c'est le patrimoine du débiteur en entier, capital et revenus. Toute somme, quelle que soit sa nature juridique, doit être consacrée au paiement des dettes du débiteur, en vertu des articles 2092 et 2093 du Code civil, ainsi que des règles et principes résultant du Code de procédure civile.

* * *

En matière d'action paulienne, comme en matière de communauté conjugale, nous voyons que les sommes qui étaient originalement des fruits ne s'assimilent pas à des capitaux, ni que les sommes qui étaient originairement des capitaux ne s'assimilent pas à des revenus, comme cela arrive parfois dans le rapport, la réduction ou la résolution. Seul a été envisagé le régime juridique que ces sommes doivent suivre, abstraction faite de leur qualité de fruits ou de capital. C'est ainsi que dans ces deux matières est apparue l'inutilité de distinguer entre fruits et capitaux et l'inutilité de rechercher un criterium permettant de procéder à cette distinction.

CHAPITRE VI

Sort des fruits et des donations de fruits et revenus après l'ouverture de la succession.

Le principe, à savoir que seule la jouissance intérimaire reste acquise au donataire, explique les articles 856 et 928 dans leur disposition affirmative.

La donation, on l'a vu, ne peut avoir d'effet que pendant un certain temps, soit que le donateur n'ait pas voulu rompre l'égalité entre ses héritiers, soit qu'il soit privé en vertu de la loi de disposer d'une partie de ses biens, réservés en toute propriété à ses héritiers. Dès lors, à partir de ce moment, la donation se trouve résolue, et le donataire ne peut plus avoir la jouissance des biens qui lui ont été donnés à titre provisoire en avancement sur sa part d'hoirie. Aussi doit-il restituer les fruits. C'est pourquoi l'article 856 déclare : « Les fruits et intérêts des choses « sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de « l'ouverture de la succession. » Ils viennent donc grossir la masse de la succession et l'article 928 stipule qu'ils sont restitués depuis le jour du décès du testateur si la demande a été faite dans l'année, sinon du jour de la demande en réduction.

Ces deux textes qui règlent le sort des fruits à près la mort du *de cujus* établissent une règle commune au rapport et à la réduction : le donataire ne conserve pas les fruits postérieurs à l'ouverture de la succession. Mais ils posent aussi une règle différente pour chacune de ces deux institutions.

S'il s'agit de rapport, les fruits viennent grossir la masse à partager.

En effet aux termes de l'article 856 du Code civil, « les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession ». Or, dans tout le chapitre dont fait partie l'article 856, les rédacteurs du Code se sont attachés à reconstituer la masse partageable ; et en visant, en fin de compte, les fruits, ils n'ont pu avoir dans la pensée que leur rapport à la masse. En procédant ainsi, ils ont d'ailleurs maintenu la « vieille formule » *Fructus augent hereditatem*, « les fruits augmentent l'hérédité », ils augmentent la masse à partager. Et sur ce point, doctrine et jurisprudence sont d'accord. Les fruits viennent grossir la masse à partager au même titre que les biens frugifères auxquels ils s'ajoutent (1).

Mais, en matière de réduction, la règle est différente. En se servant du mot « restitués », l'article 928 ne veut-il pas dire que les fruits postérieurs au décès doivent être remis directement entre les mains de l'héritier attributaire du bien ? C'est qu'en effet la réserve est due en pleine propriété, nue propriété et jouissance comprise. Et comme « les droits de chaque héritier, ainsi que l'a déclaré un arrêt de la chambre civile du 29 avril 1897, sont et demeurent définitivement fixés à l'instant même du décès de leur auteur », il en résulte que l'héritier doit jouir des fruits depuis l'ouverture de la succession. Cette règle a pour conséquence d'attribuer directement à l'héritier les fruits du bien donné qui a entamé la réserve (2), sans qu'ils puissent

1. Grenoble, 10 mars 1864. D. P. 64.5.310 ; Demolombe, t. XVI, n° 446

2. Coin-Delisle sur, 1928 ; Demolombe, t. XIX, n° 614, p. 640, al. 2 ; et comp. Bayle-Mouillard sur Grenier, t. II, n° 633, note a) ; Troplong, t. II, n° 1022 et Demolombe, t. XIV, n° 269 ; Civ., 6 fév. 1867. S. 67.1.223 D. P. 67.1.65 ; Civ 29 avr. 1897. *Gaz. Pal.* 97.150 ; S. 98.1.131 ; D. P. 1.409 Trib. Civ. Tours, 29 juill. 1881. D. P. 81-82.1.201.

être ajoutés à la masse pour le calcul de cette quotité disponible.

En résumé, dans un cas, les fruits viennent grossir la masse à partager, dans l'autre, ils sont la propriété de l'héritier attributaire du bien. En tous cas, le donataire ne peut pas les conserver parce qu'il n'a plus la jouissance du bien donné.

Telle est la règle qui régit les fruits dans les donations de biens frugifères. En doit-il être de même lorsque la donation porte directement sur les fruits ?

En matière de rapport, lorsque les donations de jouissances ne sont pas remises par préciput et hors part, et, en matière de réduction, lorsqu'elles portent atteinte à la quotité disponible, les donations devraient simplement cesser leur effet et le successible ne devrait pas avoir le droit de percevoir les arrérages qu'il touchait.

Cette thèse se trouve fondée sur le principe qu'en dehors de tout préciput en matière de rapport, et en matière de réserve, les biens de la succession doivent être attribués à l'héritier en toute propriété. L'héritier doit non seulement devenir propriétaire du capital de sa part héréditaire, mais il doit en jouir, et dès lors en toucher les revenus et les fruits. Si la donation en fruits porte atteinte à la jouissance de ces biens, son droit de pleine propriété n'est pas intégralement respecté. Il faut donc restituer à l'héritier cette jouissance en annulant la donation de fruits dans la mesure où elle vient priver l'héritier de cette jouissance (1).

Mais en matière de réduction et en matière de rapport, la tradition juridique a adopté une autre attitude : lorsque la donation est une donation d'usufruit ou de rente viagère, on considère ces deux sortes de donation comme représentant une valeur en capital, que viennent frapper

1. Goin-Delisle sur 928, qui s'en réfère à l'idée de Lebrun.

les actions en rapport et en réduction. On procédera à une évaluation en capital de la libéralité, et c'est cette valeur en capital qui sera jointe à la masse pour reconstituer le patrimoine du donateur afin d'assurer l'égalité entre héritiers dans le rapport, et afin de calculer la quotité disponible dans la réserve.

Toutefois dans ce dernier cas (réserve) une exception établie par l'article 917 vient apporter une dérogation à cette règle communément admise par le droit. Pour éviter les évaluations arbitraires, l'article 917 confère à l'héritier réservataire une option : ou il exécutera intégralement la libéralité en usufruit ou en rente viagère, ou bien il abandonnera en pleine propriété la quotité disponible. Et pour mesurer le dépassement de la quotité disponible on se contente d'examiner si la donation en usufruit ou en rente viagère absorbe une partie de la jouissance de la réserve, autrement dit suivant une expression employée, on se contente d'examiner « si l'usufruit ou la rente viagère dépasse le revenu de la quotité disponible » (1-2).

Mais toute évaluation n'est pas conjurée ; car l'article 917, dérogoire au droit commun, s'applique restrictivement. L'article 1243 du Code civil dispose, en effet, que « le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande ». D'où on en a conclu que le donataire et le légataire ont droit à la chose même qui a été donnée ou léguée. Dès lors l'article 917 s'appliquera au cas seul qu'il prévoit, c'est-à-dire lorsque l'héritier se trouve en présence d'une donation

1. Note sous Pau, 16 fév. 1874; S. 74.2.229-30.

2. Coin-Delisle, Donation sur 917, n° 4 et s.; Bayle-Mouillard sur Grenier, *id.*, t. 4, p. 638, note a. Saintespes-Lescot, *id.*, t. 3, p. 370; Demolombe, t. XIX, p. 442; Vernet, *Traité de la quotité disponible*, p. 455-456; Marcadet, art. 917, n° 1; Demante et Colmet de Santerre, *Cours anal.*, t. 4, n° 55 bis; Massé et Vergé sur Zachariae, t. 3, p. 146, n° 5.

unique en usufruit ou en rente viagère. Nécessité sera donc de procéder à une évaluation lorsque plusieurs donataires en usufruit et en capital seront en concours, et lorsqu'il faudra procéder à la réduction de plusieurs libéralités de même date (1).

En raison de son interprétation restrictive, l'article 917 ne s'applique pas davantage lorsque la libéralité en fruits est constituée par un acte autre qu'un usufruit ou une rente viagère, tel un bail à vil prix (2). Mais dans ce dernier cas non plus la libéralité ne sera pas évaluée en capital : elle sera annulée purement et simplement (3) de manière à laisser à l'héritier réservataire sa réserve en pleine propriété, jouissance comprise.

L'explication qui peut être donnée de ces solutions qui ne concordent pas a déjà été signalée : comme l'usufruit et la rente viagère sont facilement transformables en capital, on leur attribue une valeur en capital, quand il a fallu les réduire ou les rapporter à la succession ; au contraire il n'en est pas de même du bail à vil prix, aussi se borne-t-on à l'annuler purement et simplement, en se fondant sur la considération que la réserve est due en pleine propriété à l'héritier, jouissance comprise, et corrélativement sur la considération que, lorsque la donation

1. Aubry et Rau, t. II, § 684 *bis*, texte et note 7; Paris, 18 nov. 1920. D.P. 22.2.139 et en note Ch. civ., 5 mai 1914. Cf. Caen, 26 janv. 1880; D.P. 1882.2.40 ; S. 80.2.105 ; *Contra* : Demolombe, XIX, 436, 443 à 452 et n° 466 à 471, et Pau, 16 févr. 1874. S. 74.2.229. D.R.P. v° *Portion disponible*, n° 133 et s.

2. Caen, 26 janv. 1880. S. 80.2.105 et 82.2.49.

3. Tel est le système actuellement en vigueur ; cependant on a proposé pour annuler la donation d'élever le prix du bail au taux normal. Civ. 29 juillet 1863. D. 64.1.110 ; S. 64.1.79. Mais cette solution n'est pas exacte. Ce serait refaire le contrat conclu par le défunt. Ce dernier a voulu faire une donation et non passer un bail ; dès lors il vaut mieux annuler purement et simplement l'acte. Angers, 26 janvier 1840 S. 1840.2.112. L'arrêt de la chambre civile du 19 déc 1882 exige l'évaluation de capital, S. 83.1.261 ; D. 83.1.343. Cf. 20 juillet 1893 D.P. 93.1.598 S. 93.1.424.

est rapportable ou réductible, la jouissance du donataire doit cesser.

C'est cette dernière règle qui aurait dû être appliquée à l'usufruit et à la rente viagère, mais l'article 917 est venu poser une exception à laquelle il est nécessaire de se soumettre.

Cependant il y a un cas où l'article 917 ne s'appliquera pas. Il est prévu par l'article 1094, § 2, du Code civil, qui fixe la quotité disponible entre époux. « Et pour le cas, dit « ce texte, où l'époux donateur laisserait des enfants ou « des descendants, il pourra donner à l'autre époux ou un « quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la « moitié de tous ses biens en usufruit seulement. » La quotité disponible étant fixée en usufruit, toutes libéralités en usufruit ou en rente viagère, qui viendront porter atteinte à la réserve seront supprimées lorsque l'époux a déjà disposé de sa quotité disponible en usufruit (1).

Mais l'article 917 reprendra sa revanche lorsqu'on se trouvera dans l'hypothèse prévue par l'article 1098 qui règle la quotité disponible au profit de l'époux en présence d'enfants nés d'un précédent mariage. La quotité disponible étant d'une part d'enfant légitime le moins prenant, sans pouvoir excéder le quart des biens, se trouve donc constitué en pleine propriété. Si l'époux fait une donation en usufruit, ou en rente viagère, cette donation devra s'effectuer intégralement si mieux ne préfère l'héritier abandonner la quotité disponible (2).

1. Bourges, 12 mars 1839. S. 1839 2.374; Angers, 8 juillet 1840. S. 40.2.391; Caen, 24 déc. 1862. S. 63 2.127; Rouen, 8 avril 1853. D. 53.2.217; Orléans, 12 janv. 1855. D. 55.2.148. Bordeaux, 5 juil. 1855. D. P. 1856.2.35; Angers, 22 fév. 1872. S. 72.2.44; Civ., 12 mars 1873. D. P. 74 1.9; Orléans, 25 mai 1879. D. P. 79 2.121; Req., 30 juin 1885. S. 85.1.352.

2. Metz, 30 nov. 1842. S. 44 1.844; Poitiers, 27 mai 1851. S. 52.2.1 et la note; D. P. 52.2.278; Douai, 14 juin 1852. D. 53.2.89; Bordeaux, 26 août 1853. D. 54.2.22; Caen, 10 déc. 1859. S. 60.2.615. Bordeaux, 22 juillet 1867. S. 68.2.231; Paris, 7 janv. 1870. S. 70.2.97; Req., 1^{re} juillet 1873. D. P. 74.1.26; Bastia, 17 janv. 1876. D. 78.5.365; Cass., 30 mai 1905. D. 08.1.166; S. 07.1.125. V. Capitaint, *Précis*, t. III, éd. 1925, p. 736.

Ces solutions sont différentes de celles auxquelles nous avons abouti quand nous avons étudié le sort des donations de fruits dont l'effet cesse avec l'ouverture de la succession. On voit par là la nécessité de distinguer suivant que ces donations ont un effet après ou avant le décès du donateur ou du testateur. Cette même distinction doit être prise en considération lorsque par exemple une donation de rente viagère sans altération de la substance génératrice a été effectuée au cours de la vie du donateur et qu'elle doit se poursuivre après sa mort. Les arrérages échus jusqu'à l'ouverture de la succession ne seront pas restitués, ils seront acquis au donataire, parce qu'ils correspondent à la jouissance par anticipation d'une partie du patrimoine du défunt. Au contraire, les droits à cette jouissance anticipée cessant avec le décès du *de cujus*, les règles du rapport et de la réduction, telles qu'elles viennent d'être dégagées, s'appliqueront aux arrérages qui doivent courir après l'ouverture de la succession.

* * *

La conclusion qui se dégage de ces pages est la suivante : le pouvoir de l'homme de transformer des fruits en capitaux et des capitaux en fruits cesse avec sa mort. A cette date, son patrimoine demeure avec la physionomie qu'il lui a donnée et la répartition de son patrimoine entre fruits et capitaux se trouve fixée d'une manière définitive. Cela se conçoit. Aucune volonté prééminente à celle des héritiers ne peut plus modifier l'état du patrimoine, puisque cette volonté a disparu. La répartition qui dérive de la nature et que le code civil a consacrée dans ses textes s'impose. Il suffit en cette matière, pour savoir ce qui est fruit et ce qui est capital, de se référer à l'origine des sommes, c'est-à-dire à un critérium objectif. Et il y a lieu de souligner

que le caractère objectif n'est nullement fondé sur la considération que les fruits ne font pas partie du patrimoine sous le prétexte que le donateur ne s'est pas appauvri, comme dans la théorie que nous avons rejetée ; le code civil s'y opposait en soumettant les donations de fruits au rapport et à la réduction ; mais ce caractère objectif dérive seulement de la disparition de la volonté qui avait le pouvoir de transformer des fruits en capitaux.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce travail a tenté de dégager dans quel cas il est nécessaire de distinguer les fruits et revenus des capitaux, et dans cette occurrence à quel critérium il faut recourir pour reconnaître un fruit d'un capital.

En matière de communauté conjugale, et d'action paulienne nous avons vu pour quelles raisons la distinction entre fruits et capitaux est inutile : en matière de communauté conjugale, d'une part les pouvoirs de disposition à titre gratuit que le mari possède sur les biens communs dérivent de leur caractère de meuble et non de fruit ; d'autre part, le code ne règle que des compositions de patrimoines entre lesquels il ne peut y avoir de donation. En matière d'action paulienne, le droit actuel ne soustrait pas les fruits au gage des créanciers parce qu'ils font partie du patrimoine, ce qui est tout à fait conforme à la morale.

Au contraire, en matière de rapport, de réduction et de résolution, la distinction entre fruits et revenus d'une part, et capitaux d'autre part s'impose.

En cette matière le critérium fondé sur l'origine des sommes qui dérive directement de la considération que les fruits et revenus ne feraient pas partie du patrimoine sous le prétexte que les donations de fruits et revenus n'appauvriraient pas le donateur, ni n'enrichiraient le donataire, a été rejeté. Peu importe donc l'origine des

sommes. Seules comptent leur destination et leur affectation. Seule l'affectation à une jouissance périodique donne aux sommes données le caractère de fruits. Hors de cette affectation, toute somme doit être considérée comme un capital et doit être soumise au rapport. Cette destination n'est connue que si on envisage le patrimoine du donataire, car c'est dans ce patrimoine que cette destination se manifeste. Cependant envisager le patrimoine du donataire et l'emploi que ce dernier a fait des sommes données ne suffit pas. Il faut que l'affectation des sommes ait été *voulue* par le donateur. Ainsi par un retour curieux, avec cette théorie, on se rapproche de la théorie précédente qui n'envisage que le patrimoine du donateur pour s'en tenir à l'origine des sommes données. La seule différence entre ces deux théories — et elle est considérable — réside dans le caractère du critérium adopté. Au lieu de s'en référer à un critérium objectif, on s'est rallié à un critérium subjectif qui paraissait mieux tenir compte des situations.

Ainsi cette idée de jouissance a exclu complètement l'idée de non appauvrissement et de non enrichissement. Cette exclusion qui nous a paru résulter des choses elles-mêmes, a évité une contradiction. Si les donations de fruits et revenus ne constituaient pas des donations en raison du défaut d'appauvrissement du donateur et d'enrichissement du donataire, c'eût été une preuve que les fruits ne faisaient pas partie du patrimoine, et dès lors, il était impossible de soumettre les fruits à l'action paulienne. En aucun cas on n'aurait pu dire que le créancier aurait subi un préjudice du fait d'une donation d'usufruit ou d'une renonciation à usufruit, solution absolument contraire à l'article 622 du C. civ. et aux principes généraux du droit.

Mais toute contradiction est-elle évitée entre ces deux

institutions ? La non-restitution des fruits s'est trouvée fondée, avons-nous dit, sur l'idée de jouissance et sur la considération que les jouissances ne peuvent, en fait, être restituées. Si cela est vrai dans le rapport, la réduction et la résolution, pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'action paulienne ? Et ainsi la contradiction réapparaît sous une autre forme.

Toutefois cette contradiction est plus apparente que réelle. L'action paulienne d'une part, le rapport, la réduction, la résolution d'autre part, sont des institutions qui ne peuvent être comparées en raison de leur caractère distinct et du but différent qui leur est assigné. L'action paulienne règle les rapports entre créancier débiteur et tiers acquéreur de ce débiteur. Il s'agit simplement de déterminer si cette troisième personne s'est enrichie au détriment du créancier de son donateur, et s'il est entré dans son patrimoine un bien déjà grevé d'un gage, sans qu'on ait à se préoccuper de quelle manière et sous quelle forme s'est produit cet enrichissement. En un mot, il s'agit de gage du créancier et de déterminer quels biens sont affectés au paiement d'une dette.

Au contraire, en matière de rapport, de réduction et de résolution, la loi pose elle-même une distinction dans les biens frugifères, entre les capitaux et les revenus pour dispenser seulement du rapport les jouissances périodiques et n'exiger que la remise en état de l'élément stable et permanent d'une fortune. Car si cette remise en état devait comprendre la valeur des fruits, cette restitution dépasserait le but proposé. Le donateur recevrait non seulement le capital originaire, mais un second capital constitué par la totalisation mathématique des fruits, opération qui primitivement n'a pas été voulue par le donateur et qui, imposée après coup au donataire, forcerait ce dernier à aliéner une partie de son propre capital. Il y aurait donc

enrichissement en capital du donateur et appauvrissement en capital du donataire.

Et qu'on le remarque, avec la théorie de l'affectation à la jouissance, la non restitution des fruits se trouve fondée sur *l'enrichissement injuste* (1) *du donateur*, au lieu qu'avec la théorie que nous avons combattue, cette non-restitution des fruits se trouvait fondée sur le non appauvrissement du donateur.

C'est cette nuance qui permet de concilier, dans ce qu'elles ont d'apparemment contradictoire, les solutions que nous avons préconisées en matière d'action paulienne, d'une part, et de rapport, réduction et résolution, d'autre part.

En effet, alors que le donateur s'enrichirait, en exigeant la restitution des fruits, en matière d'action paulienne, le créancier qui l'intente ne s'enrichit pas ; il se fait payer une dette, il reçoit ce qui lui est dû, et c'est au contraire le tiers acquéreur qui s'enrichirait à ses dépens.

Ainsi ces solutions opposées dérivent du même principe, l'enrichissement aux dépens d'autrui qui revêt une forme plus ou moins rigoureuse, selon les institutions juridiques auxquelles il s'applique.

Enfin nous avons vu que le problème de la distinction des fruits et capitaux prend un nouvel aspect, quand on est en présence de donations de fruits dont l'effet se poursuit après la mort du *de cuius*. A partir de cette date le patri-

1. Cette expression d'enrichissement injuste, ne signifie pas que nous rattachions toute cette matière des donations de fruits à l'enrichissement sous cause, telle qu'elle a été définie par la Cour de cassation et Aubry et Rau. Nous l'avons cependant tenté, mais n'étant pas arrivé à une suffisante précision, nous y avons renoncé. D'autre part, nous nous sommes demandé, si « l'enrichissement aux dépens d'autrui », par laquelle les auteurs expliquent l'action paulienne et la communauté conjugale, est une notion distincte de la notion d'enrichissement sans cause — l'absence de cause caractéristique de *l'inrem verso*, ne se retrouvant point dans l'enrichissement aux dépens d'autrui ; — mais c'était la sortir du cadre de ce travail.

moine demeure avec la physionomie dont le défunt l'avait marqué. Il n'y a plus de transformation possible de fruits en capitaux et de capitaux en fruits, puisque la volonté qui avait ce pouvoir, a disparu. Dans ce domaine, mais dans ce domaine seulement, le critérium objectif prend toute sa valeur, sans toutefois qu'il se trouve fondé sur l'idée que les fruits ne feraient pas partie du patrimoine comme dans la théorie que nous avons combattue, nouvelle preuve que cette théorie est insuffisante pour expliquer les difficultés que soulèvent les donations de fruits et revenus

Peut-être trouvera-t on que nous avons fait intervenir trop de notions d'ordre économique dans la discussion des situations juridiques que nous avons analysées.

Mais cette méthode a été nécessaire pour pénétrer ce domaine des donations de fruits et revenus et qui nous a semblé un peu cahotique en l'absence de toute réglementation spéciale de la loi. D'ailleurs nous ne voyons pas pourquoi on doive s'abstenir de considérations économiques dans une discussion juridique. Les conditions économiques, tout aussi bien que les conditions morales et psychologiques, dans lesquelles les hommes vivent, ont leur répercussion dans le domaine du droit. Il faut en tenir compte, — non pas pour en tirer une règle impérative (1) — mais pour rechercher comment la législation existante (notre seule préoccupation, sinon c'eût été faire œuvre de législateur) doit être appliquée à un ensemble de relations humaines qu'elle n'avait pas prévues.

Tel est l'essai que nous avons tenté, persuadés que les vieilles règles traditionnelles transmises par le Code civil reflètent toujours cette définition de la loi, dont l'inter-

1. Voir Cuche, *En lisant les juristes philosophes*, p. 40 et s.

prête doit également s'inspirer : « Lex est quædam rationis ordinatio ad bonum commune (1). »

1. Saint Thomas, *Somme théologique*, Ia, II^æ quest. 90^a cité par Cuche, *op. cit.*, p. 99

Vu : le Président de la thèse,
GEORGES RIPERT.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

ADDITIF ET ERRATA

p. 17 note 2, ajoutez : Trib. civ. Lille 5 mai 1929. *Le quotidien juridique* du 29 janvier 1929.

p. 84, ligne 10, lire : 18 nov. 1924, au lieu de : 10 mars 1924.

p. 89, ligne 13, lire : 18 nov. 1924, au lieu de : 11 nov. 1925.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- Accarias.* — Précis de droit romain.
- Allix.* — Impôt sur le revenu, éd. 1926.
- Balleyder et Capitant.* — L'assurance-vie au profit des tiers et la jurisprudence. Extrait du livre du Centenaire du Code civil.
- Bartin.* — Cours sur les dispositions interprétatives de volonté et les dispositions impératives.
- Baudry-Lacantinerie* et ses collaborateurs. — Traité théorique et pratique de droit civil, 3^e éd.
- Bayle-Mouillard* sur Grenier.
- Bertheaut (Léon).* — Du rapport et de la réduction des donations de fruits et revenus. Thèse Dijon, 1924.
- Buflnoir.* — Théorie de la condition du droit romain.
- Bugnet.* — Traité des donations.
- Chabot.* — Commentaire sur la loi des successions.
- Cuche.* — En lisant les juristes philosophes.
- Coin-Delisle.* — Commentaire analytique du Code Napoléon.
- Coquille (Guy).* — Questions, réponses et méditations sur les articles des coutumes, t. II, éd. Paris, 1666.
- Colin et Capitant.* — Cours élémentaire de droit civil français.
- Croizat.* — La notion de fruits en droit privé et la notion de revenus en droit fiscal. Thèse Paris, librairie Dalloz, 1926.
- Delvincourt.* — Cours de Code civil.
- Demante et Colmet de Santerre.* — Cours analytique.
- Demolombe.* — Cours du Code Napoléon.
- Desbois.* — La notion de fraude à la loi. Dalloz, Paris, 1927.
- Dupuich.* — L'assurance-Vie, éd. 1900 et éd. 1922.
- Duranton.* — Cours de droit français suivant le Code civil.
- Garsonnet.* — Précis des voies d'exécution, éd. 1898.

- Guillouard*. — Code Napoléon.
- Henry*. — Du legs de la quotité disponible. Thèse Paris, 1902.
- Huc*. — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
- Lacour et Bouteron*. — Précis de droit commercial, éd. 1925.
- Laporte*. — Les donations rémunératoires. Thèse Paris, 1912.
- Le Sellyer*. — Commentaire historique et pratique sur les titres des successions, éd. Paris, 1892.
- Larombière*. — Théorie et pratique des obligations.
- Laurent*. — Principes de droit civil.
- Lefort*. — Nouveau traité de l'assurance sur la vie, éd. 1920.
— Traité théorique et pratique des assurances.
- Loché*. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France.
- Malpel*. — Traité élémentaire des successions.
- Marcadé*. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon, éd. 1859.
- Massé et Vergé* sur Zachariae.
- Planiol*. — Traité élémentaire de droit civil.
- Planiol et Ripert*. — Traité pratique de droit français.
- Pothier*. — Traité de la communauté, éd. Buguet.
— Commentaire sur la coutume d'Orléans.
- Proudhon*. — De l'usufruit.
- Ray*. — De la notion de donation en droit civil français. Thèse Paris, 1912.
— Index du Code civil. Paris, librairie Félix Alcan, 1926.
- Saintespes-Lescot*. — Des donations entre vifs et des testaments.
- Thaller*. — Traité élémentaire du droit commercial. éd. 1916.
- Taulier*. — Théorie raisonnée du Code civil.
- Toullier*. — Droit civil français.
- Troplong*. — Le droit civil expliqué.
- Vernet*. — Traité de la quotité disponible.

II. — ARTICLES DE REVUE.

- Acher (Jean)*. — Essai sur la nature de l'action paulienne. Revue trimestrielle de droit civil, 1906.
- Caqueray (G. de)*. — Assurances sur la vie (Revue pratique du droit français, 1862-1863).

- Jèze*. — La distribution des revenus (Revue de science et de législation financière, 1923).
- Lyon-Caen*. — Exposé des motifs du projet de loi relatif aux contrats d'assurances, articles 58 et 61 (Journal des assurances, p. 247, 1905).
- Savatier*. — Commentaire de jurisprudence (Revue trimestrielle de droit civil, 1925).
- Wahl*. — L'assurance en cas de décès au point de vue du rapport successoral, de la quotité disponible et des récompenses (Revue trimestrielle, 1902, p. 32).

III. — NOTES DE JURISPRUDENCE.

- Anonyme*. — Note au D. P. 93.2.340 ; S. 1907.2.74 et 75. ; D. P. 1912. 1. 221 ; D. P. 1912. 2. 335 note 5.
- Boistel*. — Note au D. P. 89.2.157 et 158 ; D. P. 98.1.353 ; D. P. 01.1.233 et 234.
- Ambroise Colin*. — Note au S. 02.2.241.
- Demogue*. — Note au S. 97.2.73.
- Dupuich*. — Note au D. P. 1900.2.489 ; D. P. 1908.1.129 ; D. P. 1909.1.185 ; D. P. 1910.2.329 et 330 ; D. P. 1912.2.321.
- Duvergier*. — Note au S. 80.2.103.
- Ferron*. — Note au S. 00.1.129.
- Flurer*. — Note au D. P. 87.1.129.
- Glasson*. — Note au D. P. 88.1.338.
- Guenée*. — Note au D. P. 97.1.473.
- Hardouin*. — Rapport de M. le conseiller Hardouin au D. P. 1862.1.288.
- La Taillède*. — Note au S. 64.2.7.
- Labbé*. — Note au S. 78.1.5 ; S. 78.1.7 ; S. 80.2.283 ; S. 81.1.337 ; S. 82.2.145 ; S. 86.2.145 ; S. 86.2.147 et 148 ; S. 87.1.143 ; S. 87.1.193 ; S. 89.1.97 ; S. 93.2.137 ; S. 94.1.65.
- Lacoste*. — Note au S. 90.1.170.
- Lapanouze*. — Note au S. 30.2.118.
- Lefort*. — Note au S. 1911.2.321.
- Lyon-Caen*. — Note au S. 1909.1.5.
- Matter*. — Note au D. P. 25.1.25.
- Naquet*. — Note au S. 89.2.18.
- Percerou*. — Note au D. P. 05.2.233.

- Planiol.* — Note au D. P. 93.1.401; D. P. 94.2.233; D.P. 99.1.97;
D. P. 00.1.227.
Ripert. — Note au D. P. 1911.2.89; 1913.1.107.
Tissier. — Note au S. 25.1 193.
Wahl. — Note au D. 94.1.465; S. 00.2.1.

IV. — RECUEILS ET RÉPERTOIRES.

- Répertoire de jurisprudence générale Dalloz.*
Supplément au répertoire de jurisprudence Dalloz.
Répertoire pratique.
Répertoire général du droit français Fuzier Hermann.
Recueil périodique Dalloz.
Recueil hebdomadaire Dalloz.
Recueil Sirey.
Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux.
Journal la Loi.
Moniteur judiciaire de Lyon.
Recueil des arrêts de la Cour de Rouen.
Recueil périodique des assurances.
Journal des assurances.
Pasicrisie belge.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Position de la question.....	10
CHAPITRE II. — La jurisprudence.....	14
§ 1 ^{er} . — Les pensions alimentaires.....	14
§ 2. — Les donations rémunératoires.....	17
§ 3. — Donations de fruits destinés à la capitalisation...	19
§ 4. — Donations de capitaux destinés à être donnés en prestations périodiques.....	25
§ 5. — Donations de fruits, prestations périodiques. Fruits dans le patrimoine du donateur et fruits dans le patrimoine du donataire.....	27
a) Rapport et réduction.....	27
b) Résolution.....	41
§ 6. — Donations de fruits, prestations uniques.....	47
CHAPITRE III. — Fondements divers à la non restitution des fruits	52
A. — L'idée de pension alimentaire	53
B. — L'idée de non appauvrissement du donateur et de non enrichissement du donataire.....	57
C. — Idée de la consommation à laquelle les revenus sont destinés.....	64
CHAPITRE IV. — Essai de construction.....	69
I. <i>Préliminaire</i> . — Assimilation entre rapport et réduction. Rejet d'une théorie.....	69
<i>Section I.</i> — Fondement de la dispense des restitutions de fruits dans le rapport, la réduction et la résolution, l'idée de la jouissance à laquelle les fruits sont affectés	74
<i>Section II.</i> — Analyse de l'idée de jouissance. La périodicité. La satisfaction des besoins périodiques de	

l'homme. Rôle de la volonté dans l'affectation des sommes et dans la détermination des fruits et des capitaux. Caractère impératif de la non restitution de jouissance.....	94
<i>Section III. — Application aux différentes donations dégagées par la jurisprudence.....</i>	100
Donations présentant le caractère de donations de jouissance et comme telles dispensées de rapport..	100
a) Donations de fruits. Prestations périodiques. Fruits dans le patrimoine du donateur et fruits dans le patrimoine du donataire	100
b) Donations de fruits. Capital dans le patrimoine du donateur et fruits dans le patrimoine du donataire.	102
II. — Donations qui offrent le caractère de donations de capitaux et comme telles doivent être soumises au rapport et à la réduction.....	109
a) Revenu capitalisé	109
b) Donations de fruits. Prestation unique. Exceptions : les cadeaux d'usage et les œuvres de charité.....	114
CHAPITRE V. — Elimination.....	120
<i>Section I. — La communauté conjugale.....</i>	120
I. Rente viagère.....	121
II. Assurance sur la vie.....	125
<i>Section II. — L'action paulienne.....</i>	131
I. Nature et effets de l'action paulienne.....	131
II. Applications aux donations de fruits.....	136
CHAPITRE VI. — Sort des fruits et des donations de fruits et revenus après l'ouverture de la succession.....	145
CONCLUSION.....	153
BIBLIOGRAPHIE	159

